85-219F 1990/91 1992/93 ex.3

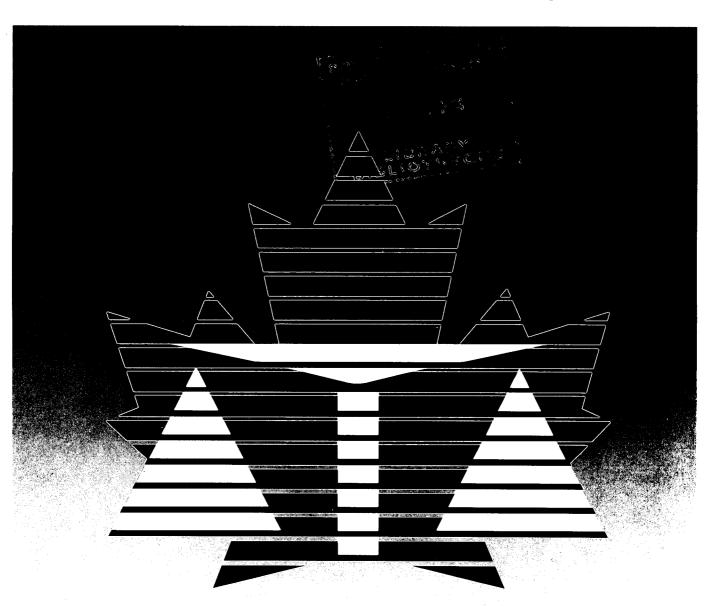
NOMBRE DE CAUSES ENTENDUES DEVANT LES TRIBUNAUX DE JURIDICTION CRIMINELLE POUR ADULTES RAPPORT SUR LES TENDANCES

ÎLE-DU-PRINCE-ÉDOUARD, NOUVELLE-ÉCOSSE, QUÉBEC, ONTARIO ET YUKON

1990-1991 à 1992-1993

Canadian Centre for Justice Statistics

Centre canadien de la statistique juridique



Février 1994

(This document is available in English)





Note de Reconnaissance

Le succès du système statistique du Canada repose sur un partenariat bien établi entre Statistique Canada et la population, les entreprises et les administrations canadiennes. Sans cette collaboration et cette bonne volonté, il serait impossible de produire des statistiques précises et actuelles.

NOMBRE DE CAUSES ENTENDUES DEVANT LES TRIBUNAUX DE JURIDICTION CRIMINELLE POUR ADULTES

RAPPORT SUR LES TENDANCES

ÎLE-DU-PRINCE-ÉDOUARD, NOUVELLE-ÉCOSSE, QUÉBEC,
ONTARIO ET YUKON
1990-1991 à 1992-1993

Remerciements:

Ce rapport est le fruit de la collaboration entre les représentants des organismes publics responsables des tribunaux de juridiction criminelle pour adultes au Canada. Le Centre canadien de la statistique juridique tient à remercier de leur collaboration, les ministères de la Justice de l'Île-du-Prince-Édouard, de la Nouvelle-Écosse, du Québec, de l'Ontario (Ministère du Procureur général) et du Yukon.

Pour tous renseignements, communiquez avec:

Information et services à la clientèle Centre canadien de la statistique juridique 19e étage, Immeuble R.H. coats Parc Tunney Ottawa, Ontario K1A 0T6 1-800-387-2231 (Numéro sans frais) (613) 951-6615 (Fax)

						4.5
	,					>
				,		
·						
			•			
		·			•	
		·				
				•	,	
					_	
					м	

TABLE DES MATIÈRES

		Page
Liste	des tableaux	i
1.0	Introduction	1
	Enquête sur les tribunaux de juridiction criminelle pour adulte	s 1
	1.1 Portée	2
	1.2 Champ d'observation	2
	1.3 Composante du nombre de causes de l'ETJCA	3
	1.4 Unités de base	3
	1.5 Sommaire de la méthodologie	4
	1.6 Limites des données	5
	Île-du-Prince-Édouard	
	Nouvelle-Écosse	
	Québec	
	Ontario	
	Yukon	
	1.7 Comparabilité des données - caractéristiques des	
	causes et nombre de causes de l'ETJCA	11
	1.8 Comparaisons entre les provinces et les territoires	
	1.9 Comparabilité des données de l'ETJCA et des données pour	
	les autres secteurs du système de justice pénale	12
2.0	Tendances des données sur le nombre de causes	14
	Accusations et causes déposées	14
	Accusations et causes ayant fait l'objet d'une décision	
	Comptes des audiences-causes	
	Différence entre les chiffres des accusations déposées et ayant fait	
	l'objet d'une décision	15
ANN	EXE A: Données contextuelles: Criminalité et population	51
	EXE B: Définitions de la composante du nombre de causes- ETJCA	
	EXE C: Notes méthodologiques	

Signes conventionnels

- nombres non disponibles
- ... sans objet
- néant ou zéro
- R révisé

Liste des tableaux

<u>Tableaux</u>	Page sommaires et graphiques
Composan A - ÎI B - N C - G D - C	ur les tribunaux de juridiction criminelle pour adultes - te du nombre des causes 1992-1993 : le-du-Prince-Édouard
Indicateur	rs de volume
Tableau 1	Causes et accusations déposées, provinces et territoires sélectionnés au Canada, 1990-1991 au 1992-1993
Tableau 2	Causes et accusations déposées selon la catégorie de loi, provinces et territoires sélectionnés au Canada, 1990-1991 au 1992-1993 28
Tableau 3	Accusations et causes ayant fait l'objet d'une décision, provinces et territoires sélectionnées au Canada, 1990-1991 au 1992-1993 32
Tableau 4	Accusations et causes ayant fait l'objet d'une décision, selon la catégorie de loi, provinces et territoires sélectionnés au Canada, 1990-1991 au 1992-1993
Tableau 5	Accusations ayant fait l'objet d'une décision, selon la décision rendue, provinces et territoires sélectionnés au Canada, 1990-1991 au 1992-1993
Tableau 6	Audiences-causes, selon le genre d'audience, provinces et territoires sélectionnés au Canada, 1990-1991 au 1992-1993
Tableau 7	Déposée et ayant fait l'objet d'une décision, différence absolue et en pourcentage, provinces et territoires sélectionnés au Canada, 1990-1991 au 1992-1993
Tableau 8	Accusations déposées et ayant fait l'objet d'une décision, différence absolue et en pourcentage, selon la catégorie de loi, provinces et territoires sélectionnés au Canada, 1990-19919931 et 1992-1993 46

1.0

INTRODUCTION

Le Centre canadien de la statistique juridique (CCSJ) est le pivot d'une entreprise fédérale-provinciale/territoriale vouée à la production de statistiques et de renseignements nationaux sur l'appareil judiciaire au Canada. L'objectif du Programme des tribunaux du CCSJ consiste à recueillir et à diffuser des données statistiques sur le fonctionnement des tribunaux de juridiction criminelle pour adultes et des tribunaux de la jeunesse au Canada.

Le présent rapport s'inscrit dans une série de diffusions annuelles de données que le Programme des tribunaux produit en se fondant sur l'Enquête sur les tribunaux de juridiction criminelle pour adultes (ETJCA). Ce rapport contient des données déclarées à l'une des deux composantes de l'ETJCA, soit celle relative au nombre de causes. Les données sur les tribunaux provinciaux et territoriaux de juridiction criminelle de la Nouvelle-Écosse, du Québec et du Yukon concernent les exercices financiers 1990-1991, 1991-1992 et 1992-1993, et les données sur ceux de l'Île-du-Prince-Édouard portent sur la période allant de juillet 1991 à mars 1993, et les données sur ceux de l'Ontario portent sur l'année fiscale de 1992-1993. Ces cinq secteurs de compétence représentent approximativement 60 % du volume de causes entendues devant les tribunaux provinciaux et territoriaux de jurisdiction criminelle pour adultes au Canada. Le rapport a pour but de fournir des renseignements sur l'évolution du volume de causes.

Le rapport comprend également plusieurs annexes où sont fournies des renseignements supplémentaires utiles au lecteur. L'annexe A contient des renseignements contextuels sur les personnes ayant été inculpées par les forces policières et des estimations démographiques. L'annexe B renferme les définitions normalisées de l'Enquête sur les tribunaux de juridiction criminelle pour adultes pour la composante du nombre de causes. Dans l'annexe C «Notes méthodologiques», on présente des renseignements plus détaillés sur la qualité des données et les procédures employées par l'ETJCA pour la détection et la correction des erreurs.

Le rapport statistique sur les tribunaux de juridiction criminelle pour adultes, aussi produit par le Programme des tribunaux, fournit des renseignements plus détaillés sur les caractéristiques des causes dans les tribunaux provinciaux et territoriaux de juridiction criminelle. Le rapport contient les données qui ont été déclarées dans le cadre de la deuxième composante de l'Enquête sur les tribunaux de juridiction criminelle pour adultes, soit celle relative aux caractéristiques des causes. Le rapport décrit les processus dans les tribunaux provinciaux, les caractéristiques et les issues des accusations et les caractéristiques de base des accusés.

Enquête sur les tribunaux de juridiction criminelle pour adultes

1.1 Portée

Le but de l'Enquête sur les tribunaux de juridiction criminelle pour adultes (ETJCA) est de créer et de mettre à jour une base de données nationales sur les tribunaux de juridiction criminelle pour adultes, qui renferme des renseignements statistiques sur les audiences, les accusations, et les causes. L'enquête se veut un recensement des causes entendues par les tribunaux de juridiction criminelle pour adultes au Canada relativement à des infractions aux lois fédérales et provinciales/territoriales et aux règlements municipaux. L'Enquête sur les tribunaux de juridiction criminelle pour adultes a deux composantes: celle des caractéristiques des causes et celle du nombre de causes. La composante du nombre de causes, laquelle fait l'objet du présent rapport, permet de recueillir des données agrégées sur les accusations, les audiences et les causes pour ce qui est des infractions aux lois fédérales et provinciales et aux règlements municipaux jugées par les tribunaux provinciaux ou territoriaux de juridiction criminelle pour adultes. La composante des caractéristiques des causes prévoit la collecte de données sur les accusations, les audiences, et les causes ayant trait aux infractions aux lois fédérales qui ont été jugées par les tribunaux provinciaux/territoriaux de juridiction criminelle.

1.2 Champ d'observation

L'Île-du-Prince-Édouard (5 tribunaux), la Nouvelle-Écosse (38 tribunaux), le Québec (54 tribunaux), l'Ontario (103 tribunaux) et le Yukon (18 tribunaux) déclarent actuellement des données dans le cadre de l'ETJCA pour le rapport de 1991. Ensemble, ils représentent environ 60 % des causes entendues par les tribunaux provinciaux/territoriaux de juridiction criminelle pour adultes au Canada. Les données de la cour municipale de Halifax et de la cour provinciale de Liverpool, où sont entendues près de 15 % des accusations relatives à des infractions en Nouvelle-Écosse ne sont pas disponibles. De même, les données des 133 cours municipales du Québec ne sont pas incluses dans l'enquête. Environ 20 % des accusations concernant des infractions aux lois fédérales au Québec sont entendues par les cours municipales.

On reconnaît que l'absence d'une couverture nationale complète des tribunaux provinciaux et territoriaux en plus des données sur les cours municipales, les cours supérieures et les cours d'appel limite grandement certaines applications de données. On accorde maintenant la priorité à la mise en oeuvre de l'ETJCA au niveau des tribunaux provinciaux/territoriaux de juridiction criminelle, en raison du nombre assez élevé de causes visées et vu l'importance de l'informatisation des systèmes d'information dans les tribunaux provinciaux et territoriaux. Les cours

municipales, les cours supérieures et les cours d'appel pourront être incluses à mesure que les systèmes opérationnels locaux seront informatisés et à mesure que les ressources pour l'élaboration de l'enquête deviendront disposibles.

À l'heure actuelle, l'ETJCA permet de recueillir des données sur les indicateurs des activités criminelles des adultes au niveau des tribunaux provinciaux et territoriaux. L'ETJCA ne porte pas sur les adolescents ayant fait l'objet de décisions prononcées par les tribunaux provinciaux de la jeunesse. Toutefois, les adolescents renvoyés à un tribunal pour adultes en vertu de la Loi sur les jeunes contrevenants et les adolescents qui se sont vus infliger une contravention sont visés ici parce qu'ils font partie de la charge de travail des tribunaux provinciaux pour adultes.

1.3 Composante du nombre de causes de l'ETJCA

La composante du nombre de causes de l'ETJCA est conçue pour recueillir trimestriellement des données agrégées sur les accusations, les causes et les comparutions auprès de tous les secteurs de compétence au Canada. Le nombre de causes et d'accusations en instance, déposées et ayant fait l'objet d'une décision au cours de chaque trimestre est fixé selon la catégorie de loi (lois fédérales, lois provinciales et réglements municipaux). On recueille également des données sur le nombre total d'audiences tenues durant la période de référence. Tous les chiffres sur les accusations sont saisis, tandis que les chiffres sur les causes et les audiences-causes se limitent à la loi la plus sévère dont il est question lors de la comparution.

Les programmes d'interface du système du CCSJ extraient des données du système des tribunaux locaux. Le Centre reçoit également des données sous la forme d'un rapport agrégé normalisé pour chaque tribunal local. Le fait que les données de l'enquête soient lisibles par machine en facilite le traitement et réduit au minimum le fardeau des répondants.

1.4 Unités de base

Les éléments d'information recueillis à partir des systèmes des tribunaux provinciaux figurent ci-après selon quatre catégories d'unités de base (des définitions détaillées figurent à l'annexe B).

Accusation
En instance au début
Déposée
Ayant fait l'objet
d'une décision
En instance à la fin

Accusation: contravention
En instance au début
Déposée
Ayant fait l'objet
d'une décision
En instance à la fin

Cause
En instance au début
Déposée
Ayant fait l'objet
d'une décision
En instance à la fin

Audience-cause Audience de non-procès Audience de procès Les quatre catégories d'unités de base du nombre de causes sont les suivantes :

Accusation: Le nombre agrégé de toutes les accusations qui sont traitées au cours de la période de référence. Les accusations figurent selon la catégorie de loi (lois fédérales, lois provinciales et règlements municipaux). Les chiffres sont recueillis selon quatre catégories: en instance au début, déposée, ayant fait l'objet d'une décision et en instance à la fin.

Accusation - contravention: Le nombre agrégé de tous les chefs d'accusation indiqués sur les contraventions traitées au cours de la période de référence. Les chiffres des accusations sont recueillis selon quatre catégories: en instance au début, déposée, ayant fait l'objet d'une décision et en instance à la fin.

Cause: Le nombre agrégé de toutes les causes traitées par les tribunaux au cours de la période de référence. Par «cause» on entend une ou plusieurs accusations portées contre un accusé lorsque les accusations sont présentées pour la première fois devant un même tribunal à la même date. Chaque cause est comptée en fonction de la loi la plus sévère (LPS) visée lors de la comparution et en fonction de la décision la plus sévère (DPS).

Audience-cause: Le nombre agrégé des audiences-causes, selon la LPS, au cours de la période de référence. Par audience-cause, on entend la comparution d'un accusé devant le tribunal à n'importe quelle date au cours de la période de référence.

1.5 Sommaire de la méthodologie

Dans le cadre de la composante du nombre de causes de l'ETJCA, des données agrégées sur les volumes des accusations, des causes et des audiences sont tirées des systèmes informatisés opérationnels des provinces et des territoires. Ces données sont extraites à l'aide d'un logiciel d'interface et sont transmises au CCSJ tous les trimestres ou sur une base semi-annuelle. Les données font l'objet de procédures d'évaluation appliquées à la fois par les provinces et territoires et par les responsables de l'ETJCA. Ces derniers soumettent les données à un nombre limité de vérifications qui permettent de déceler les données en double et les données manquantes ou les incohérences logiques dans les relations entre les éléments d'information ou entre les périodes. Les résultats de ce processus sont le fondement des rapports qui servent à exercer un contrôle.

Les procédures de contrôle de la qualité des données sont appliquées aussi lors des étapes de création de l'interface et de production des données pour évaluer les limites et la comparabilité des données (définitions et unités de base). Ces procédures comportent notamment un premier survol des données afin d'examiner la relation entre les variables et de déceler les problèmes importants en ce qui concerne la structure ou le cliché d'articles de l'observation. On effectue ensuite une analyse quantitative des données pour déterminer comment les valeurs se répartissent dans les variables. Il existe aussi d'autres procédures manuelles, dont les vérifications de la cohérence des données en consultant d'autres sources fournissant la même information (p. ex. les rapports annuels) et l'examen des unités de données comparables au sein de la base de données de la composante des caractéristiques des causes de l'ETJCA.

Pour obtenir plus de détails sur la qualité des données et sur les procédures de détection et de correction des erreurs employées par l'ETJCA, se reporter à l'annexe C «Notes méthodologiques».

1.6 Limites des données

Pour plusieurs raisons, les données de l'ETJCA doivent être considérées comme des **indicateurs** du nombre de causes et des caractéristiques des causes plutôt que comme des valeurs précises.

On ignore l'ampleur du sous-dénombrement, c'est-à-dire la mesure dans laquelle l'ensemble des audiences, des accusations et des causes ont été déclarés dans le cadre de l'enquête. On suit de près le champ d'observation de l'enquête et la déclaration des données et les représentants des provinces et des territoires informent, si possible, le Programme des tribunaux lorsqu'ils soupçonnent des problèmes ou des anomalies au chapitre de la déclaration.

Les données sur les causes figurant dans les tableaux sont déclarées selon la loi la plus sévère. Ce genre de représentation des données occasionne un sous-dénombrement des causes moins graves.

Aux fins de l'ETJCA, une accusation est comptée plus d'une fois dans une province ou un territoire: a) si elle est l'objet d'un arrêt des procédures, puis introduite à nouveau et si on lui attribue des identificateurs différents; b) si elle est l'objet d'une désistement d'un tribunal à un autre; ou c) si elle est l'objet d'un renvoi devant la cour supérieure, puis retournée devant la cour provinciale et si on lui attribue des identificateurs différents. Les données sur le nombre de causes étant agrégées, ces accusations ne peuvent pas être isolées et, par conséquent, sont incluses dans le présent rapport.

Les limites des données mentionnées plus haut réduisent la possibilité de faire des couplages avec les données d'autres secteurs du système judiciaire, notamment les services policiers et les services correctionnels. Les différences en ce qui a trait aux politiques, l'administration, aux définitions et aux méthodes de collecte des données dans les secteurs peuvent également se traduire par des différences dans les comptes. Pour ces raisons, il faut faire preuve de prudence lorsque l'on établit des comparaisons entre les données pour les autres secteurs du système de justice pénale.

Le lecteur trouvera ci-après un certain nombre d'anomalies spécifiques à l'interface de chaque juridiction participante. Il convient de tenir compte de ces différences lorsque l'on compare les données d'une juridiction à l'autre.

Île-du-Prince-Édouard

Le système du registre des tribunaux pour adultes (Adult Courts Registry ACR) de l'Île-du-Prince-Édouard fournit des renseignements, aux fins du présent rapport, au moyen d'une interface avec le système automatisé de l'ETJCA. Les données agrégées sur le nombre de causes proviennent de cinq tribunaux provinciaux situés à Alberton, Charlottetown, Georgetown, Summerside et Souris.

Le lecteur trouvera ci-après un certain nombre de limitations spécifiques à l'interface de l'Î.-P.-É. pour la composante du nombre de causes. Il convient de tenir compte de ces différences lorsque l'on compare les données de cette province avec celles d'autres secteurs de compétence.

- Les tribunaux d'Alberton, de Georgetown et de Souris déclarent uniquement le dossier de la dernière comparution pour les accusations ayant fait l'objet d'une décision. En outre, il est impossible d'obtenir des chiffres relatifs aux comparutions-personnes pour ces tribunaux parce que cette information n'est pas inscrite dans le rôle des causes du tribunal, qui est la source rôle est la source de données sur les comparutions-personnes. Lorsqu'ils seront automatisés, ces tribunaux pourront fournir des données complètes.
- Actuellement, le système ACR ne permet pas de recueillir des données pour le type de décision accusé «réputé coupable» étant donné le manque au niveau de la législation.
- Les audiences de procès concernent seulement les accusations portées pour des infractions à des lois fédérales. Pour les contraventions de compétence provinciale, il est impossible de faire la distinction entre les audiences de procès et les audiences de non-procès.

- Pour les contraventions, la date de la comparution ou de la condamnation est utilisée comme date de la déposition. Présentement, on ne saisit pas la date d'émission. Il en résulte que les chiffres relatifs aux accusations en instance sont inférieurs à ce qu'on pourrait s'attendre.
- Les chiffres pour les accusations en instance au début, les accusations déposées, les accusations ayant fait l'objet d'une décision et les décisions de mandat sans délai sont exclus de la loi provinciale concernant les boissons alcooliques (multirécidivistes). La saisie de ces infractions est problématique pour le moment parce que les décisions rendues ne sont pas incluses dans la base de données du système ACR.
- Les mandats d'amener sont normalement exclus des chiffres relatifs aux accusations en instance au début et sont inclus dans les chiffres relatifs aux accusations déposées lorsqu'ils sont exécutés. Toutefois, le système ACR est incapable d'indiquer une date de nouvelle déposition pour les mandats d'amener. Par conséquent, afin de ne pas perdre ces chiffres, les mandats d'amener sont inclus dans les chiffres relatifs aux accusations en instance au début.

Nouvelle-Écosse

Le système automatisé de l'ETJCA a servi à totaliser les renseignements fournis par chacun des tribunaux de la Nouvelle-Écosse disposant d'un système automatisé (sauf un). Le Justice Oriented Information System (JOIS) de la Nouvelle-Écosse, qui assure le soutien informatique, est actuellement utilisé dans tous les tribunaux provinciaux sauf un.

Le lecteur trouvera ci-après un certain nombre de limitations spécifiques aux interfaces de la Nouvelle-Écosse. IL convient de tenir compte de ces différences lorsque l'on compare les données de cette province avec celles d'autres secteurs de compétence.

- Le présent rapport exclut les causes entendues par le tribunal municipal d'Halifax et le tribunal provincial de Liverpool. Le tribunal municipal d'Halifax est administré par la ville d'Halifax et a la même compétence que les autres tribunaux provinciaux. Ces deux tribunaux combinés traitent environ 15 % des causes relatives aux lois fédérales et environ 25 % des causes relatives aux lois provinciales et municipales.
- Le 17 mai 1991, le tribunal provincial de Pictou a été fusionné avec le tribunal provincial de New Glasgow, qui se charge dorénavant de déclarer les données.

- Les autres infractions aux lois fédérales comprennent les infractions aux dispositions fédérales en matière de stationnement. Pour ces infractions, le tribunal provincial se limite à l'administration des amendes payées.
- La cour provincial s'occupe des contraventions de compétence provinciale à partir du moment où elles sont émises jusqu'à la perception des paiements volontaires, au traitement des cas de non-paiement ou au procès.

Québec

Les systèmes informatisés du programme des tribunaux pour adultes ont été utilisés pour recueillir des informations sur chacun des tribunaux des palais de Justice du Québec. La banque de données du système d'information de gestion de la direction générale des services judiciaires offre un support additionnel aux données des systèmes informatisés et est alimentée par tous les tribunaux de la province.

Un certains nombre de limitations qui sont spécifiques aux interfaces du Québec ont été relevées Ces différences devraient être notées lorsque des données du Québec sont comparées avec celles d'une autre juridiction.

- Les données des 133 cours municipales du Québec ne sont pas disponibles dans ce rapport. Les cours municipales du Québec ont le pouvoir d'entendre les infractions relatives aux lois fédérales et constituent approximativement 20% du volume total des causes du Québec relatives aux lois fédérales (code criminel, lois sur les stupefiants et les drogues et autres lois fédérales). étant majoritairement des infractions mineures contre les biens. Une forte proportion d'infractions aux lois provinciales et aux règlements municipaux sont traitées par les cours municipales du Québec et, par conséquent, ne sont pas prises en considération dans l'ETJCA. À plusieurs endroits, les tribunaux de la chambre criminelle et pénale de la cour du Québec n'entendent pas les infractions sommaires ou les infractions aux règlements municipaux, car les cours municipales locales traitent toutes ces infractions. Par exemple, aucune donnée sur les contraventions n'est compilée pour les tribunaux de Senneterre, de Matagami, et de Grand-Nord. De même, certains tribunaux de la cour du Québec traitent ces infractions, parce qu'il n'y a pas de cour municipale à ces endroits.
- Tous les billets d'infractions au Code de la sécurité routière sont enregistrés sur la bande magnétique du système informatisé du Bureau juridique du code de sécurité de la route (BJCSR), puis transmis à la D.G.S.S. pour décision du juge lorsqu'ils ne sont pas payés.

• Même si les comptes «déposés» de l'ETJCA représentent les accusations terminées, l'enquête ne dispose pas au Québec de renseignements complets sur les accusations pour lesquelles l'accusé a été renvoyé pour subir son procès devant la Cour supérieure du Québec. Par conséquence, les accusations pour lesquelles le renvoi au procès est inscrit pour la dernière audience déclarée dans le cadre de l'ETJCA sont dénombrées sous la catégorie «autres» décision. Les représentants du Québec ont informé l'ETJCA que la grande majorité des ces accusations reviennent comparaître ultérieurement devant la cour provinciale.

Ontario

Un interface préliminaire pour l'ETJCA pour la composante de nombre de cause a été developpé en 1992-1993 pour dénombrer le volume des causes pour les cours provinciales de l'Ontario (Division criminelle). Les renseignements ont été tirés du réseau intégré d'information judiciaire sur les contrevenants (ICON) du ministère du Procureur général de l'Ontario.

Un certains nombre de limitations qui sont spécifiques à l'interface de l'Ontario ont été relevées Ces différences devraient être notées lorsque des données de l'Ontario sont comparées avec celles d'une autre juridiction.

- L'interface préliminaire de l'Ontario se réfère à une définition de «cause» se basant sur le numéro de la dénonciation. Cette définition est comparable à la définition de «cause» de l'ETJCA.
- Les chiffres des contraventions qui sont déclarés en Ontario incluent les infractions aux règlements municipaux en matière de stationnement et de procès-verbal d'infraction (appellé communément P1 and P2 en Ontario) pour lequelles la cour a décerné une assignation. Cependant, un faible nombre de tribunaux, tel la cour de Brampton, les contreventions relatives aux statationnement sur des propriétées fédérales déclare les contreventions sous la rubrique «autres lois fédérales».
- L'Ontario dénombre un grand volume d'accusations/causes qui sont retirées. En Ontario, une fois qu'une accusation ait été portée, une compuration devant la cour est nécessaire avant que celle-ci soit retirée.

Yukon

Le système automatisé de l'ETJCA a servi à totaliser les renseignements fournis par chacun des tribunaux territoriaux du Yukon. Le système automatisé de gestion des causes du Yukon, qui assure le soutien informatique, est actuellement utilisé à Whitehorse avec ses satellites, Dawson City et Watson Lake. Les données qui proviennent des autres tribunaux sont compilées avec celles de Whitehorse.

Le lecteur trouvera ci-après un certain nombre de limitations spécifiques à l'interface du Yukon pour la composante du nombre de causes. Il convient de tenir compte de ces différences lorsque l'on compare les données de ce territoire avec celles d'autres secteurs de compétence.

- Certains paiements volontaires d'amendes sont effectués pendant une comparution, ce qui fait que des personnes et des comparutions-personnes sont comptées pour ces accusations. L'ETJCA ne dénombre pas les personnes ayant payé volontairement leur amende parce que ces personnes ne comparaissent habituellement pas devant le tribunal.
- Au Yukon, les accusations peuvent être déposées dans un tribunal et faire l'objet d'une décision dans un autre, pour les contrevenants n'ayant pas d'habitation fixe. Cette façon de faire a une incidence sur la correspondance entre le nombre de causes en instance à la fin d'une période de référence donnée et le nombre de causes en instance au début de la période de référence suivante. Elle n'a toutefois aucune répercussion sur les chiffres cumulatifs pour l'ensemble du territoire.
- Dans les cas mentionnés ci-après, les anciennes accusations seront traitées comme de nouvelles accusations par le système. Elles sont compatibles avec les spécifications de l'ETJCA concernant les données, qui ont été acceptées à l'échelon national:
 - les nouveaux choix de revenir aux tribunaux territoriaux;
 - l'exécution des mandats d'amener;
 - les suspensions d'accusations déposées de nouveau;
 - les comparutions devant le tribunal après qu'une décision définitive ait été rendue (Telles que défauts de paiement)

1.7 Comparabilité des données - caractéristiques des causes et nombre de causes de l'ETJCA

Le lecteur est prié de noter que le nombre d'accusations portées et le nombre de causes que l'on publie ici ne sont pas directement comparables aux nombres présentés dans le rapport de l'ETJCA sur les tendances. Lorsque l'on examine les nombres obtenus des deux composantes de l'enquête, il faut tenir compte des différences suivantes :

- a) Selon la composante du nombre de causes, le mandat d'amener est une décision finale, de telle sorte que toute audience ultérieure signifie la présentation de nouvelles accusations ou de nouvelles causes. Cependant, selon la composante des caractéristiques des causes, toute audience ultérieure à un mandat d'amener est liée à l'accusation initiale ou à la cause initiale. Ainsi, les chiffres sont plus élevés pour la composante du nombre de causes que pour celle des caractéristiques des causes.
- b) La composante du nombre de causes fait rapport des données agrégées extraites des systèmes automatisés intégrés des provinces et des territoires. La composante des caractéristiques des causes prévoit un traitement plus poussé des données afin d'éliminer les données en double ou non interprétables, de corriger les erreurs, d'imputer certaines données manquantes et de déterminer les unités de dénombrement. Les chiffres pour le nombre de causes risquent d'être légèrement supérieurs à ceux pour les caractéristiques des causes.
- c) Les deux composantes de l'ETJCA emploient des règles différentes pour le nombre de causes faisant l'objet de plusieurs accusations. Bien que la composante des caractéristiques des causes applique la règle de l'infraction la plus grave à cette fin, la composante du nombre de causes emploie la règle de la loi la plus sévère.
- d) Puisque, pour le Québec, on ne dispose pas de renseignements complets sur les accusations pour lesquelles l'accusé a été renvoyé pour subir son procès devant la Cour supérieure, ces accusations ont été exclues du chiffres dans la composante des caractéristiques des causes lorsque le renvoi à procès est inscrit pour la dernière audience déclarée dans le cadre de l'ETJCA. Cependant, la composante du nombre des causes déclare ces accusations sous la catégorie «autre décision».
- e) Les données pour les deux composantes de l'enquête peuvent être extraites à différents moments des systèmes automatisés des provinces et des territoires. Bien que les données sur les caractéristiques des causes puissent

être extraites tous les mois, les données sur le nombre de causes sont généralement extraites trimestriellement ou semestriellement. Les nombres pour les deux composantes peuvent subir l'influence des mises à jour et des corrections apportées en tout temps aux bases de données provinciales et territoriales sur la gestion des causes.

1.8 Comparaisons entre les provinces et les territoires

Les données présentées ici montrent les différences entre les provinces et les territoires. Ces divergences peuvent s'expliquer en partie par les différences touchant les procédures de fonctionnement et d'enregistrement dans les tribunaux, l'interprétation des lois ou des concepts juridiques, les pratiques en matière de détermination de la peine et les caractéristiques démographiques de la population. Il faut donc faire preuve de prudence lorsque l'on compare les données entre les provinces et les territoires.

1.9 Comparabilité des données de l'ETJCA et des données pour les autres secteurs du système de justice pénale

Les chiffres provenant de la déclaration uniforme de la criminalité (DUC) quant aux infractions classées par mise en accusation ne sont pas comparables aux nombres présentés ici relativement aux accusations ayant fait l'objet d'une décision par les tribunaux provinciaux/territoriaux. Cette différence découle en partie des règles de déclaration visant à déterminer le nombre d'infractions classées par mise en accusation aux fins du Programme de DUC. Pour la DUC, les crimes de violence sont comptés à partir du nombre de victimes en cause dans l'affaire, tandis que les crimes sans violence sont comptés à partir du nombre de causes séparées. De plus, les chiffres de la police englobent les infractions commises par des adolescents, tandis que les chiffres des tribunaux concernant les accusations englobent uniquement les infractions commises par des adolescents qui ont été transférées à un tribunal pour adultes. Pour ces raisons, les chiffres d'accusations provenant des tribunaux à ce chapitre ne sont pas comparables aux chefs d'infractions provenant du DUC.

Les chiffres concernant les personnes accusées diffèrent des chiffres des causes ayant fait l'objet d'une décision par les tribunaux provinciaux/territoriaux, contenus dans le présent rapport. Cette différence s'explique en partie par le fait que les infractions au Code criminel relatives à la circulation sont prises en compte dans les chiffres sur les causes ayant fait l'objet d'une décision par un tribunal et non dans les chiffres de la police sur les accusés. De plus, une accusation ou plusieurs accusations à l'égard d'une personne peuvent être rejetées au stade des poursuites. Les programmes de déjudiciarisation et autres modes de règlement des litiges peuvent également réduire le nombre de causes entendues devant un tribunal. Enfin, le décalage entre la mise

en accusation d'une personne et le jugement d'une cause par les tribunaux peut alors en découler des différences dans les comptes des accusés entre les deux secteurs pour la même période de référence.

On s'attend à ce que les chiffres de l'ETJCA sur les causes qui se sont traduites par une peine d'emprisonnement diffèrent des chiffres des services correctionnels sur les personnes admises dans des établissements correctionnels en vertu d'un mandat d'incarcération. Les différences sont attribuables à un certain nombre de facteurs. Les chiffres des services correctionels sur les admissions incluent les admissions suivant un procès devant la cour supérieure et les admissions en raison du défaut de payer une amende. Dans certains cas, la période de détention provisoire avant le prononcé de la sentence est prise en compte dans la détermination de la peine d'emprisonnement. Il se peut donc qu'il n'y ait pas d'admission de la personne condamnée lorsque la durée de la détention est égale à la peine d'emprisonnement purgée. Enfin, une personne peut être associée à plusieurs causes qui se sont traduites par une peine d'emprisonnement. Toutefois, dans de telles situations, il ne peut y avoir qu'une admission de la personne condamnée dans un établissement.

Les différences des indicateurs entre les secteurs d'une province ou d'un territoire sont également attribuables aux différences définitionnelles des comptes déclarés et aux différences des méthodes de collecte, de calcul et de totalisation des données.

2.0 TENDANCES DES DONNÉES SUR LE NOMBRE DE CAUSES

Le nombre d'éléments que saisit la composante du nombre de causes de l'ETJCA permet d'élaborer une vaste gamme de présentations de données. Aux fins du présent rapport, les indicateurs de volume et d'arriérés retenus sont présentés à l'échelon provincial ou territorial. L'analyse comprend un examen des mesures de volume pour les chiffres des accusations et des causes "déposées" et "ayant fait l'objet d'une décision" de même que les chiffres des audiences-causes. L'analyse comprend aussi un examen des taux de disposition et des mesures d'arriérés. Le texte s'accompagne de tableaux et de graphiques pertinents.

Les cinq premiers tableaux et graphiques représentent des sommaires annuels selon l'exercise financier 1992-1993 pour les cinq secteurs de compétence participants. Ils sont chacun accompagnés de leurs graphiques respectifs.

Accusations et causes déposées - tableaux 1 et 2

Les chiffres des accusations et des causes que renferme cette section sont des indicateurs agrégés de la charge de travail des tribunaux de juridiction criminelle quant aux accusations déposées au cours des périodes de référence. Par «déposées» on entend les accusations et les causes dont les tribunaux ont été saisis lors de la comparution durant les périodes de référence. Ces chiffres comprennent également les accusations ayant fait l'objet d'un transfert d'un autre tribunal ou degré de juridiction (p. ex. cour supérieure) dans la province et pour lesquelles les comparutions ont eu lieu, les accusations ayant fait l'objet d'un transfert d'une autre province ou d'un autre territoire et les accusations qui, après avoir été suspendues ou avoir donné lieu à un mandat d'amener au cours de la période de référence visée ou d'une période antérieure, ont été déposées à nouveau durant la période de déclaration. Les dénonciations qui ne mènent pas à une date d'audience sont en dehors de la portée de l'enquête. Les totaux sont présentés par catégorie de loi importante.

Accusations et causes ayant fait l'objet d'une décision - tableaux 3 à 5

Les chiffres des accusations et des causes que l'on présente dans cette partie sont des indicateurs agrégés de la charge de travail des tribunaux de juridiction criminelle "ayant fait l'objet d'une décision" au cours des périodes de déclaration. L'expression "ayant fait l'objet d'une décision" désigne les accusations et les causes qui ont été traitées (et qui ont fait l'objet d'une décision) par les tribunaux au cours des périodes de référence en incluant les accusations ayant donné lieu à un mendant d'amener. La présente partie fournit les chiffres au niveau provincial sur le volume d'accusations,

de contraventions et de causes «ayant fait l'objet d'une décision»; la variation des données au niveau provincial/territorial quant aux accusations, aux contraventions et aux causes; la variation des données au cours des périodes de référence disponibles; et la nature des décisions rendues par les tribunaux.

Les chiffres relatifs aux causes sont mis en tableaux à l'aide de la règle dite de la loi la plus sévère (LPS), selon laquelle une personne n'est comptée qu'une fois pour la plus grave des accusations entendues lors de la première comparution. Les chiffres relatifs aux dispositions seront donc plus élevés que ceux de la répartition des dispositions.

Comptes des audiences-causes - tableau 6

L'expression "audience-cause" désigne le nombre de comparutions de l'accusé devant un tribunal au cours de la période de référence. Un personne qui comparaît en cour trois jours différents durant une même période de référence équivaut à trois audiences-causes. Les audiences-causes se répartissent en deux catégories : les audiences "de procès" et les audiences "de non-procès". Ces dernières comprennent des audiences de libération provisoire par voie judiciaire, des comparutions et des audiences d'imposition de la peine.

Les renseignements sur les audiences-causes fournissent à l'administrateur judiciaire un moyen de mesure plus détaillé de la nature de l'utilisation des tribunaux, c'est-àdire que chaque comparution devant le tribunal est saisie.

Cette section-ci examine les chiffres des audiences-causes, en termes du volume de comparutions selon les genres d'audience et les catégories de loi, de même que l'évolution des comptes dans le temps.

Différence entre les chiffres des accusations déposées et ayant fait l'objet d'une décision - tableaux 7 et 8

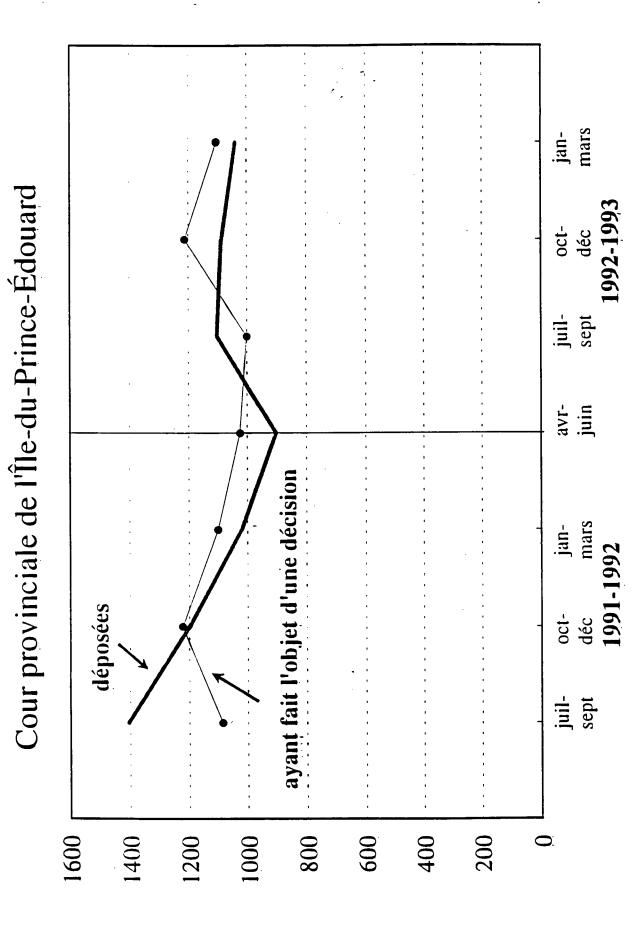
La différence absolue entre les accusations «déposées» et «ayant fait l'objet d'une décision» pour chaque période de référence donne un aperçu de l'état de l'arriéré des causes. Cet indicateur du traitement mesure en termes absolus la variation trimestrielle de l'arriéré des causes (c'est-à-dire celles qui s'ajoutent à l'arriéré ou qui en sont supprimées). Ces renseignements sont présentés selon le genre de loi.

Enquête sur les tribunaux de juridiction criminelle pour adultes - Composante du volume des causes

A - Cour Provinciale de l'Île-du-Prince-Édouard avril 1992 - mars 1993

avril 1992 - mars 1993						10000	02 10		11444		10.4
	LOIS FEDERALES	RALES			TOTAL		CALES		JOIAL DECIMINATE		OIAL
Unité de base	Code	Relatives aux stupéfiants	Relatives aux drogues	Autres	FEDERALE	Circulation	Alcool	Autres	PROVINCIALE	Regiements municipaux	
ACCUSATIONS										•	
En instance de début avril 1992	773		S	22		162	661	29		21	1 763
Déposées	3 763		91	231	4	4	2 736	935	∞	65	12 258
Terminées	3 966		16	228	4	4	∞	979	60	87	12 767
Suspendues	618	80	•	22			14	7	36	=	695
Retirée	573	7	4	=		_	65	27	508	•	803
Rejetée/libérée	. 107	7	•	e	112		က	ന		•	
Plaidover de culpabilité	2 325	o	7	171	2 597	3 058	1 592	989	5 330	20	7 977
Déclarées counables	20	4	-	=	99	•	•	•	i	•	99
Déclarées non coupable	37	٠	•	7	44		4	16		ന	125
Mandat d'amener	151	2	4	-	158	1 217	1 200	246	2 663	23	2 844
Aufre	105	_	•	~~	122		2	•		•	129
En instance de fin mars 1993	787		3	38	872	18	805	47	1 037	9	1912
ACCUSATION: Contreventions											
1000 أوروم فيرطفه مام موسوف ما حا	,	•	•	•	•	32	6	9	41	•	41
En instance de debut aviil 1992	• •	•		292	267	6 364	530	1 745	98	•	9 206
Deposees	•	•	•	570		9	531	1 742		•	9 213
Palement votontaire	•	•	•	570		S	429	1 467	7 254	•	7 824
Réputé coupable	•	•	•	•	•	•	•	•		•	•
Déclarées coupables	•	•	•	•	•	1 010	102	272	1 38	•	1 384
Déclarées non coupable	•	•	•	•	•	2	•	•	5	•	7
Mandat d'amener	•	•	•	•	•	•	,	7	. 2		. 2
Autre	•	•	•	•	•	, ,	٠ (- (- 90	• •	_ 90
En instance de fin mars 1993						24	7	ח	CS .		5
CAUSES:											
En instance de début avril 1992	516			8			315	62		21	1 154
Déposées	2 370		13	118	8	4	1 839	1 010	7 424		10 041
Terminées	2 499			112	8	47	1 983	966			10 469
Suspendues	244	4	•	7	255		7	~ !	82 5		286
Retirée	178	7	က	ო (_	0 4	<u> </u>		•	
Rejetée/libérée	74		• (~ 5	•	c	,	. O 2 C		. 1	7 100
Plaidoyer de culpabilité	1 732	`	n	7 8	908	3 420	-	8	n	2 '	7.7
Déclarées coupables	9 6	 .	•	~ ~		, <u>,</u>	. <	. 4	7.4	· er	2 5
Declarees non coupable	77		. 4	· ·		-	823	193	2.1	21	2 296
Manual o amener	, A		• •	-	65	•	S	•		•	72
En Instance de fin mars 1993	511	3	3	27	572	180	351	65	596	9	1171
· CAUSES COMPARUTIONS											
Comparutions - Non-procès	2 177		6	57	2 326	5 148	2 252	1 074	8 474	53	10 853
Comparutions - Proces	691	10		13							77

Accusations fédérales - Déposées et ayant fait l'objet d'une décision

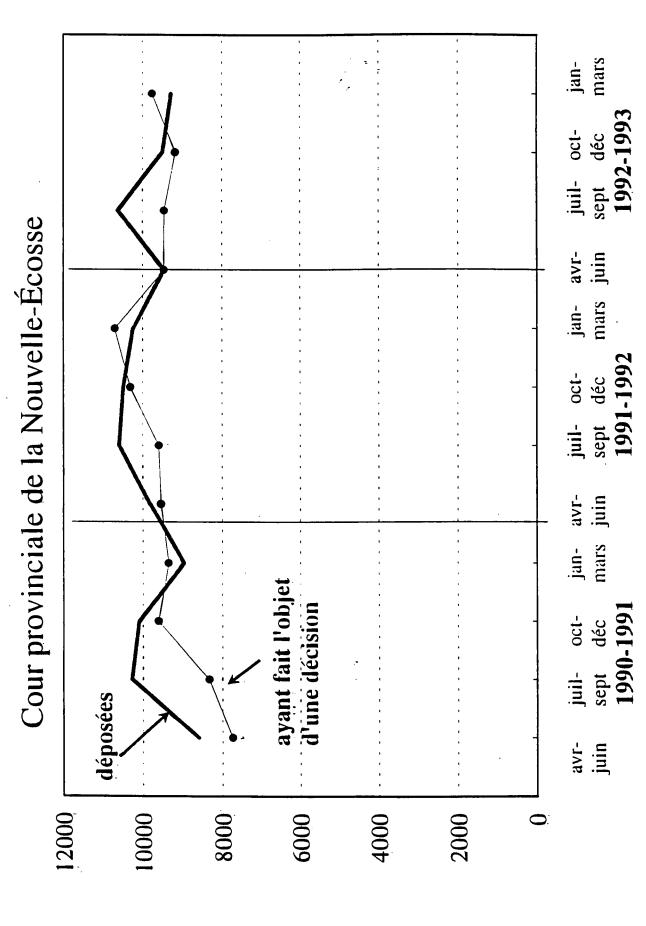


Enquête sur les tribunaux de juridiction criminelle pour adultes - Composante du volume des causes

B - Cour Provinciale de la Nouvelle-Écosse avril 1992 - mars 1993

		2							2		
Control de Boce	Code Rela	Relatives	Relatives aux	Aufres	FÉDÉRALE	Circulation	Alcool	Autres	PROVINCIALE	Réglements	
		aux stupéfiants								municipaux	
ACCUSATIONS			ı								
En instance de début avril 1992	7 325	402	19	372			40	193	450	75	8 643
Déposées	34 839	1 549	63	2 407	38 828	2 552	231	691	3 474		
Terminées	34 000	1 498	58	2 288		0	235	650			41 568
Suspendues	1 661	. 59	7	မှ	1 728	51	₽;	137	198		1 933
Retirée	6 525	230	17	274	_ `	382	9 9	131	283		7 / /62
Rejetée/libirée	3 488	159	6	508	m į	96	2;		. 201		4 083
Plaidoyer de culpabilité	13 154	762	50	1 350	CI.	1 024	Ξ'	2/) of -		10 / 43
Déclarées coupables	1 580	54	•	131	_	133	`	54	194		086 -
Déclarées non coupable	761	18	-	49		32	S	25	95		896
Mandat d'amener	5 344	139	7	228	5	756	8	38	814		6 553
Autre	1 487	107	7	12	-	က	•	•	က	•	1616
En instance de fin mars 1993	8 155	453	23	490	9 121	291	36	234	561	74	9 756
ACCUSATION: Contreventions											
En inclance de début avril 1992		1	,	•	•	5 768	812	143	6 723	•	6 723
Démosère	•	•	•	8 294		59 118	7 680	910	67 708	•	76 002
Terminées		•	. '	8 294	00	59 828	7 920	996	68 714	•	77 008
Paiement volontaire	•	•	•	8 294		34 342	1 693	330	36 365	•	44 659
Deemed Guilty (ex parte)		•	•	•	•	19 575	4 415	269	24 259	•	24 259
Déclarées coupables	•	•	•	•	•	3 954	1 504	216	5 674	•	5 674
Déclarées non coupable	•	•	•	•	•	191	18	12	221	•	22
Mandat d'amener	•	•	•	•	•	171	8	9	216		216
Autre	•	•	•	•	•		261	123	1979		1979
En instance de fin mars 1993					•	5 401	622	126	6 149	١	6 149
CAUSES:											
En instance de début avril 1992	4 130	188	00		4	ო	561	185	3 868		8 456
Déposées	18 588	918	56	-	8	24	5 514	816	30 555	228	51 577
Terminées	19 220	931	53	-	2	52	5 794	828	31 685		53 396
Suspendues	176	19	2	9		41	ស	41	87		906
Retirée	2 943	132	7		en i		120	92	//8		4 168
Rejetée/libirée	2 007	61	2 (2 182	•	200	333	620 4 846	1 12	2814
Plaidoyer de culpabilité	8 226	549	12		י ת	, c	1 303	9/2	000 70		25 270
Déclarées coupables	1115	35	•	5		2	4 220	867 7	54 C		23370
Déclarées non coupable	514	- 83	- •	<u> </u>	c	202	<u>.</u>	8 8	791	. פֿ	210
Mandat d'amener	2882	8 2	- <	<u> </u>			7 P	,	150		
Autre		2000	7 00	. 22	•	CT.	446	191	3 748	45	8 650
En instance de fin mars 1993	7	677									
· CAUSES COMPARUTIONS											
Comparutions - Non-procès	31 165	1 666	42	1721	34 594	26 136	5 897	1 037	33 070	299	67 963
Comparutions - Proces	7 824	248	5	481	8	l	2/4	363	0 0		11/84

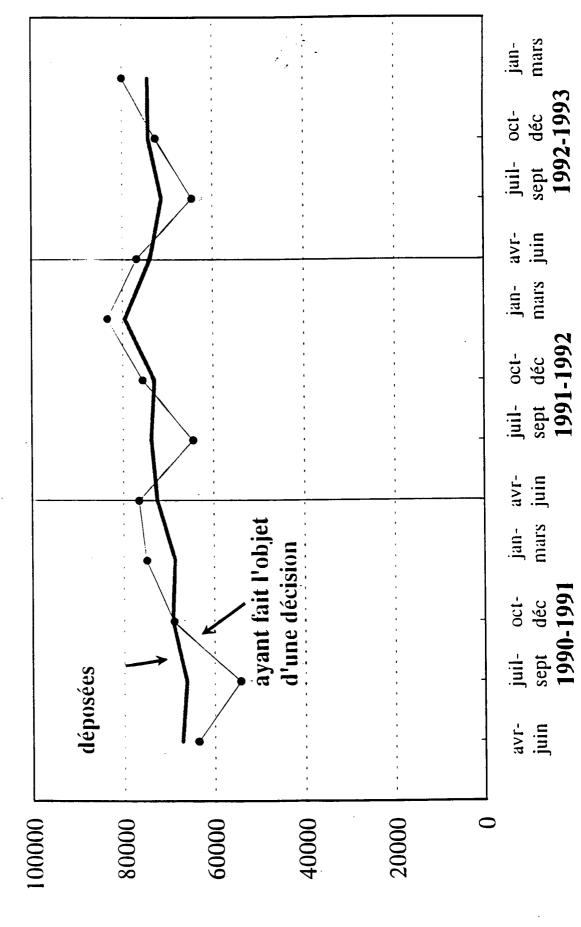
Accusations fédérales - Déposées et ayant fait l'objet d'une décision



Enquête sur les tribunaux de juridiction criminelle pour adultes - Composante du volume des causes

	LOIS FÉDÉRALES				TOTAL	LOIS PROVINCIALES	CIALES		TOTAL		TOTAL
Unité de base	Code	tives	Relatives aux	Autres	FÉDÉRALE	Circulation	Alcool	Autres	PROVINCIALE	Réglements municipaux	
ACCUSATIONS		aux supellains		•							
En instance de début avril 1992	70.561	4 504	6	6 040	81 198	1 485	230	22 940	24 655		106 414
Décosées	258 772	15 831	434	18 832	293 869		1 861	53 903	62 352	4	360 367
Terminées	260 427	15 308	361	18 000	294 096	5 647	1 567	59 065	66 279	4	364 707
Suspendies	21 574	226	=	627	22 438	45	36	813	894		233
Detinée	11 229	329	33	1 492	13 113	708	215		14 231	· ·	27 634
	12 422	436	4		13 389	118	101	1 837	2 056		15 484
Distance de cuinabilité	124 816	7 993	182	10 912	143 903	1 609	773	18 445	20 827	-	166 4
Pialudyer de cuipabline Déclarées coupables	5.405	137	4	2 763	8 309	2 539	311	14 478	17 328	7	27 651
Déclarées coupables	13 725	379	- 00	866	14 978	452	114	9 664	10 230		253
Mandat d'amener	22 111	1 164	13	297	23 585	108	က	102	213		23 798
Artho	49 145	4 614	2	552	54 381	89	14	418	200		549
En Instance de fin mars 1993	70 066	5 039	182	6 825	82 112	2 408	518	17 820	20 746	374	103 2
ACCUSATION: Contreventions											
					,	92 720	•	•	82 720		83 183
En instance de debut avril 1992	•	•	•		. (186.349	•	•	186 349	386	186 735
Deposees	•	•	•	•	•	168 417	٠	•	168 417		_
l erminees	•	•		•	•	54 106	•	•	54 106		
Paiement volontaire	• 1	• •	· •	•	•	84 237	•	•	84 237	160	ш
			•	•	•	5 993	•	•	5 993	6	6 002
Décialees coupables	,	•	•	•	•	9 257	•	•	9 257	. 17	9 274
Mandat d'amener	•	•	•	•	•	37	•	•	37		
Autre	•	•	•	į	•	14 787	•	•	14 787		14 688
En instance de fin mars 1993	•	•	• 1	•	,	101 534			101 534	ļ	101 954
CAUSES:	•										
	. 00	2000		0.030	37 074	78 967	135	9 928	89 030	. 843	126 947
En instance de debut avril 1992	32.95/	7 04/	S 27.	10 524	150 694	17.	1 164	29 268	N	4	363
Deposees	131 770	8 125	4	10 226	150 265		983	29 732	160		315
Cillinges	966 6	28	•	87	2 441	328	2	202			8
Betirée	3 552	156	7	788	4 503	12 406	118	3 907	16	eo.	•
Reletée/libérée	5 412		7	181	5 787	_	12	705			
Plaidover de culpabilité	79 899	2	83		91 798	19	574	11 800	32 360	- (125 881
Déclarées coupables	4 072		4	1 795		8	202	10 399		761.2	
Déclarées non coupable	6 837	233	က	281	7 354	9 070	29	2 491	719 11		
Mandat d'amener	11 531	746	12	122	12 411		, (1)				
Autre	18 171	1 623	78		19 992		2010	0 443	114 287	739	153 163
En instance de fin mars 1993	33 547	2 236	46	2 308	36 137	104 937	700	2			
· CAUSES COMPARUTIONS											
Comparutions - Non-procès	171 837	6 303	127	6 939	185 206	43 332	752	29 926	74 010	088 0	-
Comparutions - Proces	257 185	20 012	398	13 005			1229	31 960			472 980

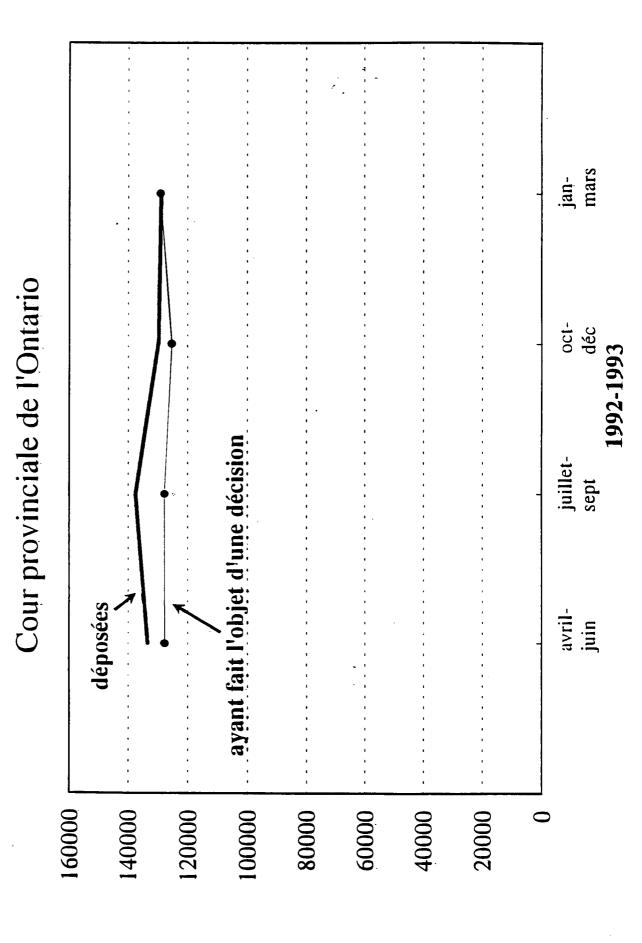
Accusations fédérales - Déposées et ayant fait l'objet d'une décision Cour provinciale du Québec



Enquête sur les tribunaux de juridiction criminelle pour adultes - Composante du volume des causes evil 1992-mars 1993

Unité de base											
	Code	Relatives	Relatives aux	Autres	FÉDÉRALE	Circulation Alcool	Alcool	Autres	PROVINCIALE	Réglements	!
	criminel	aux stupéfiants	drogues							municipaux	
ACCUSATIONS										•	
En instance de début avril 1992	118 823	9 345	279	7 009	135 456	16 767	1 426	17 603	35 796	3 156	174 408
Déposées	455 922	29 349	1 322	42 598	529 191	107 631	988 9	51 447	165 974	11 617	706 782
Terminées	439 986	28 141	1 162	40 206	509 495	105 677	6 977	54 121	166 775	12 129	688 399
Suspendues	4 173	293	5	641	5 117	235	=	436	682	တ	5 829
Retirée	168 178	9 120	999	9 189	187 053	32 701	2 718	18 757	54 176	3 951	245 180
Rejetée/libérée	17 387	629	22	741	18 829	6 330	194	2 739	9 263	876	28 968
Plaidoyer de cuipabilité	150 429	10 902	311	16 949	178 591	35 817	1 661	18 702	56 180	3 077	237 848
Déclarées coupables	12 014	289	9	10 485	22 794	25 861	501	10 020	36 382	3 743	62 919
Déclarées non coupable	1575	41	က	25	1 644	33	5	91	140	•	1 784
Mandat d'amener	42 932	2 592	135	1 047	46 706	1 769	1 646	618	4 033	=	50 750
Autre	43 298	4 225	109	1 129	48 761	2 925	236	2 758	5 919	441	55 121
En Instance de fin mars 1993	133 812	10 488	439	9 376	154 115	18 658	1 344	14 908	34 910	2 637	191 662
ACCUSATION: Contreventions											•
En instance de début avril 1992	•	•	•	•	•	13 978	730	1 552	16 260	20 226	36 486
Déposées	•	•	•	•	•	561 585	53 821	74 098	689 504	1 984 395	2 673 899
Terminées	•	•	•	•	•	562 583	53 697	74 100	690 380	1 988 706	2 679 086
Réputé coupable	•	•	•	٠	٠	328 776	44 717	47 871	421 364	1 589 989	2 011 353
Déclarées coupables	•	•	•	•		115 270	5 005	9 530	129 805	30 919	160 724
Déclarées non coupable	•	•	•	•	•	:	:		:	:	:
Mandat d'amener	•	٠	•	•	•	136	52	16	204	•	204
Autre	•	•	•	•	•	118 401	3 923	16 683	139 007	367 798	506 805
En instance de fin mars 1993	-				٠	12 733	841	1522	15 096	15 812	30 908
CAUSES:										1.	
En instance de début avril 1992	70 844	5 756	136	2 493	79 229	15 337	1 243	11 446	28 026	3 008	110 263
Déposées	268 640	19 390	•	30 279	318 772	100 471	5 549	39 089	145 109	10 919	474 800
Terminées	274 051	19 306		29 975	323 800		5 755	41 250	146 250	11 468	481 518
Suspendues	1 538	196	က	244	1 981	218	Ξ	133	362	25	2 368
Retirée	79 972	4 538	161	5 656	90 327	29 177	1 981	13 230	44 388	3 700	138 415
Rejetée/libérée	11 195	200	7	570	12 272	6 105	162	1 824	8 091	843	21 206
Plaidoyer de culpabilité	120 156	9 334	195	12 079	141 764		1 385	15 224	51 011	2 876	195 651
Déclarées coupables	9866	247	S	10 281	20 519	25 265	466	8 442	34 173	3 637	58 329
Déclarées non coupable	1 039	34	•	15	1 088	33	9	53	96	•	1 184
Mandat d'amener	28 003	1 907	4	432	30 383		1 564	358	3 259	=	33 653
Autre	22 162	2 550	26	698	25 466		176	1 986	4 870	376	30 712
En Instance de fin mars 1993	74 816	6 445	146	2 907	84 314	16 812	1 159	9 203	27 474	2 468	114 256
. CAUSES COMPARUTIONS											•
Comparutions - Non-procès	1 484 265	132 750	3 355	67 010	1 687 380	203 577	18 802	133 058	355 437	29 234	2 072 051
Comparutions - Procès	520 255	45 261	954	12 994	579 464	110 055	6 124	60 081	176 260	22 141	777 865

Accusations fédérales - Déposées et ayant fait l'objet d'une décision

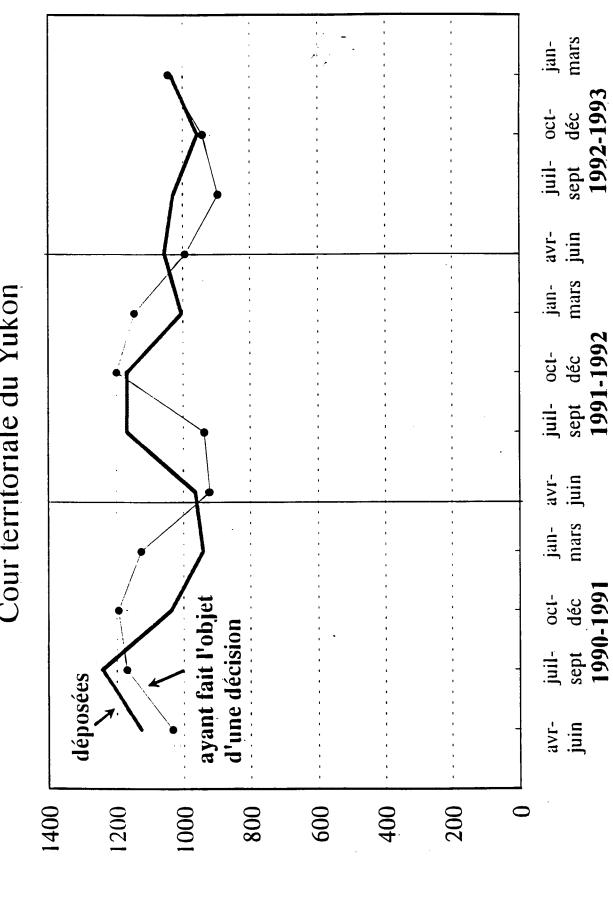


Enquête sur les tribunaux de juridiction criminelle pour adultes : Composante du volume des causes

	LOIS FÉDERALES	RALES			TOTAL	LOIS PROVINCIALES	NCIALES		TOTAL		TOTAL
Unité de base	Code	Relatives aux stubétients	Relatives aux	Autres	FÉDÉRALE		Alcool	Autres	PROVINCIALE	Réglements municipaux	
ACCUSATIONS											
En instance de déhut avril 1992	466	61	-	15	501		•	16	21	•	525
Déposées	3 861	168	4	45	4 078		80	49	169	17	4 264
Termínées	3 658	163	ĸ	47		•	∞ •	ය ම	171	. 5	4 059
Suspendues	734	23	2	12	771		~ ~ (∞ ;	₽ ;	m (792
Retirée	122	2	•	•	157	12	N	<u> </u>	27	9	15/
Reletée/libérée	8	-	•	•	8		• •	• ;	- ;		85
Plaidoyer de culpabilité	1 157	29	-	13	1 236		~	34	16	4 (1 333
Déclarées coupables	164	9		15	186	12	_	4	1,	7	502
Déclarées non coupable	78	2	•	-	60		• (•	- (•	28.
Mandat d'amener	089	23	-	. (704		2	•	υ.	•	60 g
Autre	643	33	•	დ <u>ნ</u>	889	01 .		- 40	- 6	. 2	689
En instance de lin mars 1993	670	5 7		2	Š						
ACCUSATION: Contreventions											
En inchance de début avril 1002	•	•	•	•		. 56	7	•	33		88
Eli ilistative de debut avill 1992 Déposées	•	•	•	٠		4 824	598	22	5 444	9	11 632
Terminées		•	•	•		4 795	595	23	5 412	9	11 426
Palement volontaire	•	•	•	•			308	7	3172	1	3 244
Réputé coupable	•	٠	•	•			184	m	1 768	5.2	7 062
Déclarées coupables	•	•	•	•		. 105	23	•	871	87	<u>ה</u>
Déclarées non coupable	•	•	•	•		_ 9		•	- 43	- 4	47
Mandat d'amener		•	• •	, ,		242	53	S	300		915
Auto En inotance de fin mars 1993	• •	•	•	•		52	11	•	63	179	242
										,	
CAUSES:		•								•	
En instance de début avril 1992	331	17	-	89				ω.			404
Déposées	2 747		e	5 8	2	~	452	. 4	2813	6 1/2	11 90/
Terminées	2 610	144	₹ '	27		22		4			11 350
Suspendues	360		-		SÓ G		ю ;	- ^	5 6	•	3.5
Retirée	29		•	•	Õ			-	5 4		25
Rejetée/libérée	200	- 6	• -	٠ ٥	1 050	2. e.		- 55	4	4	1 601
Plaidoyer de cuipabilite	157			. <u>.</u>	- 12	_	206	7	-	53	6.7
Deciarees coupables	55	. ~		-	'n			•		_	62
Mandat d'amener	454		-	•				•	48		523
Autre	478	35	•	91	519	138	35	m e		438	1 133
En instance de fin mars 1993	456		•								
· CAUSES COMPARUTIONS											
Companitions Non-procès	6 327	292	7	53	6 6 6 7 9	9 2446	533	65	3 044	6 220	15 943
Companions - Iven Proces	1 540		•	8	•			7			000

Accusations fédérales - Déposées et ayant fait l'objet d'une décision





CAUSES ET ACCUSATIONS DÉPOSÉES (1), PROVINCES ET TERRITOIRES SÉLECTIONNÉS AU CANADA **TABLEAU 1:**

		& Pointre		A Parties	٠	A Cantra
COUR PROVINCIALE DE	DE L'ÎLE-DU-PRINCE-ÉDOUARD (2)	E-ÉDOUARD (2)				
iuil seot. 1991	3 670	:	:	:	2 776	:
oci - déc.	2 7 4 2	:	:	:	2 029	:
jan mars, 1992(R)	2 554	:	1 275	:	1 973	:
avr iuin. 1992	2 948	:	2 136	:	2 401	•
tuit sept.	3 500	-4.6%	2 574	:	2 860	3,0%
oct - déc.	2 980	8.7%	2 570	:	2 578	27,1%
lan - mars 1993	2 830	10.8%	1 926	51,1%	2 202	11,6%
TOTAL 1992-1993	12 258	:	9 206		10 041	•
tuil sept.	11 613	: :	22 140	: :	14 157	:
uif sept.	11 613	:	04.00	:	14 13/	•
OCI 00C.	11 245	:	17 394	:	11 664	:
TOTAL 1990-1991	42 638	: :	80 196	: :	51 626	: :
avr - inin 1991	10 832	10.9%	22 354	9.2%	14 235	14,3%
hit sent	11 625	0.1%	20 793	-6.1%	14 405	1,8%
7 - 200 - 20	11 410	1.5%	17 989	.10,9%	12 948	-3,0%
lan - mars. 1992	10 936	9.5%	15 752	-9,4%	11 251	.3,5%
TOTAL 1991-1992	44 803	5,1%	76 888	-4,1%	52 839	2,3%
avr iuin. 1992	10 310	-4,8%	20 364	%6'8-	13 566	-4.7%
huit sept.	11 559	%9'0-	21 226	2,1%	14 485	%9'0
- dec	10 727	%0'9-	18 192	1,1%	12 173	%0'9-
lan mars. 1993	10 097	-7.7%	16 220	3,0%	11 353	%6 '0
2007 1000				7		76

les accusations comprennent toutes les lois fédérales, provinciales et les règlements municipaux. (2) Les chiffres de l'Ile-du-Prince-Édouard sur les contraventions provinciales ne sont pas disponibles. Les chiffres de cette catégorie comprennent seulement les contraventions fédérales.

 TABLEAU 1:
 CAUSES ET ACCUSATIONS DÉPOSÉES (1), PROVINCES ET

 TERRITOIRES SÉLECTIONNÉS AU CANADA

VCIALE DU QUÉBEC 83 604 83 604 77 588 84 207 85 267 86 4043 11 328 442 12 328 442 13 30 30 32 14 3% 15 4 958 16 623 90 083 17 7% 16 623 17 86 18 623 17 86 18 623 18 623 19 7 301 19 67 11 7 8% 10 682 10 683 11 684 12 366 495 11 684 11 684 12 366 495 11 684 12 366 495 11 684 12 386 13 319 14 77 888 15 10 95 16 10 95 17 888 18 10 95 18 1	à l'autre
1990	
1991 83 207 56 267 7 58	
89 207 56 267 9 1991 80 207 56 267 9 1991 80 043 7.7% 36 823 18 8% 9 1991 80 684 17.7% 36 823 18 8% 9 1991 80 684 17.7% 36 306 -2.7% 8 1992 90 426 16.0% 40 361 42.7% 9 1992 97 410 7.7% 40 361 42.7% 9 1992 97 111 7.7% 40 019 8.7% 9 1992 97 111 7.8% 40 019 8.7% 9 1992 97 111 7.8% 40 019 8.7% 9 1993 1903 1.1,7% 166 735 2.16% 7 1993 170 825 1.1,7% 166 735 2.10% 41 1994 170 825 1.1,2% 1.10% 1.10% 1.10% 1990 1.2,3% 2.14 2.74 2.10% 2.10%	
8, 1991 8, 1991 8, 1991 90 063 7,7% 90 063 7,7% 90 063 7,7% 90 063 7,7% 90 063 90 063 7,7% 90 063 90 064 90 064 14,3% 90 063 7,7% 90 063 90 064	
1991 90 083	
1991 90 083 77% 36 823 18 8% 8 8 684 14 3% 36 306 2.7% 90 308 90 308 90 308 90 288 90 288 90 288 90 288 90 288 90 288 90 288 90 288 90 288 90 288 90 288 90 288 90 288 90 288 90 211 7 18% 90 154 9	
90 266	11,5%
8 1892 89 286 8 5% 37 821 -32,8% 8 1 1982 89 286 11,6% 154 311 -0,4% 33 1992 86 219 -27% 53 402 47,1% 33 1993 86 71 1 7 8% 53 402 47,1% 9 1 1992 86 71 1 7 8% 53 402 47,1% 9 1 1992 110,4 7 1 10,9% 10 1 1990 1 1291 1291 1291 1291 1291 12	%9' <i>L</i>
1992	.13,6%
1992 97 111 7 8% 40 019 8,7% 9 8 6 279 8,7% 53 402 47,1% 9 8 6 279 8,7% 53 402 47,1% 9 8 7 186 278 61 128 41,0% 10 8 6 7 1	%8'S
1992 97 111 7,8% 40 019 8,7% 86 279 5,7% 5,3 402 7,1% 9 9	
86 279 - 2.7% 53 402 47.1% 9 86 279 - 2.7% 53 402 47.1% 9 86 278 - 3.3% 5186 - 14.9% 70 86 24 80	4,2%
87 306 -3.3% 32 186 -14.3% 7 1893 89 671 -1.7% 186 735 21.0% 10 10 10 10 10 10 10 10 10 10 10 10 10	18,3%
1993 89 671 -8,0% 61 128 41,0% 109 1992 181 404 -1,7% 166 735 21,0% 36 1992 181 404 -1,7% 692 867 -1,2 170 582 170 582 -1,2 170 582 170 582 -1,2 170 582 170 582 -1,2 1993 170 582 -1,2 1990 1519 -2,7 1991 1995 -1,2 1991 1997 -3,4 % 3 461 4,3 % 1992 1096 9,9% 3 381 -2,3 % 1992 10,5 -1,2 1992 10,5 -1,2 1993 -1,2 -2,2 1995 -1,2 -2,3 1997 -1,2 1997 -1,2 1997 -1,2 1997 -1,2 1997 -1,2 1997 -1,2 1998 -1,2 1997 -1,2 1997 -1,2 1997 -1,2 1998 -1,2 1998 -1,2 1997 -1,2 1997 -1,2 1998 -1,1 1997 -1,1 1997 -1,1 1997 -1,1 1998 -1,1 1998 -1,1 1999 -1,1 1997 -1,1 1998 -1,1 1	%6'S-
### 1992 186 745 21 0% 36 36	15,9%
1992	0,7%
1992 181 404 692 887 170 184 471 1870 1870 1870 1870 1870 1870 1870 18	
184 471 652 887 170 582 170 58	
FRRITORIALE DU YUKON 1990	
5, 1993 170 325 606 435 11 992-1993 706 762 2 673 899 47 1990 1 519 2 745 47 1991 975 2 128 10 310 11 310 4 37% 11 310 12 32 12 32 12 32 12 32 12 32 12 32 12 32 12 32 12 32 13 32 12 4% 12 4% 12 4% 12 4% 13 43 14 33% 14 33% 14 33% 14 33% 14 33% 14 33% 14 43 34 14 43 34 14 43 34 14 43 34 14 43 34 14 43 34 14 43 34 14 44 34 14 44 34	
ERRITORIALE DU YUKON 1990	
ERRITORIALE DU YUKON 1990 1519 1095 1291 2745 2745 2118 10310 1991 1991 1991 1198 -7.2% 2907 14,3% 11,3% 12,4% 2421 14,3% 11,3% 12,4% 11,3%	
1990 1519 3319 2745 2118 1095 2745 2118 2118 10310 11991 975 10310 10310 11991 997 -34,4% 3461 4,3% 12,4% 2421 14,3% 12,4% 11593 12,4% 31,8% 11593 12,4% 11593 12,4% 11593 12,4% 11593 12,4% 10,96 9,9% 3381 -2,3% 996 -19,1% 22,14 4,0% 996 -19,1% 22,14 4,0%	
1991 975 2745 1991 975 1991 975 1991 975 10 310 10 310 1991 1992 1992 1992 1992 1995 996 996 996 996 996 996 996 996 996	
1,1991 1,095 1,1991 975 1991 1,198 1,27 2,97 1,198 -7,2% 2,907 1,198 -7,2% 2,907 1,198 -7,2% 2,907 1,231 12,4% 2,421 1,1992 1,042 6,9% 2,804 1,1992 1,046 9,9% 11,593 12,4% 1,992 1,096 9,9% 3,381 -2,3% 1,992 1,052 -12,2% 3,024 4,0% 996 -19,1% 2,214 -8,6%	
'1991 975 990-1991 4880 1991 1997 -34.4% 3 461 4,3% 1 198 -7.2% 2 907 5,9% 1 1231 12,4% 2 421 14,3% 1 1 23 2 421 14,3% 1 1 2 421 14,3% 3 1,8% 1 1 2 468 -8,4% 11 593 12,4% 1 1 3 381 -2.3% 1 1 2 214 4,0% 1 996 19,1% 2 214 4,0%	
1991 997 -34,4% 3461 4,3% 5,9% 12,4% 1992 1042 6,9% 2 804 31,8% 1992 1096 9,9% 3 381 -2.3% 1,1992 1052 -12,2% 3 024 4,0% 1,1992 1096 -19,1% 2 214 4,0% 1,1992 1096 -19,1% 2 214 4,0% 1,1992 1052 -12,2% 3 024 4,0% 1,1992 1052 -12,2% 3 024 4,0% 1,1992 1052 1052 -12,2% 3 024 4,0% 1,1992 1052 114 1,1992 115 115 115 115 115 115 115 115 115 11	
1. 1991 997 -34.4% 3461 4,3% 5.9% 1198 -7.2% 2 907 5.9% 14.3% 12.31 12.4% 2 421 14.3% 7.8% 1992 1 042 6.9% 2 804 31.8% 11.892 1 096 9.9% 3 381 -2.3% 10.52 -12.2% 3 024 4.0% 1.052 -12.2% 3 024 4.0% 1.052 -12.2% 3 024 4.0% 1.052 -12.2% 3 024 4.0% 1.052 -12.2% 3 024 4.0% 1.052 -12.2% 3 024 4.0% 1.052 -12.2% 3 024 4.0% 1.052 -12.2% 3 024 4.0% 1.052 -12.2% 3 024 4.0% 1.052 -12.2% 3 024 4.0% 1.052 -12.2% 3 024 4.0% 1.0% 1.0% 1.0% 1.0% 1.0% 1.0% 1.0% 1	
1. 1 198 -7.2% 2 907 5,9% 1s.; 1992 1 042 6,9% 2 421 14,3% 1991-1992 4 468 -8,4% 11 593 12,4% 1, 1992 1 096 9,9% 3 381 -2,3% 1, 1992 1 052 -12,2% 3 024 4,0% 1, 1992 1 052 -12,2% 3 024 4,0% 1, 1992 1 052 -19,1% 2 214 -8,6%	-11,7%
1531 12,4% 2421 14,3% . 15,1992 1042 6,9% 2804 31,8% 31,8% 2801-1992 4468 -8,4% 11593 12,4% 12,4% 12,4% 1052 -12,2% 3 381 -2,3% 1.	3,1%
1 042 6.9% 2 804 31,8% 4 468 -8,4% 11 593 12,4% 1 1 096 9.9% 3 381 -2.3% 1 052 -12,2% 3 024 4,0% 996 -19,1% 2 214 -8,6%	8'1%
4 468 -8,4% 11593 12,4% 1 1 096 9.9% 3 381 -2.3% 1 052 -12,2% 3 024 4,0% 996 -19,1% 2 214 -8,6%	28,2%
1 096 9.9% 3.381 -2.3% 1 052 -12.2% 3 024 4.0% 996 -19.1% 2.214 -8.6%	5,4%
1 052 -12,2% 3 024 4,0% 996 -19,1% 2 214 -8,6%	7,5%
996 -19,1% 2.214 -8,6%	8,1%
	-6,2%
1 120 7,5% 3 013 7,5%	•
TOTAL 1992-1993 4 264 -4,6% 11 632 0,3% 11 907	

CAUSES ET ACCUSATIONS DÉPOSÉES SELON LA CATÉGORIE DE LOI, PROVINCES ET TERRITOIRES SÉLECTIONNÉS AU CANADA

ET TERRITOIRES SELECTIONNES AU COUR PROVINCIALE DE L'ÎLE-DU-PRINCE -ÉDOUARD

TABLEAU 2:

UNITÉ DE BASE PAR TRIMESTRE	TOTAL TOUTES LES LOIS	222	LOIS FÉDÉRALES LS/LAD AUTRE	ÉRALES AUTRES	TOTAL	CIRCULATION	LOIS PROVINCIALES ALCOOL AUTR	ICIALES AUTRES	TOTAL	REGL MUN. TOTAL
SMOLEVSINGE										
ACCUSATIONS DÉPOSÉES:										
1991 seed 1991	3 670	1 245	69	95	1 406	1 042	186	204	2 227	37
Jun: - Ocho: 100	2742	1 050	58	123	198	111	589	145	1511	35
Jan mars, 1992 (R)	2 554	951	24	45	1 020	748	516	214	1 478	28
ovr . inin 1992	2 948	839	27	36	905	1 005	793	230	2 028	18
hril - cont	3500	1012	22	69	1 103	1 135	1 012	242	2 389	•
100	2 980	974	4	69	1 087	1 162	497	232	1891	8
lan mars, 1993	2 830	938	43	57	1 038	1 093	434	228	1755	37
TOTAL 1992-1993	12 250	3 763	136	231	4 130	4 395	2 736	932	8 063	2
ACCUSATIONS-CONTRAVENTIONS DÉPOSÉES:	AVENTIONS									
1001				188	188	:	:	:	:	•
juli Septi., 1931	:	:		121	121		:	:	:	•
DGL - UBC.	1 275	:	:	98	98	820	72	267	1 189	•
Jen: - mails, 1992		:	:	}	}					
avr iuin. 1992	2 136	:	:	142	142	1 424	149	421	1 994	
inii - sent	2 574	:	;	179	179	1 780	248	367	2 395	
- 196°	2 570	:	;	138	138	1 894	103	432	2 432	•
lan mars. 1993	1 926	:	:	108	108	1 266	8	522	1818	•
TOTAL 1992-1993	9 206	١	:	292	295	6 364	530	1745	8 639	•
CAUSES Déposées:										
1001 1001	2776	782	33	54	869	1 091	563	, 220	1874	33
Jul Sept., 1931	2 029	613	16	3	693	820	339	154	1313	ន
Jan mars, 1992	1 973	585	16	12	613	12.	342	202	1315	45
4000	2.401	569	19	61		1 042	504	245	1 791	က
BVI Julin, 1992	- 000		<u> </u>			1.95	680	251	2 126	1
Jun 5-674.	2 642	899	2 5	, ₂ ,	637	1 290	384	265	1 939	8
Dell - Gent	0000	269	38			1 048	27.1	249	1 568	6
TOTAL 1992-1993	10 041	2 370	108			4 575	1 839	1 010	7 424	21

CAUSES ET ACCUSATIONS DÉPOSÉES SELON LA CATÉGORIE DE LOI, PROVINCES ET TERRITOIRES SÉLECTIONNÉS AU CANADA TABLEAU 2:

ET TERRITOIRES SÉLECTIONNES AU CAI COUR PROVINCIALE DE LA NOUVELLE-ÉCOSSE
ET TE: : DE LA NOU

Column C	1001	TOTAL TOUTES LES LOIS	333	LOIS FÉDÉRALES LS/LAD AUTRE	RALES AUTRES	TOTAL	CIRCULATION	LOIS PROVINCIALES ALCOOL AUTR	AUTRES	TOTAL	REGL MUN. TOTAL
9 75 7 14 350 104 0554 874 87 16 16 1054 <td></td>											
1,000 1,00		9 765	7 148	360	1 086	8 594	874	2, 5	26	1 023	148
7 9 2 7 1 6 6 7 9 6 9 770 52 14 6 9 9 7 9 35 7 1 6 6 7 1 6 6 7 1 6 7		11 245	982	6 6 7	1 023	10 090	741	95	230	1036	SE 1
252 254 166 3581 77 46 114 909 166 357 466 577 46 114 909 161 909 161 909 161 909		10 015	7 842	446	699	9 8 9 5 6	077	25	140	362	16
9 9 9 9 9 9 9 9 9 9 9 9 9 9 9 9 9 9 9		42 638	32 609	1 686	3 621	37 916	3 309	263	293	4 165	557
9729 277 1045 10401 668 68 10 115 944 90 9 9 9 9 9 9 9 9 9 9 9 9 9 9 9 9		10 832	8 395	354	1 070	9.819	747	48	1.	606	104
9 277		11 625	9 259	297	1 045	10 601	688	80	176	944	80
10 10 10 10 10 10 10 10		11 410	9 272	467	748	10 487	565	99	201	835	. 6
10 10 10 11 12 12 12 12		10 936 44 803	9 237 36 163	348 1 466	3 514	41 143	2 404	237	16/ 658	3 299	361
10310											
1559 9610 472 5920 9787 7513 593 941 1951 1952 1952 1952 1953 195		10 310	8 411	327	728	9 466	607	20	8 5	749	8 8
10 10 10 10 10 10 10 10		11 559	9 601	442	283	10 626	2 5	8 9	5 5	156	20.2
20 0463 34 34 162 2 2 40 3 36 90 14 775 2 60 3 15 77 36 77		72/01	8 483	Ş Ş	560	, ne c	663	8 2	, t	138	. 8
20 443 25 40 14 775 2 2026 1152 16 6955 22 140 22 140 14 775 2 2026 1152 16 6955 22 140 22 140 22 140 14 75 12 16 16 16 16 16 16 16 17 16 18 16 18 16 18 16 18 16 18 16 18 16 18 16 18 16 18 18 16 18 16 18 16 18 16 18 16 18 16 18 16 18 16 18 16 18 16 18 18 18 18 18 18 18 18 18 18 18 18 18		42 693	34 839	1 612	2 407	38 858	2 552	231	69	3 474	361
3 508 3 508 14775 2 628 152 16856 1 2 374 1 3474 15396 2 594 176 16866 1 2 374 1 3474 1 5335 1 602 2 66 17601 1 1 2 374 1 2 374 1 5335 1 602 2 66 1 602 1 1 2 374 1 475 1 475 1 475 1 475 1 475 1 4 75 1 475 1 475 1 475 1 475 1 475 1 4 75 1 475 1 475 1 475 1 475 1 475 1 475 1 4 75 <td< td=""><td></td><td></td><td></td><td></td><td></td><td></td><td></td><td></td><td></td><td></td><td></td></td<>											
236 2374 1378 1539 1500 1000		20 463			3 508	3 508	14 775	2 028	152	16 955	•
2 378 2 379 1 336 1 602 62 15 020 1 1844 1 1844 1 1844 1 1844 1 1844 1 602 62 1 5 020 2 2 628 2 2 628 1 2 40 2 720 2 04 18 184 1 6 011 1 175 1 475 1		22 140	•		4/4/	4/4/	13 890	1 082	97.5	17 BA1	
1		12 394	• •		2 374	2.374	13 336	1 602	8	15 020	•
2 408 2 408 17 081 2 632 233 19 946		80 196	•	•	11 694	11 694	59 340	8 206	926	68 502	٠
3812 256 450 1500 270 204 1978 1978 1978 1350 185 566 16011 1978 1978 1350 185 566 16011 1978 1978 13560 185 566 16011 1978 1978 1360 1867 187 187 187 1978 1978 1860 187 171 1878 1978 197 176 1720 287 171 1878 1978 198 176 1720 487 171 1878 1978 198 198 1170 95 1424		,			9	9770	100 11	6696	650	10 046	,
1978 1979 1979		22 354	•		2 408 626	2 408 2 608	15 240	2 2 2 2 2 2 2 2 2 2 2 2 2 2 2 2 2 2 2 2	25.5	18 164	
1475 1475 1475 12756 1417 104 14277 2 146		17 989	•	•	1 978	1 978	13 560	1 895	556	16 011	•
3812 256 451 643 5637 664 1097 6838 1 7 8 1 768 1 768 1 768 1 768 1 88 18 75 1 7 8 1 768 1 768 1 768 1 700 456 16 24 1 7 8 1 768 1 768 1 700 456 16 24 1 7 8 1 894 1 3076 1 110 95 14 24 1 8 9 1 828 1 3076 1 110 95 14 24 1 8 9 1 8 9 1 8 9 1 8 9 1 8 9 1 8 9 4 5 12 2 79 4 68 5 48 6 219 1 433 363 8 152 4 2 67 2 06 3 60 4 833 5 45 6 473 1 89 1 8 5 6 75 4 2 67 2 06 3 60 4 833 5 45 6 433 8 163 8 163 4 5 2 2 1 64 2 077 2 4 35 5 891 4 18 7 162 5 891 4 6 5 2 1		15 752		•	1 475	1 475	12 756	1417	5	14 277	•
3812 256 451 244 244 16034 2563 188 18785 1 1768 1768 1768 1770 456 18424 1 1768 1768 1170 456 186424 1 1768 1768 1170 456 186424 1 1768 1768 1170 456 186424 1 1769 1700 456 186424 18706 1170 1 254 6294 475 1460 910 67706 4 572 299 415 5478 6279 1483 8522 4 572 299 415 5478 6219 6219 6757 4 572 299 413 5424 6219 6219 6757 4 573 164 2077 24353 591 816 875 4 55 214 5779 6457 203 178 899		76 888		•	8 490	6 490	58 637	8 664	1 097	68 398	•
3812 256 451 18 034 2563 188 18785 1 939 1 768 1 424 1 720 456 16 24 1 939 1 939 1 939 1 424 1 720 456 16 24 1 939 1 939 1 939 1 939 1 420 95 14 28 14 28 1 4 28		20 364	•	٠	2 146	2 146	15 760	2 287	171	18 218	•
3812 256 451 4519 1720 456 16424 - 1939 1939 1939 1939 1939 1939 1939 1939 1939 1939 1936 14281 - - 1939 1939 1939 1939 1939 1930 1930 1928 14281 - - - 1939 1939 1930		21 226			2 441	2 441	16 034	2 563	188	18 785	•
3812 256 451 4519 6209 5918 7600 910 67708 4 762 256 451 4519 6209 1483 146 7838 4 762 299 415 5478 6473 1489 189 813 4 267 209 458 5249 6209 1483 8522 4 267 206 360 489 189 8015 4 267 206 360 483 8522 4 267 206 360 483 8522 4 267 1040 1684 20077 24353 5991 618 875 4 523 194 480 5197 637 1942 196 874 5 054 211 514 5779 6357 2033 178 859 4 856 226 347 5471 5631 1406 357 7424 4 844 202 321 537 4758 939 158 878 5 15 240 340 543 6499 1689 158 878 6 495 240 249 549 1689 188 878 7		18 192	•		1 768	1 768	14 248	1 720	456	16 424	•
3812 256 451 4519 6 209 1483 146 7 838 4 762 299 415 5478 6 279 1483 146 7 838 4 762 299 415 5478 6 273 1483 163 8 552 4 572 206 360 4 839 6 277 1779 126 6 757 17 353 1 040 1 684 20 077 24 353 5 991 818 31 162 4 523 1 94 480 5 197 6 837 1 942 195 8 974 5 054 2 11 5 14 5 779 6 357 2 033 179 8 569 4 856 2 68 2 17 6 357 2 033 179 8 569 4 856 2 68 3 47 5 471 4 758 9 28 152 5 838 4 856 2 68 3 20 3 21 5 471 4 758 2 838 152 5 838 19 277 2 60		16 220 76 002			- 939 6 294	- 939 8 294	13 076 59 118	7 680	e 5	14 281 67 708	
3812 256 451 4519 6 209 1483 146 7 838 4 762 299 415 5476 6 473 1489 183 8 552 4 512 279 458 5 249 6 219 1433 363 8 015 4 512 279 4 680 3 60 4 633 5 452 1779 126 8 552 4 567 1 604 2 0 077 2 4 353 5 991 118 31 162 4 523 1 94 480 5 197 6 837 1 942 195 8 974 5 654 2 68 3 7 5 471 5 451 1 406 367 7 424 4 84 2 02 3 2 1 5 471 5 631 4 758 978 152 5 838 19277 875 1 662 2 1 814 2 3 603 6 309 152 5 838 4 605 2 00 3 51 5 156 6 499 1 689 152 5 838 4 87											
4 762 299 415 5476 6473 1896 183 852 4 512 279 458 5249 6219 1433 363 8015 4 512 279 458 5249 6219 1433 363 8015 4 567 206 360 4833 5422 1779 126 6757 4 523 194 480 5 197 6 837 1 942 195 8 974 5 054 211 514 5 79 6 837 1 942 178 8 569 6 054 216 5 14 5 79 6 837 1 942 178 8 569 6 054 216 5 14 5 779 6 837 1 78 8 569 6 054 266 347 5 471 5 651 1 78 8 569 1927 347 5 15 5 16 2 353 1 683 1 52 5 83 4 497 240 340 5 677 5 533 1 16		12 456		256	451	4 519	6 208	1 483	146	7 838	6
4 512 279 458 5 249 6 219 1433 363 8 015 4 267 206 360 4 833 5 452 1779 128 6 757 17 353 1 040 1 684 20 077 2 4 353 5 991 8 10 9 11 62 4 523 1 94 480 5 197 6 837 1 942 195 8 974 5 054 2 11 5 14 5 779 6 837 1 942 195 8 994 4 896 2 11 5 14 5 779 6 837 1 942 178 8 569 4 896 2 11 5 14 5 779 6 837 1 942 195 8 994 4 896 2 12 5 471 5 651 1 766 367 7 244 4 80 2 20 3 21 5 471 2 3 639 1 589 1 589 1 589 4 605 2 00 3 51 5 156 6 409 1 683 1 683 8 763 5 12 2 40 3 40		14 157		539	415	5 478	6 473	1896	183	8 552	129
4 267 206 360 4 833 5 422 1179 126 6 757 17 353 1 040 1 684 20 077 24 353 5 991 818 31 162 4 523 1 94 4 80 5 197 6 837 1 942 195 8 974 5 054 2 11 5 14 5 779 6 357 2 033 179 8 569 4 856 2 68 3 47 5 471 5 651 1 406 367 7 424 4 844 2 02 3 21 5 471 5 561 4 786 369 156 5 839 19 277 875 1 662 2 1 814 2 3 603 6 309 369 36 805 4 605 2 00 351 5 156 6 499 1 689 158 8 763 5 112 2 40 340 5 677 5 553 1 161 332 7 046 4 374 2 61 2 59 4 894 5 439 1 893 1 860		13 349	4 512	279	458	5 249	6 2 1 9	1 433	363	8 015	82
17 353 1 040 1 684 2 0 077 24 353 5 991 818 31 162 4 523 194 480 5 197 6 837 1 942 195 8 974 5 054 211 514 5 779 6 357 2 033 179 8 569 4 856 2 68 2 16 5 471 6 357 2 033 179 8 569 4 856 2 68 2 2 321 5 471 6 357 2 033 179 8 569 4 856 2 20 3 21 5 471 4 758 2 88 152 5 838 4 605 2 00 3 51 5 156 6 499 1 689 158 8 743 5 11 2 243 312 5 667 6 734 1 886 183 8 763 4 497 2 61 2 59 4 894 5 439 1 61 3 706 4 374 2 61 2 69 4 894 5 439 1 660 1 660		11 664	4 267	506	360	4 833	5 452	1 179	126	6 757	74
4 523 194 480 5 197 6 837 1 942 195 8 974 5 054 211 514 5 779 6 357 2 033 178 8 569 4 856 268 347 5 471 6 551 1 406 367 7 424 4 856 202 321 5 377 4 78 928 152 5 838 19277 875 1 662 21 814 23 603 6 309 893 30 805 4 605 200 351 5 156 6 499 1 689 158 8 763 5 112 243 312 5 567 6 734 1 886 183 8 763 4 37 240 340 5 077 5 553 1 161 332 7 046 4 374 261 259 4 894 5 439 6 400 9 600		51 626	17 353	1 040	1 684	20 077	24 353	5 991	979	31 162	282
5 054 211 514 5 779 6 357 2 033 178 8 569 4 856 268 347 5 471 5 651 1 406 367 7 424 4 844 202 321 5 367 4 78 928 155 5 838 19277 875 1 662 21 814 23 603 6 309 893 30 805 4 605 200 351 5 156 6 499 1 689 158 8 745 5 112 243 312 5 667 6 734 1 886 183 8 763 4 497 240 340 5 677 5 553 1 161 332 7 046 4 374 261 259 4 894 5 439 6 400		14 235	4 523	194	480	5 197	6 837	1 942	195	8 974	64
4 856 268 347 5 471 5 651 1 406 367 7 424 4 844 202 321 5 367 4 756 928 152 5 838 19 277 875 1 662 21 814 23 603 6 309 893 30 805 4 605 200 351 5 156 6 499 1 689 158 8 763 4 497 240 340 5 077 5 553 1 161 332 7 046 4 374 261 259 4 894 5 439 6 700		14 405	5 054	211	514	5 779	6 357	2 033	179	8 569	22
4 844 202 321 5 367 4 758 928 152 5 838 19 277 875 1 662 2 1 814 23 603 6 309 893 30 805 4 605 200 351 5 156 6 499 1 689 158 8 346 5 112 2 43 312 5 667 6 734 1 836 1 93 8 763 4 497 2 40 3 40 5 677 5 553 1 161 332 7 046 4 374 2 61 2 59 4 894 5 439 6 80 6 400		12 948	4 856	268	347	5 471	5 651	1408	367	7 424	2
4 605 200 351 5 156 6 499 1 689 158 8 346 5 112 2 43 312 5 667 8 734 1 836 1 83 8 763 8 763 4 497 2 40 3 40 5 077 5 5 5 3 1 161 332 7 0 48 4 374 2 61 2 59 4 894 5 5 39 8 8 8 1 33 8 400		11 251	4 844	202	351	5 367	4 758	928	152	30 805	220
4 605 200 351 5 156 6 499 1 689 1 58 8 346 5 112 2 43 312 5 667 6 734 1 836 1 83 8 763 4 497 2 40 3 40 5 077 5 553 1 161 332 7 048 4 374 2 61 2 59 4 894 5 439 828 1 33 6 400		868 2c	//7 61	n P	700 1	*10.17	73 003	6	2		3
5112 243 312 567 6734 1836 187 4497 240 340 5077 553 1161 332 7046 4374 261 259 4894 5439 688 133 6400		13 566	4 605	200	351	5 156	6 499	1 689	158	8 346	2
4374 261 259 4894 5 539 1161 332 7 048		14 485	5112	243	312	2 9 9 2	6 734	1 836	193	8 763	S
00 0 0 0 0 0 0 0 0 0 0 0 0 0 0 0 0 0 0		12 173	4 497	540	340	2005	5 553	1 161	25.	960	2 5
		11 353	4 374	Ze1	607	400 40 C	954 C	828	3:	9 5	ה פר כי י

CAUSES ET ACCUSATIONS DÉPOSÉES SELON LA CATÉGORIE DE LOI, PROVINCES ET TERRITOIRES SÉLECTIONNÉS AU CANADA

COUR PROVINCIALE DU QUÉBEC

TABLEAU 2:

UNITÉ DE BASE PAR TRIMESTRE	TOTAL TOUTES LES LOIS	202	LOIS FÉDÉRALES LS/LAD AUTRE	RALES AUTRES	TOTAL	CIRCULATION	LOIS PROVINCIALES ALCOOL AUTR	ICIALES AUTRES	TOTAL	REGL MUN. TOTAL	
ACCUSATIONS DÉPOSÉES:											
avr juin, 1990	83 604	59 664	3 739	3 763	991 198	1 495	477	12 850	14 822	1 616	
ini - sept.	77 588	60 239	2 589	3 338	66 168	1218	315	8 585	10 116	1 306	
100 08C.	83.207	61 342	3013	4 850	69 205	1468	456	10 631	12 555	1 447	
TOTAL 1990-1991	328 442	242 276	12 750	16 177	271 205	5 439	438	12 140 44 206	13 590 51 083	1 785	
1111	0000	0		;							
avr jum, 1991 hull - socre	90 083 88 684	63 082	4 299	5215	72 596	1 332	358	14 139	15 829	1 658	
od dec.	90 286	64 776	3581	4 735	73 092	129	242	14 492	13 451	1318	
lan mars, 1992	97 462	20 770	3 866	4 892	79 528	1 869	272	14 254	16 395	1 539	
TOTAL 1991-1992	366 495	263 981	15 285	19 644	299 110	2 605	1 138	54 819	61 562	5 823	
avr iuin. 1992	97 111	65 998	3.869	4.087	73.954	1 581	411	01000	20 300	990	
juli sept.	86 279	63 348	3 734	4 264	71 346	1 784	365	11 758	13 907	922	
oct déc.	87 306	64 237	4 541	5 4 1 4	74 192	1 550	299	10 027	12 144	970	
jan mars, 1993 TOTAL 1992-1993	89 671 360 367	65 189 258 772	4 121	5 067	74 377 203 A69	1 673	518	11 908	14 099	1 195	
ACCUSATIONS-CONTRAVENTIONS DÉPOSÉES:											
Obot oini - ave	31,000	1	,			000			000		
rii - seat	37 307	•				37 300		, ,	37 300	2 ~	
oct - déc.	56 287	•	•	٠	•	56 020		•	28 020	247	
Jan mars, 1991	30 382			٠	•	30 224	•		30 224	158	
TOTAL 1990-1991	154 958	•	•	•	•	154 466	•	•	154 468	492	
avr juin, 1991	36 823	,	٠			36 570	•	. •	36 570	253	
juil sept.	36 306	•			•	35 821			35 821	485	
oct déc.	37 821	•	•	•		37 513	•	•	37 513	308	1
Jan mars, 1992 TOTAL 1991-1992	153 311			• •		42 327	•	•	42 327	7	
	•				•	57 70	•	•	167 761	280	
avr juin, 1992	40 019	•		•		40 011	•	•	40 011	80	
	32 402 32 188		•	• •	•	93308	•	•	23 308	9 8 5	
lan mars. 1993	61 128	•	•			25 036 60 894			8 5 69 6 6 6 6 6 6 6 6 6 6 6 6 6 6 6 6 6 6	2 2	
TOTAL 1992-1993	186 735	•	•	•	•	186 349	•	•	186 349	386	
CAUSES Déposées:											
avr juin, 1990	72 592	29 970	1 849	1 698	33 517	29 146	387	7 926	37 459	1 616	
- Sept	74 997	30 199	- 1 8	2 167	33 850	34 624	249	5 013	39 886	1 261	
lan . mere 1901	2000	20,720	1090	3 4 30	25 456	52 770	72	6 587	59 628	1553	
TOTAL 1990-1991	317 161	121 116	9 9 9	9 582	137 560	145 186	1 037	27 091	36 34 173 314	1857	
avr Įuin, 1991	80 943	32 306	2 2 1 3	2 064	36 583	34 284	152	7 981	42 496	1.864	
fuil sept.	80 702	33 237	1991	2 723	37 951	34 654	180	6 140	40 974	1221	
oct déc.	83 562	32 890	1 946	3244	38 080	36 479	113	7 437	44 029	1 453	
an mars, 1992	90 388 384 888	24 453	1 975	2 691	39 109	42 178	149	7 517	49 844	1 446	
101AL 1991-1992	ana cer	132 8/8	6 125	727 01	151 /23	147 595	673	29 075	177 343	6 540	
avr juin, 1992	84 342	33 178	1 992	2 308	37 478	37 792	239	7 893	45 924	940	
buil. sept.	95 504	32 624	2 027	2611	37 262	20 328	169	6 610	57 138	2	
oct dec.	866 BZ	33 GE	2 281	3013	38 375	32 099	354	6 709	39 162	1081	•
Jan mars, 1993	363 246	131 708	Z 162	10 524	3/3/9	57 466	705	8058	65 924	1 299	
							-				

CAUSES ET ACCUSATIONS DÉPOSÉES SELON LA CATÉGORIE DE LOI, PROVINCES ET TERRITOIRES SÉLECTIONNÉS AU CANADA TABLEAU 2:

COUR PROVINCIALE DE L'ONTARIO

UNITÉ DE BASE PAR TRIMESTRE	TOTAL TOUTES LES LOIS	. 222	LOIS FÉDÉRALES LS/LAD AUTRE	ÉRALES AUTRES	TOTAL	CIRCULATION	LOIS PROVINCIALES ALCOOL AUTR	AUTRES AUTRES	TOTAL	REGL MUN. TOTAL
ACCUSATIONS DÉPOSÉES:										
avr juin, 1992	181 404	114 284	7 683	11 373	133 340	28 214	1 762	14 913	44 889	3 175
10 - 10 - 10 - 10 - 10 - 10 - 10 - 10 -	184 471	118 711	7 832 7 805	10 921	137 464	28 818 24 520	1 731	12 897	43 448 38 158	3 561 2 745
jan mars, 1993	170 325	112 986	7 351	8 371	128 708	26 079	1 698	11 704	39 481	2 136
TOTAL 1992-1993	706 782	455 922	30 671	42 598	529 191	107 631	969 9	51 447	165 974	11 617
ACCUSATIONS-CONTRAVENTIONS DÉPOSÉES:	RAVENTIONS									
avr juin, 1992	727 849	•	٠			164 765	15 414	20 314	200 493	527 356
hril sept.	692 887	•	•	٠	•	149 869	18 824	19 891	188 584	504 303
oct déc.	646 728	•	•	•	•	126 379	11 771	17 603	155 753	490 975
Jan mars, 1993	606 435	•	•	•		120 572	7 812	16 290	144 674	461 761
TOTAL 1992-1993	2 673 899	•	•	•	•	561 585	53 821	74 098	689 504	1 984 395
CAUSES DÉPOSÉES:										
avr juin, 1992	125 245	68 639	4 994	8 867	. 82 500	26 580	1 388	11 748	39 716	3 029
Edit Sept.	125 950	70 797	5 214	8 533	84 544	26 612	1 416	9 878	38 106	3 300
oct - 04c.	111 825	63 792	4 924	7 508	76 224	22 843	1 299	968 8	33 038	2 563
jan mars, 1993	111 780	65 412	4 721	5 371	75 504	24 236	1 446	8 567	34 249	2 027
TOTAL 1992-1993	474 800	268 640	19 853	30 279	318 772	100 471	5 549	39 089	145 109	10 919

CAUSES ET ACCUSATIONS DÉPOSÉES SELON LA CATÉGORIE DE LOI, PROVINCES ET TERRITOIRES SÉLECTIONNÉS AU CANADA

TABLEAU 2:

COUR TERRITORIALE DU YUKON

UNITÉ DE BASE PAR TRIMESTRE	TOTAL TOUTES LES LOIS	333	LOIS FÉDÉRALES LS/LAD AUTRE	RALES AUTRES	TOTAL	CIRCULATION	LOIS PROVINCIALES ALCOOL AUTR	ALES	TOTAL	REGL. MUN. TOTAL	
ACCUSATIONS DÉPOSÉES:											
avr juin, 1990	1519	1 046	4 0	8 33	1 127	55 5	81 •	5 5	9 :	346	
7 - 560. Oct - 060.	1095	2 096 -	- 8	8 8	1 038	2 22	- vn	8 7	95		
Jan mars, 1991	975	108	31	2	942	27	vo	-	33	•	
TOTAL 1990-1991	4 880	4 060	184	106	4 350	88	20	9	182	348	
avr juin, 1991	266	968	4	52	965	25	е	4	32	•	
juli sept.	1 198	1 043	94	E :	1 168	= :	თ (9 (8	•	
oct déc.	1231	960	55	9 3	1 167	8 5	۰ ،	27	3 6		
Jan mars, 1992 TOTAL 1991-1992	4 468	3 975	244	- 80	4 305	2- 7	. 2	. 89	163	• •	
avr . inin 1992	1 096	266	20	œ	1 056	91	φ	81	40	•	
juli - sept.	1 052	996	37	78	1 029	6	•	9	19	4	
oct déc.	966	912	33	ın ı	926	8 8	8	= 9	8	.	
Jan mars, 1993 TOTAL 1992-1993	1 120	3 861	172	ა ჩ	4 078	1 B	. 80	2 €	169	° 4	
ACCUSATIONS-CONTRAVENTIONS DÉPOSÉES:	ì										
avr juin, 1990	3 3 1 9	•		•	•	1 498	149	13	1 660	1 659	
Juli sept.	2.745	•	i	•		1312	253	a y	1574	1711	
oct dec.	2 118					642	s e		883 728	1 400	
TOTAL 1990-1991	10 310	•		•		4 217	577	S	4 847	5 463	
• 000 • 111 • 111	9 463		1	,	,	1840	178	4	150 6	1 430	
init sent	600			•		1462	258	. 65	1 733	1174	/
oct - déc.	2 421	•	٠	٠		1 089	135	12	1241	1 180	٠.
Jan mars, 1992	2 804			•		629	98 (so (2	2 034	
TOTAL 1991-1992	11 593	٠	•	•		5 079	657	en en	5775	5 C C C C C C C C C C C C C C C C C C C	
avr juin, 1992	3 381	•				1 605	129	σ	1 743	1 638	
Juli - sept.	3 024	•		•		1 093	258	- ;	1 352	1672	
oct oec.	2274	•	•	•	•	. 361	<u> </u>	= -	1 484	1 549	
TOTAL 1992-1993	11 632	•			•	4 624	598	22	5 444	6 188	
CAUSES Déposées:											
avr juin, 1990	3 335	740	33	17	790	536	107	20	993	1 882	
tuil sept.	2 786	850	15	£ ;	884	572	154	83	748	1 154	
oct déc.	2 407	648	9.3	۰ ۾	697	384	8 8	ະ ເ	481	1 229	
Jan mars, 1991 TOTAL 1990-1991	2 448 10 976	2 640	150	+	3 045	1 804	393	. 9	2 273	265 - C	
avr juin, 1991	2 944	643	39	4	969	698	121	60	827	1 421	
ini sept	2871		7 8	8 4	857	659	∓ 8	ខ្ល	643	171	
ban - mars 1992	3 138	616	ş Ç	'n	681	369	67	1 to	4	2 029	
TOTAL 1991-1992	11 569	2 739	191	4	2 974	2 272	454	22	2 798	5 797	
avr juin, 1992	3 166	672	46	4	722	689	102	16	807	1637	
Juli sept.	3 149	2 5	F 2	≅.	748	25	189	~ (737	1664	
oct. · déc.	2 455	746	÷ ÷	T W7	. 88	3/9	28	ž 6	795	1 550	•
		!	::	, ,	!!		! ! .	;	•		
											I

ACCUSATIONS ET CAUSES AYANT FAIT L'OBJET D'UNE DÉCISION, PROVINCES ET TERRITOIRES SÉLECTIONNÉES AU CANADA

TABLEAU 3:

& TRIMESTRE	warfation d'une ar d'une ar	variation % d'une année	* variati			L'OBJET D'UNE DÉCISION
		91081		variation % d'une année à l'autre		variation % d'une année à l'autre
COUR PROVINCIALE DE L'ÎLE-DU-PRINCE-ÉDOUARD	DE L'ÎLE-DU-PRINC	s-Édouard				
juil sept. 1991	3 341	:	:	:	2 590	:
oct déc.	2 898	;	:	:	2 194	•
jan mars, 1992 (R)	2 737	;	:	:	2 137	:
avr juin, 1992	2 788	:	2 099	:	2 191	:
luil sept.	3 376	1,0%	2 579	:	2.813	8,6%
octdéc.	3 553	22,6%	2 582	:	3 001	36,8%
lan mars, 1993	3 050	11,4%	1 953	;	2 464	15,3%
TOTAL - 1992-1993	12 767	:	9 213	:	10 469	
avr juin, 1990 · juil sept. octdéc.	8 860 9 542 10 648	: : :	19 301 21 833 20 890	: : :	11 383 12 971 13 401	: : :
lon - more 1001	10.478	:	17.673	:	12 465	
TOTAL 1990-1991	39 526	: :	79 67	: :	50 220	: :
avr juin, 1991	10 619	19,9%	20 571	%9'9	13 354	17,3%
juil sept.	10 574	10,8%	22 052	1,0%	14 566	12,3%
oct déc.	11 187	5,1%	18 796	-10,0%	13 640	1,8%
lan mars, 1992	11 466	9.5%	15 730	-11,0%	12 438	-0,2%
TOTAL 1991-1992	43 846	10,9%	77 149	-3,2%	53 998	7,5%
avr juin, 1992	10 351	-2,5%	19 636	-4,5%	13 270	%9'0-
luil sept.	10 355	-2,1%	20 776	-5,8%	13 937	-4,3%
oct déc.	10 240	-8,5%	19 987	6,3%	13 827	1,4%
jan mars, 1993	10 622	-7,4%	16 609	2,6%	12 362	%9 ' 0-
	20117					

ACCUSATIONS ET CAUSES AYANT FAIT L'OBJET D'UNE DÉCISION, PROVINCES ET TERRITOIRES SÉLECTIONNÉES AU CANADA TABLEAU 3:

& TRIMESTRE				NO STORES	LOBIEL D'UNE DECISION	DECISION
,	•	variation % d'une année à l'autre	**	variation % d'une année à l'autre	••	variation % d'une année à l'autre
COUR PROVINCIALE DU QUÉBEC	DU QUÉBEC		•			
avr juin, 1990	93 714	:	42 937	:	81 982	:
iuil sept.	64 065	:	28 008	:	53 785	:
oct déc.	89 946	:	38 827	:	78 471	:
lan mars, 1991	91 156	:	46 523	:	84 124	:
TOTAL 1990-1991	338 881	:	156 295	:	298 362	:
avr iuin. 1991	96 802	3.3%	47 066	%9 ['] 6	84 904	3,6%
inii - sent	77 404	20.8%	29 575	%9.55 %9.55	62 868	16.9%
oct - déc.	91 508	1.7%	39 348	13%	78 775	0,4%
an mars. 1992	101 849	11.7%	36 497	-21,6%	81 584	-3,0%
TOTAL 1991-1992	367 563	8,5%	152 486	-2,4%	308 131	3,3%
2vr - inio 1000	96 505	%C U-	44 675	-5 1%	83 290	-1.9%
inil seot	79.258	, c	33 869	14.5%	65 600	4.3%
od -déc.	91 443	0.1%	46 174	17,3%	81 924	4,0%
ian mars. 1993	97 411	-4,4%	44 128	20,9%	84 214	3,2%
TOTAL 1992-1993	364 707	-0,8%	. 168 846	10,7%	315 028	2,2%
avr juin, 1992 juil sept. oct déc.	174 835 171 778 168 128	: : :	727 208 695 982 647 749	: : :	123 442 121 041 116 913	::::
an mars, 1993		:	608 147	:	120 122	:
TOTAL 1992-1993 688: COUR TERRITORIALE DU YUKON	688 399 E DU YUKON		2 679 086	:	481 518	
avr iuin. 1990	1 457	:	3 334	:	3 342	:
iuil - seot.	1 241	:	2 7 4 2	:	2 737	:
od: - déc.	1 242	:	2 130	:	2 534	:
jan mars, 1991	1 181	:	2 133	:	2 599	:
OIAL ISSU-1831	31.0	:		:		:
avr juin, 1991	964	-33,8%	3 436 2 805	3,1% 7,6%	2 908	-13,0%
Juli Sept.	1 252	, C.E., 2, 6	2 435	%C 71	2 650	4 6%
oci dec. ian , mare 1002	1 182	%10	2.818	32.4%	3 233	24.4%
TOTAL 1991-1992	4 360	-14,9%	11 584	12,0%	11 488	2,5%
avr iuin. 1992	1 046	8,5%	3 377	-1,7%	3 164	8'8
juil sept.	910	5.4%	3 007	3,9%	3 008	11,5%
octdéc.	983	-21,5%	2 2 1 2	-9,2%	2 487	-6,2%
lan mars, 1993*	. 1120	-5,2%	2.830	0,4%	2 901	-10,3%

ACCUSATIONS ET CAUSES AYANT FAIT L'OBJET D'UNE DÉCISION SELON LA CATÉGORIE DE LOI, PROVINCES ET TERRITOIRES SÉLECTIONNÉES AU CANADA

COUR PROVINCIALE DE L'ÎLE-DU-PRINCE-ÉDOUARD

UNITÉ DE BASE PAR TRIMESTRE	TOTAL TOUTES LES LOIS	333	LOIS FÉDÉRALES LS/LAD AUTRE	ÉRALES AUTRES	TOTAL	CIRCULATION	LOIS PROVINCIALES ALCOOL AUTR	CIALES AUTRES	TOTAL	REGL. MUN. TOTAL
ACCUSATIONS AYANT FAIT L'OBJET D'UNE DÉCISION	NOISI									
juli - sept. 1991	3341	1 000	21	8	1 087	1 053	98	20.	2 2 1 8	8
oct. · déc.	2 898	1 072	22	128	1 222	823	663	153	1 638	8 8
Jan mars, 1992 (A)	2 737	885	9	63	1 101	828	519	250	1 597	39
avr juin, 1992	2 788	950	38	37	1 025	835	670	217	1 722	4
juli sept.	3 376	920	21	8	1001	1 175	926	236	2 367	60
oct - déc.	3 553	1 089	90	73	1212	1 265	803	272	2 340	-
Jan mars, 1993	3 050	1 007	39	98	1 104	1 201	454	254	1 909	37
TOTAL 1992-1993	12 767	3 966	148	228	4 342	4 476	2 883	879	6 338	97
ACCUSATIONS-CONTRAVENTIONS AYANT FAIT L'OBJET D'UNE DÉCISION	IS NOIS									
juli sept. 1991	:	:	:	:	:	:	:	:	:	:
oct déc.	:	:	:	:	:	:	:	;	:	:
jan mars, 1992	:	:	:	:	:	:	:	:	:	:
avr juin, 1992	2 099		•	142	142	1 398	149	410	1 957	
Juil sept.	2 579	٠	٠	181	181	1 781	247	370	2 398	٠
oct déc.	2 582	•	•	139	139	1 898	104	44	2 443	•
Jan mars, 1993	1 953	•	•	108	108	1 293	31	521	1 845	•
TOTAL 1992-1993	9 213	•	•	570	570	6 370	531	1742	6 643	٠
CAUSES AYANT FAIT L'OBJET D'UNE DÉCISION	NOISI									
juit sept., 1991	2 590	631	13	34	678	1 104	556	218	1 878	¥
oct déc.	2 194	649	5	2	738	883	392	153	1 428	58
Jan mars, 1992	2 137	629	24	83	675	857	323	554	1 434	58
avr juin, 1992	2 191	619	53	16	664	874	425	203	1 502	52
Juil sept.	2 813	165	17	36	64	1 262	999	234	2 162	7
oct déc.	3 001	644	4	36	720	1 395	287	298	2 280	-
Jan mars, 1993	2 464	645	53	24	869	1 191	305	261	1 757	6
TOTAL 1992-1983	10 469	2 499	115	112	2 726	4 722	1 983	986	7 701	42

ACCUSATIONS ET CAUSES AYANT FAIT L'OBJET D'UNE DÉCISION SELON LA CATÉGORIE DE LOI, PROVINCES ET TERRITOIRES SÉLECTIONNÉS AU CANADA

COUR PROVINCIALE DE LA NOUVELLE-ÉCOSSE

PAR TRIMESTRE	TOUTES LES LOIS	222	LS/LAD AUTRES	AUTRES	TOTAL	CIRCULATION	ALCOOL	AUTRES	TOTAL	TOTAL
ACCUSATIONS AYANT FAIT L'OBJET D'UNE DÉCISION	ÉCISION									
avr juin, 1990	9 860	9119	348	1215	7 739	843	33	119	982	126
Juil sept.	9 542	7 160	363	118	8 334	839	83	121	- 63	165
oct déc.	10 648	8 273	313	1 020	909 6	20.	67	9	911	151
jan mars, 1991 Trotal , 1000-1001	10 476	8 296 29 905	383	3 722	35 034	2 167	2 9	524	988	533
			•		<u>;</u>		1		,	
avr juin, 1991	10 619	660 8	396	1 043	9 538	749	44	189	982	66
juil sept.	10 574	9 186	440	971	9 597	673	99	155	88 F	88
oct déc.	11 187	9 185	372	756	10 313	572	6	147	788	3 23
jan mars, 1992 Total 1901-1902	11 466 43 948	9 748 35 218	293	3 435	20 705	2 454	258 258	5 3	3 327	365
1 W. 1831-1884	?	}	3				Ì			
avr juin, 1992	10 351	8 447	330	689	9 465	578	99	146	780	901
juli sept.	10 355	8 470	474	511	9 455	618	22	128	818	28
oct dêc.	10 240	8 227	320	566	0716	137	2 2	, Ç	130	2 8
jan mars, 1993 TOTAL 1992-1993	41 568	34 000	1 556	2 288	37 844	2 477	235	650	3 362	362
ACCUSATIONS-CONTRAVENTIONS AYANT FAIT L'OBJET D'UNE DÉCISION	ions Écision									
	19.301	•	•	3 509	3 509	13 976	1 683	133	15 792	•
avi. · juni, 1990 httl · settl	21 833	•	٠	3 474	3 474	15 577	2 631	151	18 359	٠
oct déc.	20 890	•	•	2 338	2 338	16 151	2 018	383	18 552	•
an mars, 1991	17 673	•	•	2 374	2 374	13 350	1 747	202	15 299	•
101AL 1990-1991	/50 F/	•		CEP		5		3		
avr juin, 1991	20 57 1	•	•	2 408	2 408	15 746	2 164	253	18 163	•
pult sept.	22 052	•	i	5 6 2 3	2 623	10 201	2 405	612 404	16 818	•
OCI 08C.	18 / 96			1475	1475	12 460	1 555	240	14 255	•
TOTAL 1991-1992	6)1 1/2	•	•	8 490	8 490	50 762	8778	1119	68 659	•
900	90901	•	•	2 146	2 146	15 335	1 945	210	17 490	•
avi juni, 1992 hill - seot	20 776	•	•	2 441	2 441	15 531	2 638	166	18 335	•
- 00c	19 987	•	•	1 768	1 768	15 814	2 0 1 2	393	18 219	•
Jan mars, 1993	16 609	•	•	1 939	1 939	13 148	1 325	197	14 670	•
TOTAL 1992-1993	77 008	•	•	8 294	8 294	59 628	7 920	999	PU 00	
CAUSES AYANT FAIT L'OBJET D'UNE DÉCISION	ECISION									
1990 - 111 1990	11 383	3 506	249	490	4 245	5 725	1 167	157	7 049	88
kuil - sept.	12 971	3 964	273	403	4 640	6 199	1881	149	8 229	201
oct déc.	13 401	4 478	223	475	5 176	6 412	1 480	244	8 136	88 3
jan mars, 1991	12 465	4 726	250	347	5 323	5 586	1 260	202	7 053	200
TOTAL 1990-1991	50 220	16 674	r fa	SI I	19 354	73 877	00/0	161	20 48	800
avr juin, 1991	13 354	4 658	221	462	5 341	921 9	1 549	240	7 945	89
hil sept.	14 566	4 676	82	485	5 386	6 748	2 186	<u>6</u>	9 124	7 3
oct déc.	13 640	5 095	273	898 898	9 6	9880	5 5	7 20	6 382	8 4
Jan mars, 1992 TOTA: 1991-1992	53 998	19 919	35	1 650	22 493	23 931	6 436	912	31 279	226
							;	,		ì
avr juin, 1992	13 270	4 794	223	370	5 387	6215	1 387	207	7 809	4/ 4/
juil sept.	13 83/	087 4	200	316	5 188	0 400	1 496	271	265	9
oct déc.	13 851	600		5		0 062	-		4729	. 2
				-					24.0	•

ACCUSATIONS ET CAUSES AYANT FAIT L'OBJET D'UNE DÉCISION SELON LA CATÉGORIE DE LOI, PROVINCES ET TERRITOIRES SÉLECTIONNÉS AU CANADA

COUR PROVINCIALE DU QUÉBEC

### PATENTIAL PROPERTY 1472	UNITÉ DE BASE PAR TRIMESTRE	TOTAL TOUTES LES LOIS	99	LOIS FÉDÉRALES LS/LAD AUTRE	RALES	TOTAL	CIRCULATION	LOIS PROVINCIALES ALCOOL AUTR	AUTRES	TOTAL	REGL. MUN.
1991 1992 1994 1995	ACCUSATIONS AYANT FAIT L'OBJET D'UNE DI										
1931 95 802 96 803 3 648 4 990 76 601 1738 396 3	avr juin, 1990 juil sept. oct déc. jan mars, 1991 TOTAL 1990-1991	93 714 64 065 89 946 91 156 338 881	55 416 47 914 60 695 66 823 230 848	3 009 2 374 3 191 3 305 11 879	5 082 3 934 5 111 4 843 18 970	63 507 54 222 68 897 74 971 261 697	1 472 1 222 1 472 1 718 5 884	500 287 353 317 1 457	26 663 7 005 17 784 12 070 63 522	28 635 8 514 19 609 14 105 70 863	1 572 1 329 1 340 2 080 6 321
1922 1925	avr jun. 1991 juli - sept. oct oéc. jan mars. 1992 TOTAL 1991-1992	96 802 77 404 91 508 101 849 367 563	66 003 56 529 66 377 73 889 264 798	3 648 3 269 3 634 4 555	4 950 4 695 5 657 4 952 20 254	76 601 64 493 75 668 83 396 300 158	1 798 1 257 1 153 1 570 5 778	396 263 307 336 1 302	16 215 10 080 13 211 14 859 54 365	18 409 11 600 14 671 16 765 61 445	1 792 1 311 1 169 1 688 5 960
1930 42.937 42.937 42.937 42.937 42.279 42.2	avr jun. 1992 juli sept. oct déc. lan mars, 1993 TOTAL. 1992-1993		68 264 57 302 63 785 71 076 260 427	3 839 3 338 3 932 4 560	4 808 3 857 4 971 4 364 18 000	76 911 64 497 72 688 80 000 294 096	1 386 1 096 1 733 1 732 5 647	334 187 513 533 1 567	16 889 12 454 15 802 13 920 59 065	18 609 13 737 17 748 16 185 68 279	1 075 1 024 1 007 1 226 4 332
1992 39 479 5 5 5 5 5 5 5 5 5 5 5 5 5 5 5 5 5 5 5	AYANT FAIT L'OBJET D'INE DI svrjuin, 1990 juil, -sept. octdéc. annmars, 1991 TOTAL, 1990-1991	NO.			-		42 279 27 864 38 554 46 049 154 746			42 279 27 864 38 554 46 049	658 144 273 474 1549
1992 44 675 33 669 44 675 44 600 33 657 44 128 44	vvr juin, 1991 uil sept. xct déc. an mars, 1992 TOTAL 1991-1992	47 066 29 575 39 348 36 497 152 486					46 802 29 432 38 930 36 260 151 424			46 802 29 432 38 930 36 260 151 424	264 143 143 237 1 062
1990 81 982 26 906 1 708 1 919 30 533 30 796 404 5, 1991 53 785 23 812 1 36 1 745 28 653 20 70 230 76 471 30 581 1 84 2 812 38 837 35 60 22 8 300-1991 84 124 33 681 1 844 2 812 38 337 35 60 22 6 300-1991 84 124 34 681 1 844 2 812 38 337 35 60 22 6 300-1991 84 904 34 275 1 986 2 283 38 544 35 881 25 6 1992 84 804 34 275 1 986 2 286 33 004 22 909 176 787 1 982 81 584 37 177 2 296 33 004 22 909 176 1992 65 600 34 101 2 095 2 61 38 65 37 68 171 1992 65 600 28 768 2 140 32 653 2 549 118 635 171	vvr juin, 1992 uil sept. xxl déc. an mars, 1993 IOTAL 1992-1993 CAUSES						44 600 33 837 46 022 43 958 168 417			44 600 33 837 46 022 43 958 166 417	25 25 170 170
991 84 904 34 275 1986 2 283 38 544 35 981 256 62 868 28 911 1797 2 296 33 004 22 909 176 78 775 33 965 1983 3 211 39 159 20 566 131 81 584 37 177 2 368 32 11 39 159 20 566 131 81 584 37 177 2 188 3 211 39 159 29 179 171 992 65 60 28 76 28 61 38 657 25 492 111 993 904 214 35 668 2 423 2 596 41 087 33 685 37 28 994 995 995 995 995 995 995 995 995 995 995 995 995 995 995 995 995 995 995 995 995 995 995 995 995 995 995 995 995 995 995 995 995 995 995 995 995 995 995 995 995 995 995 995 995 995 995 995 995 995 995 995 995 995 995 995 995 995 995 995 995 995 995 995 995 995 995 995 995 995 995 995 995 995 995 995 995 995 995 995 995 995 995 995 995 995 995 995 995 995 995 995 995 995 995 995 995 995 995 995 995 995 995 995 995 995 995 995 995 995 995 995 995 995 995 995 995 995 995 995 995 996 996 996 996 996 996 996 996 996 996 996 996 996 996 996 996	vv jun, 1990 ud sept. oct déc. an - mars, 1991 fOTAL 1990-1891		26 906 23 812 30 538 33 681 114 937	1 708 1 396 1 647 1 844 6 595	1919 1745 3 101 2 812	30 533 26 953 35 286 38 337 131 109	30 796 20 824 28 740 35 660 116 020	404 230 257 226 1 117	18 186 4 401 12 674 7 722 42 983	49 386 25 455 41 671 43 608 160 120	2 063 1 377 1 514 2 179 7 133
1992 83 290 34 101 2 095 2 661 38 857 34 956 209 65 600 28 788 1 745 2 140 32 653 25 492 111 81 824 32 833 2 006 2 829 37 668 35 467 291 8,1993 84 214 36 668 2 423 2 596 41 087 33 685 372	svr juin, 1991 uil Sept. xct déc. an mars, 1992 TOTAL 1991-1992	84 904 62 868 78 775 81 584 308 131	34 275 28 911 33 965 37 177 134 328	1 986 1 797 1 983 2 368 8 134	2 283 2 296 3 211 3 009	38 544 33 004 39 159 42 554 153 261	35 981 22 909 30 566 29 179 118 635	256 176 131 171 734	6 221 5 410 7 556 8 029 29 216	44 458 28 495 38 253 37 379	1 902 1 369 1 363 1 651 6 285
315 028 131 770 8 269 10 226 150 265 129 600 983	avr juin, 1992 juil - sept. oct déc. jan mars, 1993 TOTAL, 1992-1993	83 290 65 600 81 824 84 214 315 028	34 101 28 768 32 833 36 068 131 770	2 095 1 745 2 006 2 423 8 269	2 661 2 140 2 829 2 596 10 226	38 857 32 653 37 668 41 087 150 265	34 956 25 492 35 467 33 685 129 600	209 111 291 372 983	8 176 6 304 7 469 7 783 29 732	43 341 31 907 43 227 41 840 160 315	1 092 1 040 1 029 1 287 4 448

ACCUSATIONS ET CAUSES AYANT FAIT L'OBJET D'UNE DÉCISION SELON LA CATÉGORIE DE LOI, PROVINCES ET TERRITOIRES SÉLECTIONNÉS AU CANADA

COUR PROVINCIALE DE L'ONTARIO

UNITÉ DE BASE PAR TRIMESTRE	TOTAL TOUTES LES LOIS	222	LOIS FÉDÉRALES LS/LAD AUTRE	ERALES AUTRES	TOTAL	CIRCULATION	LOIS PROVINCIALES ALCOOL AUTR	ICIALES AUTRES	TOTAL	REGL. MUN. TOTAL
ACCUSATIONS AYANT FAIT L'OBJET D'UNE DÉCISION	CISION									
avr juin, 1992	174 835	109 304	7 159	11 138	127 601	26 579	1 749	15 746	44 074	3 160
Juli sept.	171 778	110 637	6 936	10 137	127 710	25 958	1 559	13 384	40 901	3 167
oct déc.	168 128	106 563	7 795	10 794	125 152	25 493	1 938	12 424	39 855	3 121
Jan mars, 1993	173 658	113 482	7 413	8 137	129 032	27 647	1731	12 567	41 945	2 681
TOTAL 1992-1993	688 399	439 986	29 303	40 206	509 495	105 677	6 977	54 121	166 775	12 129
ACCUSATIONS-CONTRAVENTIONS AYANT FAIT L'OBJET D'UNE DÉCISION	ons Crision									
avr juin, 1992	727 208	•	ě	٠		163 206	15 322	20 135	198 663	528 545
juil sept.	695 982	•	•	٠	•	150 971	18 734	19 895	189 600	506 382
oct déc.	647 749	•	•	•	•	126 567	11 784	17 667	156 018	491 731
Jan mars, 1993	608 147	•		•		121 839	7 857	16 403	146 099	462 048
TOTAL 1992-1993	2 679 086		•	•	ŭ	562 583	53 697	74 100	690 380	1 988 706
CAUSES AYANT FAIT L'OBJET D'UNE DÉCISION	CISION									
avr juin, 1992	123 442	68 551	4 903	8 465	81919	25 063	1 433	12 011	38 507	3016
luli sept.	121 041	69 201	4 776	7 808	81 785	24 432	1 294	10 564	36 290	2 966
oct déc.	116 913	66 010	5 169	8 075	79 254	23 930	1 575	9 242	34 747	2912
Jan mars, 1993	120 122	70 289	4 926	5 627	80 842	25 820	1 453	9 433	36 706	2574
TOTAL 1992-1993	461 518	274 051	19 774	29 975	323 800	99 245	5 755	41 250	146 250	11 468

ACCUSATIONS ET CAUSES AYANT FAIT L'OBJET D'UNE DÉCISION SELON LA CATÉGORIE DE LOI, PROVINCES ET TERRITOIRES SÉLECTIONNÉS AU CANADA

TABLEAU 4:

COUR TERRITORIALE DU YUKON

UMITE DE BASE PAR TRIMESTRE	TOUTES LES LOIS	၁၁၁	LS/LAD AUTRE	AUINES	1010				IOIAL	
ACCUSATIONS AYANT FAIT L'OBJET D'UNE DÉCISION	DÉCISION		!					1		
avr juin, 1990	1 457	951	5	22	1034	ឌ	7	12	47	376
luil sept.	1241	1086	25	<u>.</u>	1 169	9	=	33	_	_
oct d&c.	1 242	1087	8	47	- 8	21	∞	ଷ	4	_
lan mars, 1991	1 181	1066	93	21	1 126	58	٠,	23	22	•
TOTAL 1990-1991	5 121	4 190	212	121	4 523	8	35	86	. 220	378
										•
avr juin, 1991	964	844	59	18	921	90	m	9	33	4
· - septi.	962	970	53	Ξ	937	=	4	2	52	•
oct - déc.	1 252	1 095	8	23	1 199	56	7	8	83	•
ian - mars. 1992	1 182	1 074	3	5	1 145	2	· 67	4	37	•
TOTAL 1991-1992	4.360	1 883	245		4 202		. =	2	3	7
		•	?	?		3	=	5	<u> </u>	•
2000	970 1	6	93	٥	600	9	•	3	S	
avr juin, 1992	1 046	25.6	្ត :	2 0	20.0	5	₹ .	Ž,	ຂ	•
juil sept.	016	158	ಜ	5	892	G.	_	-	=	4
oct déc.	983	892	84	-	941	21	~	=	37	40
an mars, 1993	1 120	985	45	7	1 044	28	-	Ξ	2	9
TOTAL 1992-1993	4 059	3 658	168	4	3 873	õ	•	9	7	51
CUSATIONS CONTRAVEN	SNOLL					•				
AYANT FAIT L'OBJET D'UNE DÉCISION	DÉCISION									
avr juin, 1990	3 334	•			•	1 512	153	0	1674	1 660
luil - sept.	2 742	•	٠		•	1314	247	13	1574	1 168
200	2 130	•				768	901	98	898	1 232
- mare 1991	2 133	•	•	•	•	653	8	~	238	300
TOTAL 1000-1001	201.21	•		•	•	7767	9	, 1	7 887	\$ 4 5
							8	5		7
1001 July 1001	9676	Ų	•	•	,	1 826	173	•	2003	1 433
tril - port	900	•				070	26.3	, 5	1 7 18	02.4
100 - 200.	425		•	•		3 5	200	2 5	356	
lan - mars 1992	0 40	•	•			8 8	8	٠	785	
TOTAL 1991-1982	11 504	•	•	•	•	5.066	75	9	5 759	5.825
							;	}	}	
avr juin, 1992	3 377	•			•	1 603	128	60	1 739	1 638
huil sept.	3 007	•			•	1 087	252	-	1 340	1 667
oct déc.	2 2 1 2	•	•		٠	759	113	12	884	1 326
lan mars. 1993	2 830	•		•	•	1 346	102		1 449	1381
TOTAL 1992-1993	11 426	•	•	•	•	4 795	595	22	5 412	6 014
CAUSES AYANT FAIT L'OBJET D'UNE DÉCISION					i					
avr puin, 1990	3 342	685	20	7	749	928	=	8	689	1 904
- 100t	2 737	784	Ŧ	16	841	175	150	54	745	1151
oct déc.	2 534	758	9	\$	819	383	52	52	487	1 228
an mars, 1991	2 599	260	33	7	807	323	89	16	404	1 386
TOTAL 1990-1991	11 212	2 987	170	29	3216	1 835	405	92	2 325	5 671
1001 inin 1001	3 000	613	ę	2	37.5	07.9	9.	9	ac a	977
Jun. 1991	B06 2	2 6	7 7	2 :	2 6	6/0	2 5	2 \$	6	0241
juli. · sopt. oct · otto	2660	725	9 4	= •	780	8 2	ਤ ਤੋਂ ਨੂੰ	- K	¥88	971
In . mare 1000	333	2 9	8 8	9 5	20.	5 6	3 7	2 #	8 9	
TOTAL 1991-1992	11 466	2 666	69	2	2 697	2 262	452	9	2 783	808 2
				!				1		
avr juin, 1992	3 164	999	5	9	722	989	8	8	805	1 637
bril sept.	3 008	283	8	51	628	536	184	-	721	1 65
oct d&c.	2 487	656	36	-	693	372	84	15	474	1 32(
Jan mars, 1993	2 901	969	4	•	27.2	603	70	•	779	1 30
				•	7	700	2	9		3

ACCUSATIONS AYANT FAIT L'OBJET D'UNE DÉCISION, SELON LA DÉCISION RENDUE (1), PROVINCES ET TERRITOIRES SÉLECTIONNÉS AU CANADA TABLEAU 5:

TALE DE L'ILE-DU-PRINCE-ÉDOUARD 123 37% 215 64% 31 0.9% 1967 58.9% 26 0.6% 18 0.5% 31 0.7% 1144 55% 195 57% 41 1.5% 1779 63.8% 37 1.4% 37 1.5% 1999 5.5% 199 5.5% 199 1.9% 199 5.5% 199 1.9% 199 5.5% 199 1.9% 199 1.9% 199 5.5% 199 1.9% 199	PROVINCE	SUSPENDUE	1	= = = = = = = = = = = = = = = = = = = =	RETIREE	REJETEE	ָּרָ בָּרָ	ביים היים היים היים		DECLARATION DE	2 CO	אבאוסום			COLUM	AUINES	ES
6 31 0.9% 1967 58.9% 26 0.8% 18 0.5% 916 27.4% 4 1.5% 1.786 61.6% 47 1.6% 34 1.2% 591 20.6% 4 1.5% 1.786 61.6% 47 1.6% 34 1.2% 590 50.6% 494 17.7% 494 19.0% 494 17.7% 494 17.7% 494 19.0% 494 17.7% 494 494 19.	A TRIMESTRE	*	*	•	*	LIBE	REE %	CULPA	BILITE *	CULPAB	LITE	NON-CULPAI	3ILITE %	D'AM	ENER %	*	%
4 1967 58.9% 26 0.8% 18 0.5% 916 27.4% 4 1.5% 1786 61.6% 47 1,6% 34 12% 996 27.4% 4 1.5% 1778 61.6% 47 1,6% 37 1,4% 996 27.4% 6 29 1.0% 1.7% 20.6% 28 10% 494 17.7% 6 29 1.0% 2.16% 2.3 1.7% 494 17.7% 6 20 1.0% 2.10% 494 17.7% 494 17.7% 6 20 1.0% 2.10% 494 17.7% 494 17.7% 6 20 1.0% 2.0% 2.3 2.2 31 0.3% 51.7% 2.2 32.0% 65.1 2.3% 2.2 2.4 2.4% 4.4 4.6% 4.6 5.3% 2.2 2.5 1.0% 2.0 2.1% 2.2 2.2																	
193 137 137 137 137 137 131 131 132 137 131 132 137 131 132 137 131 132 137 131 132 137 131 132 137 131 132 137 131 132 137 131 132 137 131 132 137 131 132 137 131 132 137 131 132 131 131	COUR PROVINCE	ALE DE L'	ÎLE-DU-PR	INCE-ÉDO	UARD												
154 5.3% 156 6.8% 44 1.5% 1.78 61.6% 47 1.6% 34 1.2% 597 20.6% 1.99	iul sept., 1991	123	3.7%	215	6.4%	3	%6 '0	1 967	28,9%	56	0.8%	18	0,5%	916	27,4%	45	1,3%
1992 213 76% 165 5.7% 41 1.5% 1719 63.6% 17 06% 28 1.0% 494 17.7% 41 1.5% 1.1% 2.108 63.6% 17 0.6% 28 1.0% 494 17.7% 41 1.5% 1.1% 2.108 63.6% 2.29 0.6% 40 1.1% 2.108 23.6% 40 1.1% 2.108 23.6% 40 1.1% 2.108 23.6% 40 1.1% 2.108 23.6% 40 1.1% 2.108 23.6% 40 1.1% 2.108 23.6% 40 1.1% 2.108 23.6% 40 1.1% 2.108 23.6% 40 1.1% 2.108 23.6% 40 1.1% 2	90	154	5,3%	196	88'9	44	1,5%	1 785	61,6%	47	1,6%	*	1,2%	297	20,6%	4	1,4%
1992 213 7,6% 165 5,9% 29 1,0% 1779 63,8% 77 0,6% 28 1,0% 849 17,7% 1789 189 25,8% 229 64,8% 27 27,8% 289 24,8% 27 27,8% 289 24,8% 27 27,8% 289 24,8% 27 27,8% 289 24,8% 289 28,8% 28,8% 289 28,8% 28,8% 289 28,8% 28,8% 289 28,8% 28,8% 289 28,8% 28,8% 28,8% 28,8% 289 28,8%	Jan mars, 1992 (R)	166	8.1%	155	5,7%	4	1,5%	1 718	62,8%	33	1,4%	37	1,4%	494	18,0%	81	3,2%
139 118	avr iuin. 1992	213	7.6%	165	5,9%	59	1,0%	1 779	63,8%	17	%9'0	28	1,0%	494	17,7%	8	2,3%
194 5.5% 2.29 6.4% 4.2 1.2% 2.153 6.06% 2.3 0.6% 4.0 1.1% 6.15 24.0% 195 4.9% 2.1% 2.1% 2.0 0.7% 1.399 6.36% 1.95 1.0% 2.94 22.13% 190 185 2.1% 1.508 1.70% 1.20 0.7% 1.399 6.36% 1.25 1.0% 2.94 22.13% 190 185 2.1% 1.508 1.70% 1.20 0.7% 4.252 4.6% 4.69 5.3% 2.23 2.5% 1.80 1.33% 191 4.5 1.5 1.5 1.5 1.5 1.0 4.4 4.6 5.3% 2.2 2.5% 1.80 1.3 192 2.1% 1.5 1.5 1.5 1.5 1.0 4.4 4.5 2.2 4.6 2.2 4.6 2.2 4.6 2.2 193 1.5 1.5 1.5 1.5 1.5 1.5 1.0 4.4 4.5 2.2 4.6 2.2 2.2 4.6 2.2 194 4.5 1.5 1.5 1.5 1.5 1.5 1.5 1.5 1.5 1.5 1.5 1.5 1.5 195 4.5 1.5 1.5 1.5 1.5 1.5 1.5 1.5 1.5 1.5 1.5 195 4.5 1.5 1.5 1.5 1.5 1.5 1.5 1.5 1.5 1.5 195 4.5 1.5 1.5 1.5 1.5 1.5 1.5 1.5 1.5 195 4.5 1.5 1.5 1.5 1.5 1.5 1.5 1.5 195 4.5 1.5 1.5 1.5 1.5 1.5 1.5 1.5 195 4.5 1.5 1.5 1.5 1.5 1.5 1.5 1.5 195 4.5 4.5 4.5 4.5 4.5 4.5 4.5 4.5 195 4.5 4.5 4.5 4.5 4.5 4.5 4.5 195 4.5 4.5 4.5 4.5 4.5 4.5 4.5 195 4.5 4.5 4.5 4.5 4.5 4.5 195 4.5 4.5 4.5 4.5 4.5 195 4.5 4.5 4.5 4.5 4.5 195 4.5 4.5 4.5 4.5 4.5 195 4.5 4.5 4.5 4.5 4.5 195 4.5 4.5 4.5 4.5 195 4.5 4.5 4.5 4.5 195 4.5 4.5 4.5 4.5 195 4.5 4.5 4.5 4.5 195 4.5 4.5 4.5 4.5 195 4.5 4.5 4.5 195 4.5 4.5 4.5 195 4.5 4.5 4.5 195 4.5 4.5 4.5 195 4.5 4.5 4.5 195 4.5 4.5 4.5 195 4.5 4.5 4.5 195 4.5 4.5 4.5 195 4.5 4.5 4.5 195 4.5 4.5 4.5 195 4.5 4.5 4.5 195 4.5 4.5 4.5 195 4.5 4.5 195 4.5 4.5 195 4.5 4.5 195 4.5 4.5 195	iuil - sept.	139	4.1%	192	5,7%	37	1.1%	2 106	62,4%	7	0,2%	3	%6'0	848	25,1%	16	0,5%
1930 149 49% 217 71% 20 07% 1939 636% 19 0.6% 26 0.9% 651 21.3% 21.3% 21.4% 22.3% 22.4%	oct - 00c	194	5,5%	229	6.4%	45	1,2%	2 153	%9'09	53	%9'0	40	1,1%	851	24,0%	21	9'0
6,3% 128 1,0% 7 977 62,5% 66 0,5% 125 1,0% 2 844 22,3% 17,0% 600 9,0% 4 110 46,4% 469 5,3% 223 2,5% 1 180 13,3% 19,1% 878 9,2% 4 252 44,6% 492 5,2% 169 1,6% 1450 15,2% 19,5% 892 8,4% 4 252 44,6% 492 5,2% 169 1,6% 14,1% 18,6% 1 156 11,0% 4 373 41,7% 597 5,7% 272 2,6% 1 312 12,5% 18,6% 1 172 10,6% 4 514 42,5% 259 5,3% 20,4% 546 13,6% 11,2% 18,6% 1 047 9,9% 4 557 43,1% 464 4,6% 204 1,9% 1590 13,1% 18,6% 1 047 9,9% 4 297 38,4% 254 5,0% 211 15,1% <td< td=""><td>lan mars, 1993</td><td>149</td><td>4,9%</td><td>217</td><td>7.1%</td><td>50</td><td>%2'0</td><td>1 939</td><td>63,6%</td><td>19</td><td>%9[']0</td><td>56</td><td>%6'0</td><td>651</td><td>21,3%</td><td>59</td><td>1,0%</td></td<>	lan mars, 1993	149	4,9%	217	7.1%	50	%2'0	1 939	63,6%	19	%9 ['] 0	56	%6'0	651	21,3%	59	1,0%
17.0% BOO 9.0% 4 110 46.4% 469 5.3% 223 2.5% 1 180 13.3% 19.5% BO 9.0% 4 110 46.4% 469 5.3% 223 2.5% 1 180 15.2% 19.5% BO 9.2% 4 252 44.6% 597 5.3% 268 2.5% 1 540 14.1% 18.6% 1 156 11.0% 4 373 41.7% 597 5.7% 222 2.6% 1 312 12.5% 1 318 1 12.5% 1 318 1 12.5% 1 318 1 13.6%	TOTAL 1992-1993	695	5,4%	803	6,3%	128	1,0%	7.67	62,5%	99	0,5%	125	7,0%	2 844	22,3%	2	†°%
185 2.1% 1508 17.0% 800 9.0% 4110 46,4% 469 5.3% 223 2.5% 1180 13.3% 262 2.7% 180 19.1% 878 9.2% 4.06% 492 5.2% 169 18% 1450 15.2% 457 4.3% 196 186% 1166 11,0% 450 42.3% 52% 169 18% 1470 15.2% 991 1283 3.2% 7.351 18.6% 1166 11,0% 43.7% 597 5.3% 25% 1400 15.2% 14.1% 16.1% 17.23 17.2% 597 5.3% 25% 1400 13.3% 17.3% 11.2% 17.2% 43.1% 597 5.4% 932 2.6% 13.1% 14.1% 12.5% 14.5% 5.4% 932 2.8% 13.4% 13.1% 43.6% 5.4% 932 2.4% 13.1% 13.8% 13.1% 13.8% 13.4% 13.8% <	COUR PROVINCL	ALE DE L	1 NOUVELI	LE-ÉCOSSE	f.a.												
262 2.7% 1 820 19.1% 878 9.2% 4 252 4 46% 492 5.2% 169 1,8% 1 450 15.2% 457 4,3% 2 077 19.5% 892 8 4% 4 500 42.3% 569 5.3% 2 68 2.5% 1 504 14.1% 991 1 263 3.2% 7 351 18.6% 3 726 9,4% 17 235 43.6% 2 127 5.4% 932 2,4% 5 136 13.1% 1 12.5% 991 1 263 3.2% 7 351 18.6% 1 122 10.6% 4 514 4 2.5% 5 29 5.3% 2 68 1 3.6% 1 3.9% 1 3.9% 1 3.9% 1 3.9% 1 3.9% 1 3.9% 2 69 5.3% 2 69 2 69 1 3.9% 1 3.9% 1 3.9% 1 3.9% 1 3.9% 1 3.9% 1 3.9% 1 3.9% 1 3.9% 1 3.9% 1 3.9% 1 3.9% 1 3.9% 1 3.9% 1 3.9% 1 3.9% 1 3.9% 1 3.9% 1 3.9% <th< td=""><td>avr juin. 1990</td><td>185</td><td>2.1%</td><td>1 508</td><td>17,0%</td><td>800</td><td>%0'6</td><td>4 110</td><td>46,4%</td><td>469</td><td>5,3%</td><td>223</td><td>2,5%</td><td>1 180</td><td>13,3%</td><td>385</td><td>4,3%</td></th<>	avr juin. 1990	185	2.1%	1 508	17,0%	800	%0'6	4 110	46,4%	469	5,3%	223	2,5%	1 180	13,3%	385	4,3%
457 4,3% 2 077 19,5% 192 8,4% 4 500 42,3% 569 5,3% 2 68 2,5% 1 504 14,1% 1991 1283 3,2% 1 946 18,6% 1 156 11,0% 4 373 41,7% 597 5,7% 2 72 2,6% 1 312 12,5% 1 90-1991 1 2 2 4 5 1 3 1 5 1 1 1 1 1 1 1 1 1 1 1 1 1 1 1	huil sept.	262	2,7%	1 820	19.1%	878	9,2%	4 252	44,6%	492	5,2%	169	1.8%	1 450	15,2%	219	2,3%
1991 379 3,6% 1946 18,6% 1156 11,0% 4 373 41,7% 597 5,7% 272 2,6% 1312 12,5% 90-1991 1283 3,2% 7 351 18,6% 3 726 9,4% 17 235 43,6% 2 127 5,4% 932 2,4% 13,8% 1 1991 406 3,8% 1 952 18,4% 1 122 10,6% 4 514 42,5% 559 5,3% 204 1,9% 5 446 13,8% 1 1991 406 3,8% 1 983 1 047 9,9% 4 557 4 25,7% 559 5,3% 204 1,9% 1 500 14,2% 478 3,7% 2 481 4 257 38,4% 554 504 1,9% 1 500 14,2% 1992 60% 2 10,3% 1 7 805 40,4% 2 04 4,7% 2 14 4,7% 2 14 4,7% 2 14 4,7% 2 14 4,7% 2 14 4,7%	oct déc.	457	4,3%	2 077	19,5%	892	8,4%	4 500	42,3%	269	5,3%	268	2,5%	1 504	14,1%	381	3,6%
1991 406 3.8% 7.351 18.6% 3726 9,4% 17.235 43.6% 2.127 5.4% 932 2.4% 5.4% 13.8% 1 1991 406 3.8% 1.952 18.4% 1.122 10.6% 4.514 42.5% 5.59 3.03 2.9% 1.38% 1.31% 389 3.7% 2.481 2.22% 1.43 10.2% 4.547 3.1% 484 4.6% 2.04 1.9% 1.500 14.2% 1.992 627 6.0% 2.36 5.0% 1.22 2.0% 4.57 3.1% 484 4.6% 2.0 1.38% 1.38% 1.992 627 6.0% 2.36 2.06% 1.223 10.7% 4.437 3.9% 2.14 4.7% 9.37 2.1% 5.968 13.4% 1.3% 1.3% 1.3% 1.3% 1.3% 1.3% 1.3% 1.3% 1.3% 1.3% 1.3% 1.3% 1.3% 1.3% 1.3%	lan mars, 1991	379	3,6%	1 946	18,6%	1 156	11,0%	4 373	41,7%	265	5,7%	272	2,6%	1 312	12,5%	44	4.2%
1991 406 3,8% 1952 16,8% 4 514 42,5% 559 5,3% 303 2,9% 1386 13,1% 389 3,7% 1982 16,8% 1047 9,9% 4 557 43,1% 484 46% 204 1,9% 1500 14,2% 476 4,3% 2 481 22,2% 1 143 10,2% 4 297 38,4% 554 5,0% 211 1,9% 1500 14,2% 1992 692 6,0% 2 366 20,6% 1 223 10,7% 4 437 38,7% 447 3,9% 219 1,9% 1 542 13,4% 1912 1,992 4,5% 8 78 1 6,0% 2 044 4,7% 3,9% 219 1,9% 1 542 13,4% 1992 4,5% 8 78 1 6,0% 2 044 4,7% 3,9% 2,1% 1 59 1 59 1 3,4% 1992 4 18,1% 1 6,2% 4 0,2% 2 044 4,7% 2 14	TOTAL 1990-1991	1 283	3,2%	7 351	18,6%		% 6,6	17 235	43,6%	2 127	5,4%	932	2,4%	5 446	13,8%	1 426	3,6%
389 3.7% 1982 18.8% 1047 9.9% 4.557 43.1% 484 4.6% 204 1.9% 1500 14.2% 14.9% 1.992 2.481 22.2% 1.43 10.2% 4.397 38.4% 554 5.0% 211 1.9% 1.590 14.2% 13.8% 19.1% 2.2% 1.43 10.2% 4.437 38.7% 4.47 3.9% 219 1.9% 1.540 13.8% 19.1% 19.2% 1.9% 1.57% 4.437 38.7% 4.47 3.9% 2.19 1.9% 1.540 13.8% 19.1% 19.2% 1.9% 1.0.7% 4.214 40.7% 4.99 4.8% 2.4% 2.4% 1.567 15.1% 19.2% 1.97% 9.90 9.7% 4.040 39.5% 5.0% 5.06 4.9% 1.99 1.99% 1.92%	1991 nin 1991	406	3.8%	1 952	18.4%	1 122	.%9'01	4 514	42,5%	929	5,3%	303	2,9%	1 386	13,1%	377	3,6%
476 4,3% 2 481 22,2% 1143 10,2% 4 297 38,4% 554 5,0% 211 1,9% 1540 13,8% 1992 692 6,0% 2 366 20,6% 1223 10,7% 4 437 38,7% 447 3,9% 219 1,9% 1542 13,4% 19142 1963 4,5% 8 782 20,0% 4 535 10,3% 17 805 40,6% 2 044 4,7% 937 2,1% 5 968 13,6% 1 1992 4,1% 1 926 18,6% 1 058 10,2% 4 214 40,7% 4 99 4,8% 2 48 2,4% 1 567 1 5,1% 1 938 1 947 1 947 1 947 1 947 1 947 1 947 1 948 2 4,3% 2 29 2,2% 1 955 1 7,9% 4 040 39,5% 552 5,4% 1 957 1 958 955 9,0% 4 4 61 4 2,0% 5 50 4,9% 1 99 1,9% 1 555 1 4,2% 1 950 9,7% 4 043 4,3% 1 980 4,8% 5 52 5,4% 1 555 1 1 5,9% 1 980 1 97% 1 980 1 97% 6 553 1 5,8% 1 980 1 97% 6 553 1 5,8% 1 980 1 97% 1 980 1 97% 1 980 1 97% 6 553 1 5,8% 1 980 1 97% 6 553 1 5,8% 1 980 1 97% 6 553 1 5,8% 1 980 1 97% 6 553 1 5,8% 1	hall - sept.	389	3.7%	1 983	18.8%	1 047	%6'6	4 557	43,1%	484	4.6%	204	1,9%	1 500	14,2%	410	3,9%
1992 692 6,0% 2,366 20,6% 1223 10,7% 4437 38,7% 447 3,9% 219 1,9% 1542 13,4% 1542 13,4% 1542 13,4% 1542 13,4% 1542 13,4% 1542 13,4% 1542 13,4% 1542 13,4% 1542 13,4% 1542 13,4% 154 13,4% 156 15,1% 5968 13,6% 1 15,1% </td <td>0d dêc.</td> <td>476</td> <td>4.3%</td> <td>2 481</td> <td>22,2%</td> <td>1143</td> <td>10,2%</td> <td>4 297</td> <td>38.4%</td> <td>554</td> <td>5,0%</td> <td>211</td> <td>1,9%</td> <td>1 540</td> <td>13,8%</td> <td>485</td> <td>4,3%</td>	0d dêc.	476	4.3%	2 481	22,2%	1143	10,2%	4 297	38.4%	554	5,0%	211	1,9%	1 540	13,8%	485	4,3%
45% 8782 20,0% 4535 10,3% 17 805 40,6% 2 044 4,7% 937 2,1% 5 968 13,6% 1 421 4,1% 1 926 18,6% 1 058 10,2% 4 214 40,7% 499 4,8% 248 2,4% 1 567 15,1% 408 3.9% 1 874 1 81,8 1 082 10,4% 4 028 38,9% 443 4,3% 229 2,2% 1 855 17,9% 552 5,4% 1 957 19,2% 990 9,7% 4 040 39,5% 506 4,9% 1 626 15,9% 552 5,4% 1 955 18,8% 4 61 42,0% 532 5,0% 1 509 14,2% 1 508 1 508 1 5,2% 1 508 1 5,9% 1 5,9% 1 5,9% 1 5,9% 1 5,9% 1 5,9% 1 5,9% 1 5,0% 1 5,0% 1 5,0% 1 5,0% 1 5,0% 1 5,0% 1 5,0% 1 5,0% 1 5,0% 1 5,0% 1 5,0%	ian mars. 1992	692	%0.9	2 366	20.6%	1 223	10,7%	4 437	38,7%	447	3,9%	219	1.9%	1 542	13,4%	8	4,7%
421 4,1% 1926 18,6% 10,2% 4,214 40,7% 499 4,6% 248 2,4% 1567 15,1% 408 3,9% 1874 18,1% 1082 10,4% 4,028 38,9% 443 4,3% 229 2,2% 1855 17,9% 552 5,4% 1967 19,2% 990 9,7% 4,040 39,5% 506 4,9% 199 1,9% 1626 15,9% 552 5,2% 1995 18,9% 955 9,0% 4,461 42,0% 532 5,0% 220 2,1% 1505 14,2% 1933 4,7% 7762 18,7% 4,085 9,8% 16,743 40,3% 1980 4,8% 896 2,2% 6,553 15,8% 1	TOTAL 1991-1992	1 963	4,5%	8 782	20.0%	4 535	10,3%	17 805	40,6%	2 044	4,7%	937	2,1%	2 968	13,6%	1 612	4,1%
408 3.9% 1874 18.1% 1 082 10.4% 4 028 38.9% 443 4,3% 229 2,2% 1 855 17.9% 552 5,4% 1 967 19,2% 990 9,7% 4 040 39,5% 506 4,9% 199 1,9% 1 626 15,9% 552 5,2% 1 995 18,8% 955 9,0% 4 461 42,0% 532 5,0% 220 2,1% 1 505 14,2% 1 933 4,7% 7 762 18,7% 4 085 9,8% 16 743 40,3% 1 980 4,6% 896 2,2% 6 553 15,8% 1	avr jujn. 1992	421	4.1%	1 926	18,6%	1 058	10,2%	4 214	40,7%	499	4.8%	248	2,4%	1 567	15,1%	418	4,0%
552 5,4% 1967 19,2% 990 9,7% 4,040 39,5% 5,06 4,9% 199 1,9% 1626 15,9% 552 5,2% 1,995 18,8% 955 9,0% 4,461 42,0% 532 5,0% 220 2,1% 1,505 14,2% 1,933 4,7% 7,762 18,7% 4,085 9,8% 16,743 40,3% 1,980 4,8% 896 2,2% 6,553 15,8% 1	iuil. seot.	408	3,9%	1 874	18,1%	1 082	10,4%	4 028	38,9%	443	4,3%	229	2,2%	1 855	17,9%	436	4,2%
552 5,2% 1 995 18,8% 955 9,0% 4 461 42,0% 532 5,0% 220 2,1% 1 505 14,2% 1 933 4,7% 7 762 18,7% 4 085 9,8% 16,743 40,3% 1 980 4,8% 896 2,2% 6 553 15,8% 1	00.00	552	5.4%	1 967	19.2%	066	9,7%	4 040	39,5%	206	4,9%	199	1.9%	1 626	15,9%	360	3,5%
1933 47% 7762 18.7% 4 085 9.8% 16.743 40.3% 1 980 4.6% 896 2.2% 6 553 15,8% 1	ian mars. 1993	552	5,2%	1 995	18,8%	955	%0'6	4 461	42,0%	233	5.0%	220	2,1%	1 505	14,2%	405	3,8%
	TOTAL 1992-1993	1 933	*	7 762	18.7%	4 085	%8'6	16 743	40,3%	1 980	4,8%	896	2,2%	6 553	15,8%	1 616	3,9%

ACCUSATIONS AYANT FAIT L'OBJET D'UNE DÉCISION, SELON LA DÉCISION RENDUE (1), PROVINCES ET TERRITOIRES SÉLECTIONNÉS AU CANADA TABLEAU 5:

NCMALE DIV DIVERSE NAME	A TRIMESTRE	SUSPENDUE	NDOE	RETIRÉE	REE	REJETÉE/ Indepée	TEE/ oée	PLAIDO	PLAIDOYER DE	DÉCLARATION DE	TION DE	DÉCLARATION DE	TION DE	MANDAT	DAT	AUTRES	ES
Fig. Col.		-	*		*		*	205	*	* COLTA	% N	NON-COLPA	31C11E	D'AM	ENE H		*
1911 2014 4.35 7.300 7.35 4.674 5.05 3.841 3.875 7.099 7.65 1.1862 4.485 7.189 7.45 7.299 7.65 9.85	COUR PROVINC	MLE DU QU	JÉBEC														
1911 7785 65% 5077 7787 6289 64% 7787 7787 6289 64% 7787 7787 65% 6479 7787 65% 6479 7787 65% 6479 7787 65% 6479 7787 65% 6479 7787 6489 7787 7787 6489 7787 7787 6489 7787 7787 6489 7787 7	avr juin, 1990	4 061	4.3%	7 330	7.8%	4 674	5 0%	35.841	38.2%	7 099	7 6%	13.842	14 8%	7 976	7 00%	103.64	74.50
1911 7887 7887 6888 6889 7888 6488	juil sept.	3 817	80.9	5 017	7.8%	2 910	. 4. %	29 939	46.7%	4 768	84.	2 784	, 4 , 5 , 5 , 5 , 7	6 178	6 6 8 8 8 8	8.652	12.5%
1912 1915	oct déc.	5 977	89'9	6 528	7.3%	4 231	4.7%	38 620	42,9%	6 792	7,6%	10 273	1,4%	6 515	7.5%	11 010	12.2%
191 7.05 5.75 5.75 7.55 6.15 6.15 6.15 7.55 7.55 6.15 7.55 6.15 7.55 6.15 7.55 6.15 7.55 6.15 7.55 6.15 7.55 6.15 7.55 6.15 7.55 6.15 7.55 6.15 7.55 7	jan mars, 1991	7 092	7.8%	7 399	8.1%	-	5,3%.	40 004	43,9%	7 248	8,0%	5 902	6,5%	5 546	6.1%	13 138	14,4%
1931 718, 218, 218, 218, 218, 218, 218, 218, 2	TOTAL 1990-1991	20 947	6,2%	26 274	7.8%	•	4 ,9%	144 404	42,6%	25 907	7.6%	32 801	9,7%	25 515	7,5%	46 391	13,7%
1, 1922 1, 1923 1, 1924 1, 1	avr juin, 1991	7 186	7,4%	8 812	9.1%	4 615	4.8%	41 510	42.9%	7 862	91%		%2.9	6.022	%6.9	14 231	14 7%
1922 5833 65% 65% 65% 65% 64% 44% 41% 41% 41% 58% 7517 74% 6165 65% 5436 63%	juil. sept.	2 006	6,5%	5 280	6.8%	3 827	4,9%	35 292	45,6%	6 153	7.9%	4 453	, s %	6 508	. 4. %	10.885	14 1%
1922 5758 675% 8 646 8 55% 1 640 4 65% 4 645% 4 645% 2 6 547 7 4% 6 145 6 0.0% 5 6 5% 6 5 6 6 6 6 6 5 6 5 6 6 6 6 6 6 6 6 6	oct déc.	5 933	6.5%	7 506	8.2%	4 424	4.8%	41 722	45,6%	7 419	8.1%	4 801	5,2%	5 782	6,3%	13 921	15.2%
1922 2773 6.7% 30244 8.2% 17 600 4.4% 164 006 44.9% 28 951 7.9% 21 91 9 6.7% 28 95 24 73 9 24 73 9 24 74 9 24 74 9 25 75 24 75 9 24 74 9 25 75 24 75 9 24 74 9 25 75 24 75 9 24 74 9 25 75 24 75 9 2	jan mars, 1992	6 638	6,5%	8 646	8,5%	4 734	4.6%	46 382	45,5%	7 517	7,4%	6 145	%0'9	5 443	5.3%	16 344	16,0%
192 5 759 6 0% 7 852 8 1% 4 001 4 1% 4 011 4 45% 5 87 8 576 6 576 6 576 6 111 6 3% 15 288 15 88 15	TOTAL 1991-1992	24 763	6.7 7.	30 244	8,2%	17 600	4,8%	164 906	44,9%	28 951	7,9%	21 913	%0'9	23 805	%5'9	55 381	15,1%
Signature Sign	avr juin. 1992	5.758	%09	7.852	81%	100	4 1%	43 113	44.6%	7 067	, oc a	263.5	76,		90. 3	000	è
1932 6 987 6 787 6 788	iuil - sent	5 137	, c	908	% %	25.6	A	36.010	45,0%	6 975	% 7. G	0.010	% / · · ·	1 0 0	, c, c	13 288	%9'61
1.893 6.5%	oct - dec	6 087	6.7%	6 297	, 60 86 86	4 039	, 4 %	40 596	44.4%	6 992	2 6%	8 194	2 36 0 0 0 0	5 789	8 % - %	13 449	14,076
	jan mars, 1993	6 381	%9'9	6 576	8,9%	3 897	40%	46 738	48,0%	7 427	7.6%	6 214	8,4%	5 501	% 90'0'	14 677	15.1%
FROVINCIALE DE L'ONTARIO 1982 1984 1984 1985 1984 1985 1984 1985 1984 1985 1985 1984 1985 1985 1985 1984 1985 1	TOTAL 1992-1993	23 363	6.4%	27 634	7,6%	15 484	4.2%	166 457	45,6%	27 651	7.6%	25 370	7,0%	23 798	6,5%	54 950	15,1%
1920 1437 0.6% 62.588 35.8% 7.535 4.3% 61583 35.2% 16.309 9.3% 477 0.3% 12.241 7.0% 12.655 12.89 13.6% 56.0% 15.6% 13.6% 13.6% 13.6% 15.6% 13.6% 15.6% 13.6% 15.6% 13.6% 15.6% 13.6% 15.6% 13.6% 13.6% 15.6% 13.6% 15.6% 13.6% 15.6% 13.6% 15.6% 15.6% 13.6% 13.6% 15.6% 13.6% 13.6% 15.6% 13.6%	COUR PROVINC	ALE DE L'	ONTARIO														
1546 0.05% 59 369 34 5% 6 689 39% 56 677 33 0% 17 429 101% 399 0.2% 14 449 6 4% 15 55 1547 0.0% 6 0.0% 5 5 5% 7 306 4 3% 5 6 677 33 0% 17 449 0.1% 30 0 0.2% 14 49 0.3% 17 59 1548 0.0% 6 0.0% 6 0.0% 2 5 5% 7 306 4 3% 5 6 77 33 0% 13 6 9 2% 4 41 0.3% 12 428 7 4 7 13 6 9 1	avr juin, 1992	1 437	%8'0	62 598	35,8%	7 535	4,3%	61 583	35.2%	16 309	9.3%	477	0.3%	12 241	7.0%	12 655	7.2%
1566 0.9% 60 400 35,9% 7 306 4,3% 58 791 33,9% 15 419 9,2% 441 0.3% 12 428 7,4% 13 789 1367 0.9% 60 400 35,6% 28 968 4,2% 23 7648 36,5% 13 65 13 67 % 13 63 8 6,7% 13 38 8 13 8 8 13 8 13 8 13 8 14 8 13 8 14 8 14	juil sept.	1 469	%6'0	59 326	34,5%	689 9	3.9%	56 677	33.0%	17 428	10.1%	390	0.2%	14 448	8.4%	15.351	8
FRRITORIALE DU YUKON	oct - dec.	1 556	%6.0	60 408	35,9%	7 306	4.3%	56 781	33,8%	15 419	9.5%	441	0.3%	12 428	7.4%	13 789	8 8
FRRITORIALE DU YUKON 105% 245160 35.6% 22 96 4.2% 237 648 34.6% 62 919 91% 1784 0.3% 50 750 7.4% 55 121 ERRITORIALE DU YUKON 1990 256 10 7.1% 62 919 91% 176 63 127 7.4% 156 176	Jan mars, 1993	1 367	9%	62 848	36,2%	7 438	4,3%	62 807	36,2%	13 763	7.9%	476	0.3%	11 633	6.7%	13 326	7.7%
ERRITORIALE DU YUKON 1990 268 18.4% 410 28.1% 31 2.1% 386 26.5% 104 7.1% 9 0,6% 133 9.1% 116 1990 25.6% 10 25.0% 10 0,6% 17 14% 186 15.0% 150 1.1991 21.0 21.7% 10 0,6% 17 14% 186 15.0% 150 1.1991 21.0 21.7% 21 1,4% 16 1,4% 16 150% 150 1991 21.2 21.7% 46 9,5% 214 4,7% 22 1,9% 16 170% 160 1991 21.2 22.7% 46 9,5% 214 4,7% 16 17% 61 17 16 1991 21.2 22.0% 31 2.5% 43 32.3% 41 4,3% 16 17% 16 1992 31.2	TOTAL 1992-1993	5 829	0,8%	245 180	35,6%		4'5%	237 848	34.6%	62 919	9.1%	1 784	0,3%	50 750	7,4%	55 121	8,0%
1990 268 18 4% 410 281% 31 2.1% 386 26.5% 104 7.1% 9 0.6% 133 9.1% 116 310 25.0% 10 0.8% 73 5.9% 423 34.1% 72 5.8% 17 1,4% 186 15.0% 150 1,1991 310 25.0% 45 479 38.6% 52 42% 5 0.4% 17 1,4% 186 15.0% 150 1,1991 310 21.7% 45 45 32.8% 32.8% 272 5.8% 17 14.0% 186 15.0% 150 180 150 180 180 180 180 180 180 180 22 12% 44 37% 22 19% 160 180 180 180 32.8% 41 41 41.0% 180 180 180 32.8% 41 41.3% 161 180 180 18	COUR TERRITO!	NALE DU Y	UKON												,		
310 25,0% 10 0,8% 73 5,9% 423 34,1% 72 5,8% 17 1,4% 186 15,0% 150 1,1991 21,7% 21,7% 12 1,0% 65 5,2% 479 38,6% 52 42% 5 7,4% 174 14,0% 185 190-1991 1162 22,7% 54 45 38 32,2% 272 5,3% 52 1,9% 154 14,0% 185 1991 21,7% 22,0% 31 32,2% 32,3% 272 5,3% 53 1,0% 647 15,6% 15 1991 21,2% 21 2,2% 31 32,8% 34 35,3% 34 35,3% 34 35,3% 14 4,3% 16 15,6% 15 15,6% 15 15 15,6% 15 15,6% 15 15,6% 15 15,6% 15 15,6% 15 15,6% 15 15	avr juin, 1990	268	18,4%	410 ,	28,1%	3	2,1%	386	26,5%	5	7,1%	o	%9'0	133	9.1%	116	8.0%
270 21,7% 12 10% 65 5.2% 479 38,6% 52 4.2% 5 0,4% 174 14,0% 185 910-1991 314 26,6% 54 4,6% 45 38 332% 44 3.7% 52 1,9% 154 14,0% 185 990-1991 1162 22,7% 486 9,5% 214 4,2% 41 4,3% 41 1,6% 647 12,6% 607 1991 212 22,0% 31 3,2% 34 35,8% 41 4,3% 14 1,5% 167 156 1992 21,2% 39 36,3% 41 4,3% 14 1,5% 161 16,7% 167 168 1,1992 21,2% 39 36,3% 41 4,3% 41 4,4% 168 167 168 1,1992 310 25 27 48 36,4 4,3% 41 4,3% <t< td=""><td>juil sept.</td><td>310</td><td>25,0%</td><td>2</td><td>0.8%</td><td>73</td><td>5,9%</td><td>423</td><td>34,1%</td><td>72</td><td>5,8%</td><td>17</td><td>7.4</td><td>186</td><td>15,0%</td><td>150</td><td>12,1%</td></t<>	juil sept.	310	25,0%	2	0.8%	73	5,9%	423	34,1%	72	5,8%	17	7.4	186	15,0%	150	12,1%
1.1991 21.2 kg 22.0% 31.4 kg 4.5 kg 4.1 kg 4.5 kg 4.5 kg 4.1 kg 4.3 kg	oct dec.	270	21,7%	2 5	5 ,0	59	5,2%	479	38,6%	25	4,2%	w.	0,4%	174	14,0%	185	14,9%
1991 212 22,0% 31 3,2% 214 4,2% 1600 32,8% 41 4,3% 10% 647 12,6% 607 1991 212 22,0% 31 3,2% 21 2,2% 349 35,9% 41 4,3% 14 1,5% 161 16,7% 122 1992 21,2% 25 2,6% 21 2,2% 403 32,2% 48 3,6% 17 1,4% 181 18,9% 13 403 32,2% 16 1,3% 31 2,5% 403 32,2% 48 3,6% 15 1,4% 189 17 1,4% 189 17 1,4% 165 16,6% 20 169 14,3% 14 1,3% 14 1,3% 14 1,3% 14 1,4% 15 1,4% 15 1,3% 14 1,4% 15 1,4% 16 1,4% 16 1,4% 16 1,4% 16 1,4% </td <td>Jan mars, 1991</td> <td>314</td> <td>26,6%</td> <td>Ž,</td> <td>4,6%</td> <td>45</td> <td>3.8%</td> <td>392</td> <td>33,2%</td> <td>4</td> <td>3,7%</td> <td>55</td> <td>7,9%</td> <td>154</td> <td>13,0%</td> <td>156</td> <td>13,2%</td>	Jan mars, 1991	314	26,6%	Ž,	4,6%	45	3.8%	392	33,2%	4	3,7%	55	7,9%	154	13,0%	156	13,2%
1991 212 22.0% 31 3.2% 37 3.8% 3.6 35.9% 41 4.3% 14 1.5% 161 16.7% 122 122 12.0% 13 13.2% 2.6% 21 2.2% 349 36.3% 34 3.5% 11 1.1% 11.1% 18.6% 137 137 13.6% 137 13.6% 137 13.6% 13.6% 14.2% 151 12.1% 18.6% 13.	10 i AL 1990-1991	1 162	£'12	486	9,5%	214	4,2%	1 680	32,8%	272	2,3%	8	. 8	647	12,6%	607	11,9%
204 21,2% 25 2.6% 21 2.2% 349 36,3% 34 3,5% 11 1,1% 181 18,8% 137 137 1,1% 181 18,8% 137 137 1,1982 403 32,2% 403 32,2% 48 3,6% 15 1,2% 151 12,1% 185 185 191 1892 130 27,9% 151 2,5% 403 32,2% 66 5,6% 17 1,3% 618 14,2% 220 191 1992 1149 27,9% 12 2,8% 12 2,9% 1432 32,8% 189 4,3% 57 1,3% 618 14,2% 664 14,2% 664 152 16,7% 43 4,7% 13 1,4% 240 24,8% 55 4,6% 22 2,4% 261 28,7% 137 1,993 267 23,8% 24 2,1% 22 2,0% 1333 32,8% 20 5,1% 157 3,9% 187 2,0% 1333 32,8% 205 5,1% 187 509 17,5% 699	avr juin, 1991	212	22,0%	93	3,2%	37	3,8%	346	35,9%	4	4,3%	14	1,5%	161	16.7%	122	12.7%
403 32.2% 16 1,3% 31 2,5% 403 32.2% 48 3.8% 15 1,2% 151 12.1% 185 1.9% 185 1.2% 16 1,3% 39 3.3% 3.4 28,3% 68 5.6% 17 1,4% 125 10,6% 220 189 2.14	Juil sept.	204	21,2%	52	2,6%	27	2.2%	349	36,3%	34	3.5%	Ξ	1.1%	181	18.8%	137	14,2%
1, 1992 1 149 26,4% 123 2,8% 1 28 2,9% 1 432 32,8% 66 5,6% 17 1,4% 125 10,6% 220 191-1992 1 149 26,4% 123 2,8% 1 432 32,8% 189 4,3% 57 1,3% 618 14,2% 664 192% 1 152 16,7% 43 4,7% 13 1,4% 240 26,4% 42 4,6% 22 2,4% 261 28,7% 137 204 20,8% 32 3,3% 22 2,2% 55 4,9% 54 5,5% 12 1,2% 160 13,4% 190 14,2% 190 1333 32,1% 55 4,9% 23 2,1% 150 13,4% 190 14,2% 699	oct - dec.	403	32,2%	92	3%	3	2,5%	403	32.2%	48	3.8%	15	1,2%	151	12,1%	185	14,8%
1992 169 4,3% 57 1,3% 618 14,2% 644 189 4,3% 57 1,3% 618 14,2% 664 1992 169 4,3% 57 1,3% 618 14,2% 664 1992 169 16,2% 58 5,5% 25 2,4% 149 14,2% 214 13 1,4% 240 26,4% 42 4,6% 22 2,4% 261 28,7% 137 204 20,8% 32 3,3% 22 2,2% 52 2,4% 261 28,7% 137 204 20,8% 32 3,3% 22 2,2% 359 34,7% 55 4,9% 23 2,1% 150 13,4% 190 190 193 267 23,8% 24 2,1% 22 2,0% 1333 32,8% 205 5,1% 82 2,0% 709 17,5% 699	Jan mars, 1992	330	27,9%	5	8,3%	39	3.3%	334	28,3%	99	2.6%	17	1,4%	125	10,6%	220	18,6%
1992 169 16.2% 56 16.2% 25 2.4% 352 33.7% 54 5.2% 25 2.4% 149 14.2% 214 152 16.7% 43 4,7% 13 1,4% 240 26,4% 42 4,6% 22 2,4% 261 28,7% 137 204 20,6% 32 3,3% 22 2,2% 35,8% 54 5,5% 12 1,2% 158 15,2% 15,2% 15,2% 15,2% 16,6% 16,7% 16,0% 18,0% 16,0% 16,0% 18,0% 16,0% 18,0% 16,0% 18,0% 16,0% 18,0%<	TOTAL 1991-1992	1 149	26,4%	123	2,8%	128	2,9%	1 432	32,8%	189	4,3%	23	1,3%	618	14,2%	664	15,2%
152 16,7% 43 4,7% 13 1,4% 240 26,4% 42 4,6% 22 2,4% 261 28,7% 137 204 20,8% 32 3,3% 22 2,2% 35,8% 54 5,5% 12 1,2% 149 15,2% 158 158 1,1993 267 23,8% 24 2,1% 22 2,0% 389 34,7% 55 4,9% 23 2,1% 150 13,4% 190 192,193 792 19,5% 157 3,9% 82 2,0% 1333 32,8% 205 5,1% 109 17,5% 699	avr juin, 1992	169	16,2%	28	5.5%	25	2,4%	352	33,7%	54	5,2%	52	2,4%	149	14,2%	214	20.5%
204 20,8% 32 3,3% 22 2,2% 35,8% 54 5,5% 12 1,2% 149 15,2% 158 1,1993 267 23,8% 24 2,1% 12 1,2% 158 190 193,4% 190 192,193 792 19,5% 157 3,9% 82 2,0% 1333 32,8% 205 5,1% 82 2,0% 709 17,5% 699	juil sept.	152	16,7%	43	4.7%	13	7.4%	240	26,4%	42	4,6%	23	2,4%	261	28,7%	137	15.1%
267 23.8% 24 2.1% 22 2.0% 389 34,7% 55 4,9% 23 2,1% 150 13,4% 190 792 19,5% 157 3,9% 82 2,0% 1 333 32,8% 205 5,1% 02 2,0% 709 17,5% 699	oct déc.	204	20,8%	35	3,3%	22	2.2%	352	35,8%	¥	5.5%	12	1,2%	149	15,2%	158	16,1%
792 195% 157 3,9% 82 2,0% 1333 32,8% 205 5,1% 02 2,0% 709 17,5% 699	an mars, 1993	267	23,8%	54	2.1%	22	% 5.0%	389	34,7%	55	%6.4	23	2,1%	150	13,4%	0	17,0%
	TOTAL 1992-1993	792	19,5%	157	3,9%	82	2,0%	1 333	32,8%	205	5,1%	82	2,0%	209	17,5%	669	17,2%

AUDIENCES-CAUSES SELON LE GENRE D'AUDIENCE, PROVINCES ET TERRITOIRES SÉLECTIONNÉS AU CANADA

TABLEAU 6:

PROVINCE & TRIMESTRE	LOI: NON-PROCES	LOIS FEDERALES S PROCES	TOTAL	LOIS PRC	LOIS PROVINCIALES ES PROCES	TOTAL	REGLEME NON-PROCES	REGLEMENTS MUNICIPAUX OCES PROCES 1	AUX TOTAL
COUR PROVINCIALE DE L'ÎLE-DU-PRINCE-ÉDOUARD	E DE L'ÎLE-DU-PRII	VCE-ÉDOUAR	a						
juil sept., 1991	628	130	758	2 161		2 161	34		76
oct déc.	250	216	736	1 621	I	1 621		ı	5 8
jan mars, 1992(R)	099	155	815	1 584	1 (1 584	28 28	1 1	58
avr juin, 1992	290	214	804	1 654		1 654	36		Š
iuil sept.	593	138	731	2 404	ļ	700	9 1	ı	န္ ၊
oct déc.	547	205	752	2 436	ı	2 436	~ -	ŀ	` '
jan mars, 1993	969	157	753		t	1 980	- <	1	- (
TOTAL - 1992-1993	2 326	714	3 040	8 474	ı	8 474	n e	1	ກິ
									SI
COUR PROVINCIALE DE LA NOUVELLE-ECOSSE	E DE LA NOUVELLE	ECOSSE							
avr juin, 1990	7 190	1 706	968 8	7 486	718	8 204	121	13	134
juil sept.	96 / 8	1814	10 610	8 796	720	9 516	169	6	188
oct déc.	8 925	2 166	11 091	8 610	822	9 432	132	34	166
Jan mars, 1991	8 806	2 348	11 154	7 395	917	8 312	. 6	32	129
TOTAL 1990-1991	33 717	8 034	41 751	32 287	3 177	35 464	519	86	617
avr juin, 1991	8 296	2 088	10 384	8 209	901	9 110	83	2	104
juil sept.	9117		11 129	9 407	942	10 349	92	٠.	76
oct déc.			11 072	. 8 139 ·	825	8 964	67	.	85
jan mars, 1992	8 841	2 294	11 135	6 395	939	7 334		. c	76
TOTAL 1991-1992	35 114	9098	43 720	32 150	3 607	35 757	284	75	359
avr juin, 1992	8 645	2 101	10 746	8 063	829	8 892	80	25	105
juil sept.	9 050	2 037	11 087	8 941	780	9 721	99	5	82
oct déc.	8 320	2 116	10 436	9 109	728	9 837	88	i to	2,8
jan mars, 1993	8 579	2 304	10 883	6 957	824	7 781	6	<u> </u>	501
TOTAL 1992-1993	34 594	8 558	43 152	33 070	3 161	36 231	299	. 6	364
									>

AUDIENCES-CAUSES SELON LE GENRE D'AUDIENCE, PROVINCES ET TERRITOIRES SÉLECTIONNÉS AU CANADA TABLEAU 6:

A LEMENIAL	NON-PROCES	PROCES	S PROCES TOTAL	MON DOOR			MEGLEM	DEGLEMEN S MUNICIPAUX	AUX
COUR PROVINCIALE DU QUÉBEC	E DU QUÉBEC			NON-FINCES	PROCES	TOTAL	NON-PROCES	PROCES	TOTAL
avr - iuin 1990	30 36	010							
iuit sent.	33 108	218 80	104 268	16 251	53 882	70 133	279	2 143	2 422
oct - déc	43 504	62 387	90 080	9612	28 692	38 304	312	1 415	
ian - mars 1991	44 503	60 676	755 711	15 188	46 247	61 435	491	1 550	2 041
TOTAL 1990-1991	160 471	265 127	425 598	16 523 57 574	47 883 176 704	64 406 234 278	607	2 132	2 739
		·		;				7 240	8 929
avr juin, 1991	44 657	71 401	116 058	19 705	47 649	67.354	0.50		0
juil sept.	36 514	70 135	106 649	12 430			215	18//	2 189
oct déc.	44 319	75 376	119 695	18 342	41844	60 186	204	//4.	1 /23
jan mars, 1992	49 139	76 842	125 981	19 798	39 320	59 118	404	1 442	1 846
TOTAL 1991-1992	174 629	293 754	468 383	70 275	160 187	230 462	1 314	6 423	7 737
avr juin, 1992	47 965	73 470	121 435	21.460	201.04				
luif sept.	30 675	71 2/3	2000	21 408	46 /55	68 223	336	1 034	1 370
oct déc.	46 305	72 970	110 316	14 049	36 106	50 155	196	1 068	1 264
lan mars, 1993	51 261	72 917	124 178	8/0/8	48 508	67 586	162	1 060	1 222
TOTAL 1992-1993	185 206	290 600	475 PAG	10.410	40 513	65 928	196	1 336	1 532
COUR PROVINCIALE DE L'ONTARIO	E DE L'ONTARIO					760		4 498	2388
avr juin, 1992	403 132	140 402	543 534	89 207	45,001	134 200	7	!	:
luil sept.	420 236	141 265	561 501	90 040	45.603	104 630	7 316	/8/ c	13 103
oct déc.	428 347	145 046	573 393	90 C40	42 036	132 / 32	7 500	5 453	12 953
jan mars, 1993	435 665	152 751	588 416	87 924	45.550 45.554	131 132	/ 438	5 707	13 145
TOTAL 1992-1993	1 687 380	579 464	2 266 844	355 437	176 260	531 697	6 980 29 234	22 141 24 141	12 174 51 375
COUR TERRITORIALE DU YUKON	LE DU YUKON							<u>-</u>	
avr juin, 1990	1 681	395	9.076	002	Š	ć			
juil sept.	2 063	437		837 830	* °	2 0	1 889	36	1 925
oct déc.	1 518	412		513	2 6	909	195	<u> </u>	1 174
lan mars, 1991	1 387	394	1 781	430	2 6	0/0	1 235	ro ;	1 240
TOTAL 1990-1991	6 649	1 638	8 287	2 502	294	2 796	5 673	8 54	1 418 5 757
avr juin, 1991	1 398	276	1 674	864	Ş	0	•		
juil sept.	1 728	317	2 045	8 6 6 6		2 6	1 421	33	1 454
oct déc.	1 676	470	2 146	252	> 6	D 0	1 167	53	1 190
lan mars, 1992	1 546	456	2 002	504	2 0	830	1 166	50	1 186
TOTAL 1991-1992	6 348	1 519	7 867	2 984	301	2000	2 025	<u></u>	2 035
· 					-	5 203	6// c	98	5 865
avr juin, 1992 Lili 2001	1 493	417	1 910	845	77	922	1 633	-	1 644
Juli sept.	1 570	372	1 942	974	7	847	1 671	: \$	1 691
od dec.	1 655	378		547	72	619	1.361	2 5	- 22
jan mars, 1993	1 961	470	2 431	876	20			2	
								•	

DÉPOSÉE ET AYANT FAIT L'OBJET D'UNE DÉCISION, DIFFÉRENCE ABSOLUE ET EN POURCENTAGE, PROVINCES ET TERRITOIRES SÉLECTIONNÉS AU CANADA TABLEAU 7:

÷

• TOWNCE	DÉPOSÉES	ES OBJET	DIFFÉRENCE	ENCE	DÉPOSÉES	CONTR	CONTRAVENTIONS IET DIFFÉRENCE	NCE	DÉPOSÉES	CAUSES	DIFFÉRENCE	NCE
		DÉCISION				DÉCISION		(3) 0/		DÉCISION		(7) &
COUR PROYINCIALE DE L'ÎLE-DU-PRINCE-ÉDOUARD	E DE L'ÎLE-DU-	PRINCE-ÉI	OUARD									
juil sept., 1991	3 670	3 341	329	8'6	:	:	:	:	2776	2 590	186	7.2%
oct déc.	2 7 4 2	2 898	-156	-5.4%	:	: :	: :	: :	2 029	2 194	-165	-7.5%
Jan mars, 1992 (R)	2 554	2 737	-183	%L'9-	1 275	: :	: :	: :	1 973	2 137	-164	-1,7%
avr juin, 1992	2 948	2 788	160	2'.4%	2 136	2 099	37	1.8%	2 401	2 191	210	%9'6
Juil sept.	3 500	3 376	124	3.7%	2 574	2 579	ςņ	0.2%	2 860	2 813	47	1.7%
oct déc.	2 980	3 553	-573	-16,1%	2 570	2 582	-12	-0.5%	2 578	3 001	-423	-14.1%
jan mars, 1993	2 830	3 050	-220	-7,2%	1 926	1 953	-27	-1,4%	2 202	2 464	-262	-10.6%
TOTAL 1992-1993	12 258	12 767	-509	.4 ,0%	9 206	9 213	-1	-0.1%	10 041	10 469	-428	4.1%
COUR PROVINCIALE DE LA NOUVELLE-ÉCOSSE	e de la nouve	CLE-ÉCOS	SE									
avr juin, 1990	9 765	8 860	902	10,2%	20 463	19 301	1 162	%0'9	12 456	11 383	1 073	9,4%
juli sept.	11 613	9 542	2 071	21,7%	22 140	21 833	307	1,4%	14 157	12 971	1 186	9,1%
oct déc.	11 245	10 648	265	2,6%	20 199	20 890	-691	-3,3%	13 349	13 401	-52	.0,4%
jan mars, 1991	10 015	10 476	-461	-4,4%	17 394		-279	-1.6%	11 664	12 465	-801	-6,4%
TOTAL 1990-1991	42 638	39 526	3 112	7,9%	80 196	19 697	499	% 9'0	51 626	50 220	1 406	2,8%
avr juin, 1991	10 832	10 619	213	2,0%	22 354	20 571	1 783	8.7%	14 235	13 354	881	9.9
full sept.	11 625	10 574	1 051	%6'6	20 793	22 052	-1 259	-5.7%	14 405	14 566	-161	-1.1%
oct déc.	11 410	11 187	223	2,0%	17 989	18 796	-807	-4,3%	12 948	13 640	-692	-5.1%
Jan mars, 1992	10 936	11 466	-530	-4,6%	15 752	15 730	22	0,1%	11 251	12 438	-1 187	-9,5%
TOTAL 1991-1992	44 803	43 846	957	2,2%	76 888	77 149	-261	%e'0-	52 839	53 998	-1 159	-2,1%
avr juin, 1992	10 310	10 351	14	-0.4%	20 364	19 636	728	3,7%	13 566	13 270	296	2.2%
juli sept.	11 559	10 355	1 204	11,6%	21 226	20 776	450	2.2%	14 485	13 937	548	3.9%
oct déc.	10 727	10 240	487	4,8%	18 192	19 987	-1 795	%0.6-	12 173	13 827	-1 654	-12.0%
jan mars, 1993	10 097	10 622	-525	-4,9%	16 220	16 609	-389	-2,3%	11 353	12 362	-1 009	-8.2%
TOTAL 1992-1993	40 603	A4 500	110	700	10,000	11000	000				•	

⁽¹⁾ La unierence absolue represente res compres reposes monts les compres ayant fait lobjet une des (2) Désigne le rapport calculé, en pourcentage, entre la soustraction du compte ayant fait l'object d'une décision du compte déposé avec le compte ayant fait l'object d'une décision au dénominateur.

DÉPOSÉE ET AYANT FAIT L'OBJET D'UNE DÉCISION, DIFFÉRENCE ABSOLUE ET EN POURCENTAGE, PROVINCES ET TERRITOIRES SÉLECTIONNÉS AU CANADA TABLEAU 7:

		D'UNE DÉCISION	# (1)	ÉRENCE % (2)	DÉPOSÉES	OBJET D'UNE DÉCISION	DIFFÉRENCE # (1) % (NCE % (2)	DEPOSEES	OBJET D'UNE DÉCISION	DIFFERENCE #(1) %(NCE % (2)
COUR PROVINCIALE DU QUÉBEC	du Québec											
avr juin, 1990	83 604	93 714	-10 110	-10,8%	31 002	42 937	-11 935	-27.8%	72 592	81 982	-9 390	-11.5%
Juli sept.	77 588	64 065	13 523	21,1%	37 307	28 008	9 299	33,2%	74 997	53 785	21 212	39,4%
oct déc.	83 207	89 946	-6 739	.7,5%	56 267	38 827	17 440	44.9%	96 673	78 471	18 202	23,2%
jan mars, 1991	84 043	91 156	-7 113	-7,8%	30 382	46 523	-16 141	-34,7%	72 899	84 124	-11 225	-13,3%
TOTAL 1990-1991	328 442	338 881	-10 439	-3,1%	154 958	156 295	-1 337	%6 ' 0-	317 161	298 362	18 799	6,3%
avr juin, 1991	90 083	96 802	-6 719	%6 ['] 9-	36 823	47 066	-10 243	-21.8%	80 943	84 904	-3 961	-4.7%
juil sept.	88 664	77 404	11 260	14.5%	36 306	29 575	6 731	22.8%		62 868	17 834	28.4%
oct déc.	90 286	91 508	-1 222	-1,3%	37 821	39 348	-1 527	-3.9%	83 562	78 775	4 787	6,1%
jan mars, 1992	97 462	101 849	-4 387	-4,3%	43 361	36 497	6 864	18,8%	90 399	81 584	8 815	10,8%
TOTAL 1991-1992	366 495	367 563	-1 068	-0,3%	154 311	152 486	1 825	1,2%	335 606	308 131	27 475	8,9%
avr juin, 1992	97 111	96 595	516	0.5%	40 019	44 675	-4 656	-10.4%	84 342	83 290	1 052	1.3%
full sept.	86 279	79 258	7 021	8,9%	53 402	33 869	19 533	57,7%	95 504	65 600	29 904	45,6%
oct déc.	87 306	91 443	-4 137	-4.5%	32 186	46 174	-13 988	-30,3%	78 598	81 924	-3 326	-4,1%
jan mars, 1993	89 671	97 411	-7 740	-7,9%	61 128	44 128	17 000	38,5%	104 802	84 214	20 588	24.4%
TOTAL 1992-1993	360 367	364 707	-4 340	-1,2%	186 735	168 846	17 889	10,6%	363 246	315 028	48 218	15,3%
COUR PROVINCIALE DE L'ONTARIO	de L'ontari	0										
avr juin, 1992	181 404	174 835	6 269	3,8%	727 849	727 208	641	0.1%	125 245	123 442	1 803	1.5%
juli sept.	184 471	171 778	12 693	7,4%	692 887	695 982	-3 095	0.4%	125 950	121 041	4 909	4.1%
oct déc.	170 582	168 128	2 454	1,5%	646 728	647 749	-1 021	-0,2%	111 825	116 913	-5 088	-4,4%
Jan mars, 1993	170 325	173 658	-3 333	-1,9%	606 435	608 147	-1712	-0,3%	111 780	120 122	-8 342	%6'9-
TOTAL 1992-1993	706 782	688 399	18 383	2,7%	2 673 899	2 679 086	-5 187	-0,5%	474 800	481 518	-6 718	-1,4%
COUR TERRITORIALE DU YUKON	DU YUKON										-	
avr juin, 1990	1 519	1 457	62	4,3%	3 3 1 9	3 334	÷.	-0.4%	3 335	3 342	7-	-0.2%
Juit sept.	1 291	1 241	20	4,0%	2 7 4 5	2 742	ဇ	0,1%	2 786	2 737	49	1,8%
oct déc.	1 095	1 242	-147	-11,8%	2 118	2 130	-12	%9 '0-	2 407	2 534	-127	-5.0%
Jan mars, 1991	975	1 181	-506	-17,4%	2 128	2 133	ហុ	-0,2%	2 448	2 599	-151	-5,8%
TOTAL 1890-1991	4 880	5 121	-241	-4,7%	10 310	10 339	-29	-0,3%	10 976	11, 212	-236	-2,1%
avr juin, 1991	266	964	33	3,4%	3 461	3 436	52	0.7%	2 944	2 908	36	1.2%
juil sept.	1 198	962	236	24,5%	2 907	2 895	12	0,4%	2 871	2 697	174	6.5%
oct déc.	1 231	1 252	-21	-1,7%	2 421	2 435	-14	%9'0 -	2 616	2 650	-34	-1,3%
jan mars, 1992	1 042	1 182	-140	-11,8%	2 804		-14	-0'2%	3 138	3 233	-95	-2,9%
TOTAL 1991-1992	4 468	4 360	108	2,5%	11 593	11 584	5 1	0,1%	11 569	11 488	8	0,7%
avr juin, 1992	1 096	1 046	20	4.8%	3 381	3 377	4	0.1%	3 166	3 164	8	0.1%
full sept.	1 052	910	142	15.6%	3 024	3 007	17	%9.0	3 149	3 008	141	4 7%
oct déc.	966	983	13	1,3%	2 2 1 4	2 2 1 2	8	0.1%	2 455	2 487	-32	1,3%
Jan mars, 1993	1 120	1 120	•	.•	3 0 1 3	2 830	183	8;5%	3 137	2 901	236	8,1%
TOTAL 1992-1993 4 264 4 059 205 5,1% 11 632	4 264	4 059	205	5,1%	11 632	11 426	206	1,8%	11 907	11 560	347	3,0%

⁽²⁾ Désigne le rapport calculé, en pourcentage, entre la soustraction du compte ayant fait l'object d'une décision du compte déposé avec le compte ayant fait l'object d'une décision au dénominateur.

ACCUSATIONS DÉPOSÉES ET AYANT FAIT L'OBJET D'UNE DÉCISION, DIFFÉRENCE ABSOLUE ET EN POURCENTAGE SELON LA CATÉGORIE DE LOI,PROVINCES ET TERRITOIRES SÉLECTIONNÉS AU CANADA

COUR PROVINCIALE DE L'ÎLE-DU-PRINCE-ÉDOUARD

TABLEAU 8:

UNITÉ DE BASE	TOTAL		LOIS FÉDÉRALES	ÉBALES			I OIS PROVINCIALES	CIAI ES		1000
PAR TRIMESTRE	TOUTES LES LOIS	သ	LS/LAD	AUTRES	TOTAL	CIRCULATION	ALCOOL	AUTRES	TOTAL	TOTAL
ACCUSATIONS DÉPOSÉES :										
TOTAL 1992-1993	12 258	3 763	136	231	4 130	4 395	2 736	932	8 063	65
ACCUSATIONS AYANT FAIT L'OBJET D'UNE DÉCISION:	<u>.</u>									
TOTAL 1992-1993	12 767	3 966	148	228	4 342	4 476	2 883	979	8 338	87
DIFFÉRENCE ABSOLUE(1):										·
TOTAL 1992-1993	-509	-203	-12	6	-212	-81	-147	-47	-275	-22
DIFFÉRENCE EN %(2) :										
TOTAL 1992-1993	-4,0%	-5,1%	-8.1%	1.3%	.4.9%	-1.8%	%1.5	4.8%	-3.3%	-25.3%

⁽¹⁾ La différence absolue représente les comptes déposés moins les comptes ayant fait l'objet d'une décision.
(2) Désigne le rapport calculé, en pourcentage, entre la soustraction du compte ayant fait l'object d'une décision du compte déposé avec le compte ayant fait l'object d'une décision au dénominateur.

ACCUSATIONS DÉPOSÉES ET AYANT FAIT L'OBJET D'UNE DÉCISION, DIFFÉRENCE ABSOLUE ET EN POURCENTAGE SELON LA CATÉGORIE DE LOI,PROVINCES ET TERRITOIRES SÉLECTIONNÉS AU CANADA TABLEAU 8:

COUR PROVINCIALE DE LA NOUVELLE-ÉCOSSE

### TOUTES LES LOIS CCC LES ### ### ### ### ### ### ### ### ### #	LOIS FEDE LS/LAD 109 1 612 139 1 612 1612 1613 1613 1614 1614 1616 1617 178 1 501 1801 1900 1 556	55 14 107 107 135 135		3 309 2 404 2 552	LOIS PROVINCIALES ALCOOL AUTR	CIALES AUTRES	TOTAL	REGL. MUN. TOTAL
42 638 32 609 44 803 36 163 42 693 34 839 YANT FAIT FÉCISION: 39 526 29 905 43 846 35 218 41 568 34 000 3112 2 704 957 945		3 621 3 514 2 407 3 722 3 435	37 916 41 143 38 858 35 034	3 309 2 404 2 552				
42 638 32 609 2 44 803 36 163 42 693 34 839 YANT FAIT #ÉCISION: 39 526 29 905 43 846 35 218 41 568 34 000 3 112 2 704 957 945		3 621 3 514 2 407 3 722 3 435	37 916 41 143 38 858 35 034	3 309 2 404 2 552				
44 803 36 163 42 693 34 839 YANT FAIT *ÉCISION: 39 526 29 905 43 846 35 218 41 568 34 000 3 112 2 704 957 945		3 514 2 407 3 722 3 435	41 143 38 858 35 034	2 404	263	593	4 165	222
42 693 34 839 11 YANT FAIT 39 526 29 905 11 41 568 35 218 11 3 112 2 704 957 945		2 407 3 722 3 435	38 858 35 034	2 552	237	658	3 299	361
#ÉCISION: 39 526 29 905 43 846 35 218 1 41 568 3112 2 704 957 945		3 722 3 435	35 034		231	691	3 474	361
39 526 29 905 1 43 846 35 218 1 41 568 34 000 1 3 112 2 704 957 945		3 722 3 435	35 034					
43 846 35 218 1 41 568 34 000 1 3 112 2 704 957 945		3 435		3 187	248	524	3 959	533
41 568 34 000 1 3 112 2 704 957 945			40 154	2 454	229	644	3 327	365
3 112 2 704 957 945		2 288	37 844	2 477	235	650	3 362	362
3 112 2 704 957 945								
957 945	.04 279	101-	2 882	122	15	69	506	24
	.35	79	686	-50	80	14	-28	4
TOTAL 1992-1993 1 125 839 5	39 56	119	1 014	75	4	14	112	
DIFFÉRENCE EN %(2):							,	
TOTAL 1990-1991 7,9% 9,0% 19,8°	7% 19,8%	-2,7%	8,2%	3,8%	%0'9	13,2%	5,2%	4,5%
TOTAL 1991-1992 2.7% -2.35	7% -2,3%	2,3%	2,5%	-2,0%	3,5%	2,2%	%8'0-	-1,1%
TOTAL 1992-1993 2,7% 2.5% 3,6% 5,2%	3,6%	5,2%	2,7%	3,0%	-1.7%	6.3%	3.3%	-03%

⁽¹⁾ La dinerence absolue represente les comptes déposés moins les comptes ayant fait l'objet d'une décision.
(2) Désigne le rapport calculé, en pourcentage, entre la soustraction du compte ayant fait l'object d'une décision du compte déposé avec le compte ayant fait l'object d'une décision au dénominateur.

ACCUSATIONS DÉPOSÉES ET AYANT FAIT L'OBJET D'UNE DÉCISION, DIFFÉRENCE ABSOLUE ET EN POURCENTAGE SELON LA CATÉGORIE DE LOI, PROVINCES ET TERRITOIRES SÉLECTIONNÉS AU CANADA TABLEAU 8:

COUR PROVINCIALE DU QUÉBEC

UNITÉ DE BASE PAR TRIMESTRE	TOTAL TOUTES LES LOIS	2	LOIS FÉDÉRALES LSAAD AUTRE	ÉRALES AUTRES	TOTAL	CIRCLII ATION	LOIS PROVINCIALES	NCIALES	TOTAL	REGL. MUN.
ACCUSATIONS DÉPOSÉES:										
TOTAL 1990-1991	328 442	242 278	12 750	16 177	271 205	5 439	1 438	44 206	51 083	6 154
TOTAL 1991-1992	366 495	263 981	15 285	19 844	299 110	5 605	1 138	54 819	61 562	5 823
TOTAL 1992-1993	360 367	258 772	16 265	18 835	293 869	6 588	1 861	53 903	62 352	4 146
ACCUSATIONS AYANT FAIT L'OBJET D'UNE DÉCISION:	<u>:</u>									
TOTAL 1990-1991	338 881	230 848	11 879	18 970	261 697	5 884	1 457	63 522	70 863	6 321
TOTAL 1991-1992	367 563	264 798	15 106	20 254	300 158	5 778	1 302	54 365	61 445	5 960
TOTAL 1992-1993	364 707	260 427	15 669	18 000	294 096	5 647	1 567	59 065	66 279	4 332
DIFFÉRENCE ABSOLUE(1):										
TOTAL 1990-1991	-10 439	11 430	871	-2 793	9 508	-445	-19	-19 316	-19 780	-167
TOTAL 1991-1992	-1 068	-817	179	-410	-1 048	-173	-164	454	117	-137
TOTAL 1992-1993	-4 340	.1 655	969	832	-227	941	294	-5 162	-3 927	-186
DIFFÉRENCE EN %(2) :										· <u>.</u>
TOTAL 1990-1991	-3,1%	2,0%	7,3%	-14,7%	3,6%	.7,6%	-1,3%	-30,4%	-27,9%	-2,6%
TOTAL 1991-1992	%E'0-	%E'0-	1,2%	-2,0%	%£'Ó-	%0'E-	-12,6%	0.8%	0,2%	-2,3%
TOTAL 1992-1993	-1,2%	%9 ['] 0-	3.8%	4 6%	.0 1%	16 7%	18.8%	8 70/	,o0 4	00 7

⁽²⁾ Désigne le rapport calculé, en pourcentage, entre la soustraction du compte ayant lait l'object d'une décision du compte déposé avec le compte ayant fait l'object d'une décision au dénominateur.

TABLEAU 8:

ACCUSATIONS DÉPOSÉES ET AYANT FAIT L'OBJET D'UNE DÉCISION, DIFFÉRENCE ABSOLUE ET EN POURCENTAGE SELON LA CATÉGORIE DE LOI,PROVINCES ET TERRITOIRES SÉLECTIONNÉS AU CANADA

COUR PROVINCIALE DE L'ONTARIO

UNITÉ DE BASE PAR TRIMESTRE	TOTAL TOUTES LES LOIS	2	LOIS FÉDÉRALES LS/LAD AUTRE	ÉRALES AUTRES	TOTAL	CIRCULATION	LOIS PROVINCIALES ALCOOL AUTRI	ACIALES AUTRES	TOTAL	REGL. MUN. TOTAL
ACCUSATIONS DÉPOSÉES :										
TOTAL 1992-1993	706 782	455 922	30 671	42 598	529 191	107 631	968 9	51 447	165 974	11 617
ACCUSATIONS AYANT FAIT L'OBJET D'UNE DÉCISION:	.									
TOTAL 1992-1993	688 399	439 986	29 303	40 206	509 495	105 677	6 977	54 121	166 775	12 129
DIFFÉRENCE ABSOLUE(1):										
TOTAL 1992-1993	18 383	15 936	1 368	2 392	19 696	1 954	-81	-2 674	-801	-512
DIFFÉRENCE En %(2) :										
TOTAL 1992-1993	2,7%	3,6%	4,7%	5,9%	3,9%	1,8%	-1,2%	%6' 4 -	%5'0-	-4.2%
(1) La différence absolue représente les comptes déposés moins les comptes ayant fait l'objet d'une décision. (2) Désigne le rapport calcufé, en pourcentage, entre la soustraction du compte ayant fait l'object d'une décision du compte déposé avec le compte ayant fait l'object d'une décision au dénominateur.	l La difference absolue représente les comptes déposés moins les compt l Désigne le rapport calculé, en pourcentage, entre la soustraction du con d'une décision du compte déposé avec le compte ayant fait l'object d'une	moins les compt ustraction du con fait l'object d'une	es ayant fait l'objet d'une de 1910 ayant fait l'object décision au dénominateur.	objet d'une déci l'object énominateur.	sion.					

ACCUSATIONS DÉPOSÉES ET AYANT FAIT L'OBJET D'UNE DÉCISION, DIFFÉRENCE ABSOLUE ET EN POURCENTAGE SELON LA CATÉGORIE DE LOI,PROVINCES ET TERRITOIRES SÉLECTIONNÉS AU CANADA

COUR TERRITORIALE DU YUKON

TABLEAU 8:

UNITÉ DE BASE Par trimestre	TOTAL TOUTES LES LOIS))	LOIS FÉDÉRALES LS/LAD AUTRE	RALES	TOTAL	CIRCULATION	LOIS PROVINCIALES ALCOOL AUTR	AUTRES	TOTAL	REGL. MUN.
ACCUSATIONS DÉPOSÉES:										
TOTAL 1990-1991	4 880	4 060	184	106	4 350	88	59	65	182	348
TOTAL 1991-1992	4 468	3 975	244	98	4 305	79	16	99	163	•
TOTAL 1992-1993	4 264	3 861	172	45	4 078	112	60	49	169	17
ACCUSATIONS AYANT FAIT L'OBJET D'UNE DÉCISION:	FAIT ON:									
TOTAL 1990-1991	5 121	4 190	212	121	4 523	06	35	86	220	378
TOTAL 1991-1992	4 360	3 883	245	74	4 202	83	17	54	154	-4
TOTAL 1992-1993	4 059	3 658	168	47	3 873	103	80	09	171	
DIFFÉRENCE ABSOLUE(1):			٠				.			
TOTAL 1990-1991	-241	-130	-28	-15	-173	ģ	ć,	-33	-38	-30
TOTAL 1991-1992	108	92	7	12	103	4	7	4	თ	4-
TOTAL 1992-1993	205	203	4	ņ	205	6	•	-1	?	8
DIFFÉRENCE EN %(2) :	•									
TOTAL 1990-1991	-4,7%	-3,1%	-13,2%	-12,4%	-3,8%	-2.2%	-9,4%	-33,7%	-17,3%	.7.9%
TOTAL 1991-1992	2,5%	2,4%	-0,4%	16,2%	2,5%	-4,8%	-5,9%	25,9%	2,8%	-100,0%
TOTAL 1992-1993	5,1%	5,5%	2,4%	-4.3%	5.3%	8 7%	•	18 3%	1 30	ò

⁽²⁾ Désigne le rapport calculé, en pourcentage, entre la soustraction du compte ayant fait l'object d'une décision du compte déposé avec le compte ayant fait l'object d'une décision au dénominaleur.

ANNEXE A: DONNÉES CONTEXTUELLES: CRIMINALITÉ ET POPULATION, 1990 AU 1992

Jurisdiction	Année	Population Adulte(1)	DUC - Ad	ultes incul	pés (2) (3)			
	financiêre	(,000,	Code crim.	LS/LAD	Autres féd.	Prov.	Reg. mun.	TOTAL
Terre-Neuve	1990	407,8	11 159	543	276	5 081	44	17 10
	1991	411,8	11 465	405	226	5 227	36	17 35
	1992	423,4	8 813	493	250	4 760	•••	14 31
lle-du-Prince-Edouard	1990	94,6	2 178	104	22	2 750	51	5 10
	1991	94,6	2 456	61	24	2 862	297	5 70
	1992	95,2	1 797	97	25	2 836	•••	4 75
Nouvelle-Écosse	1990	668,7	18 892	1 408	161	13 847	1 105	35 41
	1991	676,8	20 389	944	195	13 112	919	35 55
	1992	695,6	15 267	1 225	158	12 311	•••	28 96
Nouveau-Brunswick	1990	535.6	13 075	690	158	8 277	145	22 34
	1991	540,3	13 557	605	211	6 275	133	20 78
	1992	561,6	9 774	493	263	5 582	•••	16 11
Québec	1990	5 140.1	124 570	6 700	831	3 271	14 457	149 829
	1991	5 198,4	131 062	7 476	1 279	2 426	13 277	155 520
	1992	5 449,8	103 783	7 559	1 627	2 262		115 213
Ontario	1990	7 361,9	207 618	17 156	4 052	126 506	11 372	366 70
	1991	7 489.6	218 634	14 351	4 373	114 165	9 764	361 28
	1992	8 036,9	175 056	15 327	5 358	97 262		293 003
Manitoba	1990	802,3	25 522	1 551	1 008	5 124	185	33 390
	1991	807,4	27 130	1 315	848	5 153	302	34 748
	1992	820,9	22 787	1 164	758	4 570		29 279
Saskatchewan	1990	714,6	32 708	1 190	279	20 372	1 141	55 690
	1991	712,8	32 717	819	295	15 056	1 049	49 93
	1992	720,0	23 711	986	414	12 978		38 089
Alberta	1990	1 781,3	69 549	4 934	227	18 281	868	93 859
	1991	1 819,9	80 641	4 293	240	19 718	1 105	105 997
	1992	1 904,6	55 952	4 224	299	20 982		81 457
Colombie-Britannique	1990	2 377,4	59 926	6 486	772	9 835	2 719	79 7 38
•	1991	2 439,2	67 283	10 259	770	8 932	790	88 034
	1992	2 627,8	53 679	9 762	535	9 214		73 190
Territoires du Nord-Ouest	1990	33.7	4 042	195	5	3 125	54	7 421
	1991	34,0	4 328	202	19	4 755	66	9 370
	1992	38,9	804	89	-	1 616		2 509
fukon	1990	18,1	1 541	114	7	2 037	2	3 701
	1991	19,0	1 363	134	2	1 620		3 119
	1992	21,6	3 618	210	15	4 114	•••	7 957
					,			
OTAL	1990	19 936,1	570 780	41 071	7 796	218 506	32 143	870 296
	1991	20 243,8	611 025	40 864	8 482	199 301	27 738	887 410
	1992	21 396,4	475 041	41 629	9 702	178 487		704 859

Statistique Canada, 1990, 1991 & 1992, Données démographiques, Division de la démographie
 Statistique Canada, 1990, 1991 & 1992, Statistiques de la criminalité du Canada, no. 85-205 au catalogue.
 Les données du programme de déclaration uniforme de la criminalité (DUC) inclus les jeunes accusés d'infractions relatives à la circulation selon le code criminel.

ANNEXE B

DÉFINITIONS POUR LA COMPOSANTE DU NOMBRE DE CAUSES -ETJCA

ÉLÉMENTS D'INFORMATION

Lois fédérales: lois et règlements, y compris le Code criminel, ayant été adoptés par le Parlement relativement aux questions qui relèvent de la compétence du gouvernement fédéral en vertu de la <u>Loi constitutionnelle</u>. Les lois fédérales seront classées dans quatre catégories: Code criminel, Loi sur les stupéfiants, Loi sur les aliments et drogues et autres lois fédérales.

Lois provinciales: lois, ordonnances et règlements adoptés par une législature provinciale ou territoriale relativement aux questions relevant de la compétence du gouvernement provincial ou territorial, à l'exclusion des règlements municipaux. Les catégories de lois sont les suivantes: circulation, alcool et autres lois provinciales. Il faudra déterminer, pour les catégories relatives à la circulation, à l'alcool et aux lois provinciales, l'ensemble des lois, ordonnances et règlements connexes qui sont propres à chaque province ou territoire.

Règlements municipaux : lois et règlements adoptés par un conseil municipal relativement aux questions qui relèvent de la compétence de l'administration municipale.

Périodes de référence - trimestres : les quatre périodes de trois mois consécutifs au cours d'une année, commençant en janvier, en avril, en juillet et en octobre.

Degré de juridiction: instance à laquelle les audiences ont lieu. L'enquête porte actuellement sur les tribunaux provinciaux qui sont saisis d'affaires criminelles.

Greffe: localité du tribunal provincial où les audiences ont lieu ou, dans le cas de contraventions, endroit d'où l'assignation a été décernée.

Unités de dénombrement

L'Enquête sur les tribunaux de juridiction criminelle pour adultes est fondée sur des données agrégées, et les unités de dénombrement, qui, à deux exceptions près, ont trait aux activités criminelles des <u>adultes</u> jugées par les tribunaux provinciaux. On ne tient pas compte des jeunes contrevenants dont les causes sont entendues par les tribunaux provinciaux de la jeunesse. Cependant, on compte les adolescents qui sont renvoyés devant un tribunal pour adultes en application de la *Loi sur les jeunes contrevenants* La deuxième exception concerne le compte des accusations lorsqu'il s'agit de contraventions. Il faut compter celles-ci tant pour les jeunes contrevenants que pour les adultes.

Accusations:

Une accusation représente un chef d'accusation formel contre un accusé qui est appellé à comparaître au moins une fois devant un tribunal provincial ou territorial. La composante du nombre de causes permet d'obtenir un compte global de tous les chefs d'accusation indiqués sur l'ensemble des dénonciations traitées au cours de la période de référence. Les accusations sont classées selon le genre de loi (lois fédérales, lois provinciales et règlements municipaux) et selon le greffe. Les dénonciations qui ne mènent pas à une date d'audience sont en dehors de la portée de l'enquête.

Par exemple, vingt accusations d'introduction par effraction contre une personne A correspondent à vingt accusations dans la catégorie des lois fédérales. De façon similiare, si une personne B est accusée de cinq infractions au Code criminel et de deux infractions à une loi provinciale, il faut inscrire, dans le cadre de l'enquête, cinq accusations dans la catégorie des lois fédérales et deux accusations dans la catégorie des lois provinciales. Il n'est pas nécessaire d'appliquer la règle de la «loi la plus sévère» (décrite dans la partie suivante) lorsque l'on dénombre les accusations.

Les données sur les «accusations» sont recueillies selon les quatre catégories suivantes : accusations en instance au début, accusations déposées, accusations ayant fait l'objet d'une décision et accusations en instance à la fin. Ces catégories sont décrites ci-après.

Accusations en instance au début : accusations ayant mené à une date d'audience au cours d'une période de référence antérieure, mais n'ayant pas encore fait l'objet d'une décision au début de la période de référence visée. Les accusations suspendues ou ayant donné lieu à un mandat d'amener durant une période de référence antérieure ne sont pas incluses dans le compte des accusations en instance au début.

Accusations déposées : accusations à l'égard desquelles une première comparution a eu lieu durant la période de référence. Cette définition inclue également les

accusations ayant fait l'objet d'un transfert d'un autre tribunal ou degré de juridiction (p. ex. cour supérieure) dans la province et pour lesquelles les comparutions ont eu lieu, les accusations ayant fait l'objet d'un transfert d'une autre province ou d'un autre territoire et les accusations qui, après avoir été suspendues ou avoir donné lieu à un mandat d'amener au cours de la période de référence visée ou d'une période antérieure, ont été déposées à nouveau durant la période de déclaration.

Accusations ayant fait l'objet d'une décision : Aux fins de la composante du nombre de causes de l'ETJCA, une accusation a <u>fait l'objet d'une décision</u>, si elle comporte l'une des décisions énumérées ci-dessous durant la période de référence.

- 1. Accusation suspendue (y compris ajournée indéfiniment)
- 2. Accusation retirée
- 3.* Accusation rejetée/libération au moment de l'enquête préliminaire
- 4.** Plaidoyer de culpabilité
- 5.*** Déclaration de culpabilité
- 6. Déclaration de non-culpabilité (acquittement de l'infraction imputée; acquittement pour cause d'aliénation mentale)
- 7. Mandat d'amener
- 8. Autres (renvoi pour subir son procès devant la cour supérieure, désistement à l'extérieur de la province, désistement dans la province, annulation, nullité, inaptitude à subir son procès, argument relatif à la charte invoqué par la défense).
- * Par «libération» dans la catégorie «Accusation rejetée/libération», on entend uniquement les accusations ayant donné lieu à une libération au moment de l'enquête préliminaire. Les libérations conditionnelles et inconditionnelles accordées après la déclaration de culpabilité doivent être classées dans la catégorie «Déclaration de culpabilité».
- ** «Plaidoyer de culpabilité» indique que l'accusé a plaidé coupable et que le tribunal a accepté le plaidoyer.
- *** «Déclaration de culpabilité» indique que la culpabilité de l'accusé est fondée sur les preuves fournies contre ce dernier et non sur les renseignements du plaidoyer.

Accusations en instance à la fin : accusations déposées au cours de la période de référence visée ou d'une période antérieure, mais n'ayant pas fait l'objet d'une décision à la fin de la période de référence visée. Pour calculer le nombre

d'accusations en instance à la fin, on additionne les accusations en instance au début et les accusations déposées, puis on soustrait les accusations ayant fait l'objet d'une décision durant la période de référence.

Accusations: contraventions

La composante du nombre de causes permet également d'obtenir un compte global de tous les chefs d'accusation indiqués sur les contraventions traitées au cours de la période de référence. Les données sur les contraventions seront recueillies selon les quatre catégories décrites ci-après.

Accusations en instance au début: accusations déposées sous forme de contravention durant une période de référence antérieure, mais n'ayant pas encore fait l'objet d'une décision au début de la période de référence visée. Les accusations suspendues ou ayant donné lieu à un mandat d'amener au cours d'une période de référence antérieure ne sont pas incluses dans le compte des accusations en instance au début. Cette catégorie comprend en outre les contraventions remises aux accusés vers la fin de la période de référence précédente et pour lesquelles la date prévue de l'audience tombe dans la période de référence visée.

Accusations déposées: contraventions remises au cours de la période de référence, selon la date à laquelle la contravention a été dressée. Cette catégorie comprend les accusations suspendues ou ayant donné lieu à un mandat d'amener durant la période de référence visée ou une période antérieure qui ont été déposées à nouveau au cours de la période de déclaration.

Accusations ayant fait l'objet d'une décision: Aux fins de l'ETJCA, une contravention a <u>fait l'objet d'une décision</u>, si elle comporte l'une des décisions énumérées ci-dessous et si aucune audience subséquente n'a eu lieu devant le tribunal provincial de la localité où la décision a été rendue.

- 1. Paiement volontaire (paiement volontaire, effort ou entente pour payer avant la date d'audience)
- 2. Accusé réputé coupable (condamnation d'office)
- 3. Déclaration de culpabilité (comprend le plaidoyer de culpabilité)
- 4. Déclaration de non-culpabilité (acquittement de l'infraction imputée)
- 5. Mandat d'amener
- 6. Autres (accusation suspendue, retirée, rejetée, libération, désistement à l'extérieur de la province, désistement dans la province, rejet, nullité, annulation)

Accusations en instance à la fin : accusations déposées au cours de la période de référence visée ou d'une période antérieure, mais n'ayant pas fait l'objet d'une décision à la fin de la période de référence visée. Pour calculer le nombre

d'accusations en instance à la fin, on additionne les accusations en instance au début et les accusations déposées, puis on soustrait les accusations ayant fait l'objet d'une décision durant la période de référence.

Causes:

Une cause désigne un événement impliquant une personne adulte ou une société contre qui une ou plusieurs accusations ont été présentées pour la première fois devant un tribunal à la même date. Les accusations sont identifiées à une cause selon la greffe, l'identification de l'accusé et la date de la première comparution. La composante du nombre de causes dénombre toutes les causes qui ont été traitées durant la période de référence.

Afin de totaliser correctement les unités de dénombrement des causes et des audiences-causes, on applique la règle de la loi la plus sévère (LPS) et la règle de la décision la plus sévère (DPS).

La règle qui consiste à déterminer la loi la plus sévère s'applique lors d'un événement lorsqu'il y a au moins deux accusations. Les accusations, y compris les contraventions, sont liées à la cause si le code d'identification de l'accusé, le greffe et la date de comparution sont identiques. Si la cause comprend plus d'une accusation, on comptera la cause une seule fois en fonction de la loi la plus sévère. De plus, la cause sera comptée une seule fois durant la période de référence, peu importe le nombre d'audiences.

Voici le classement des lois par ordre décroissant de sévérité :

- 1. Lois fédérales
 - a. Code criminel
 - b. Loi sur les stupéfiants
 - c. Loi sur les aliments et drogues
 - d. Autres
- 2. Lois provinciales
 - a. Circulation
 - b. Alcool
 - c. Autres
- 3. Règlements municipaux (tous)

La règle qui consiste à déterminer la décision la plus sévère s'applique lors de l'événement lorsqu'au moins deux accusations liées entre elles ont trait à la même loi la plus sévère. On compte la cause en fonction de la catégorie de décisions qui est

établie selon la sévérité de la décision; la DPS est appliquée après que la loi la plus sévère a été déterminée. Par exemple, une cause comporte trois accusations : vol qualifié (CC), voies de fait (CC) et possession de drogues (LSS). Une déclaration de non-culpabilité est rendue à l'égard du vol qualifié, mais une déclaration de culpabilité est prononcée à l'égard des voies de fait et de l'infraction relative aux drogues. En application de la règle LPS, la cause est comptée dans la catégorie des infractions au CC. Il faut recourir à la règle DPS parce que les deux infractions au CC ont entraîné des décisions différentes (déclaration de non-culpabilité de vol qualifié et déclaration de culpabilité de voies de fait). D'après la règle DPS, la déclaration de culpabilité est plus sévère que la déclaration de non-culpabilité et, par conséquent, la décision rendue dans la cause doit être comptée dans la catégorie «déclaration de culpabilité».

Voici le classement des décisions par ordre décroissant de sévérité :

- 1. Déclaration de culpabilité
- 2. Plaidoyer de culpabilité
- 3. Autres
- 4. Accusation suspendue
- 5. Déclaration de non-culpabilité
- 6. Accusation rejetée/libération
- 7. Accusation retirée
- 8. Mandat d'amener

Causes en instance au début : causes pour lesquelles la comparution a eu lieu au cours d'une période de référence antérieure et dans lesquelles les accusations connexes n'ont pas toutes fait l'objet d'une décision au début de la période de référence visée. Cette catégorie ne comprend pas le compte des causes dans lesquelles l'accusation portée en vertu de la loi la plus sévère a été suspendue ou a donné lieu à un mandat d'amener avant la période de référence.

Causes déposées: causes pour lesquelles la <u>comparution</u> a eu lieu au cours de la période de référence visée. Cette catégorie comprend le compte des causes dans lesquelles l'accusation relative à la loi la plus sévère, après avoir été suspendue ou avoir donné lieu à un mandat d'amener durant la période de référence visée ou une période antérieure, a été déposée à nouveau durant la période de référence. Pour calculer le nombre de causes déposées à la suite d'une contravention comme étant la loi la plus sévère dans la cause, on procède de la même façon que s'il s'agissait d'une accusation. Toutefois, si la décision rendue à l'égard d'une contravention est le «paiement volontaire» avant la date de la comparution, il ne faut pas inclure le compte des causes déposées.

Causes ayant fait l'objet d'une décision : causes pour lesquelles la comparution a eu lieu au cours de la période de référence visée ou d'une période antérieure et pour

lesquelles une décision définitive a été rendue à l'égard de la dernière accusation connexe durant la période de référence visée. Les huit catégories de décisions sont identiques à celles énumérées pour l'unité de dénombrement «accusation». De même, si la décision rendue à l'égard d'une contravention est le «paiement volontaire» avant la date de la comparution, il ne faut pas inclure le compte des causes ayant fait l'objet d'une décision. Toutefois, si la décision rendue à l'égard d'une contravention est le «paiement volontaire» avant la date de la comparution, il ne faut pas inclure le compte des causes ayant fait l'objet d'une décision.

Causes en instance à la fin : causes pour lesquelles la comparution a eu lieu au cours de la période de référence visée ou d'une période antérieure et dans lesquelles les accusations connexes n'ont pas toutes fait l'objet d'une décision avant la fin de la période de référence visée. Pour calculer le nombre de causes en instance à la fin, on additionne les causes en instance au début et les causes déposées, puis on soustrait toutes les causes avant fait l'objet d'une décision durant la période de référence.

Audiences-causes:

Il s'agit du compte global des audiences-causes, selon la loi la plus sévère, au cours de la période de référence. Par «audience-cause» on entend l'audition d'un accusé devant le tribunal à une date donnée durant la période de référence. Par exemple, si un accusé était entendu en cour trois jours différents durant une même période de référence, on compterait trois audiences-causes. De la même façon, si deux accusés faisant l'objet d'accusations similaires et dont la date de comparution est identique étaient entendus devant le tribunal trois jours différents durant une même période de référence, on compterait six audiences-causes aux fins de l'enquête.

Audiences de non-procès: audiences de mise en liberté provisoire par voie judiciaire (caution), enquêtes préliminaires, audiences visant à établir l'aptitude à subir un procès et comparutions ou audiences subséquentes qui ne sont pas des audiences de procès. Cette catégorie comprend également les audiences qui ont pour but de déterminer la peine.

Audiences de procès: ensemble des audiences appelées «audiences de procès». Si une personne est entendue un jour donné dans le cadre d'un procès, on comptera une audience de procès; si deux personnes sont entendues le même jour dans le cadre d'un même procès, on comptera deux audiences de procès.

ANNEXE C

NOTES MÉTHODOLOGIQUES

Étapes du cheminement des données et sources d'erreur

Les données de la composante du nombre de causes de l'Equête sur les tribunaux de juridiction criminelle pour adultes (ETJCA) présentées ici et dans d'autres rapports semblables ont subi de nombreux types de traitement depuis leur collecte initiale dans les salles d'audience. Chaque processus peut occasionner des erreurs ou un écart entre l'affaire initiale portée devant le tribunal et les données finales totalisées.

Voici une description des quatre étapes fondamentales du cheminement des données de l'ETJCA et des types d'erreurs pouvant être commises à chaque étape.

Étape 1. Collecte des données initiales

La première étape consiste à enregistrer dans un registre d'audience les données sur les affaires instruites devant un tribunal.

Erreurs de réponse et de mesure : Il peut y avoir des divergences entre les provinces et les territoires ou entre les greffes d'une même province ou d'un même territoire quant aux procédures de fonctionnement et d'enregistrement dans les tribunaux, à l'interprétation des lois ou des concepts juridiques.

Erreurs dues à la non-réponse : Il se peut que les données relatives à certaines variables de l'ETJCA ne soient pas recueillies, si elles ne sont pas nécessaires à des fins opérationnelles et administratives.

Erreurs de codage des données : Les greffiers peuvent commettre des erreurs lors de l'enregistrement des données sur les affaires instruites devant un tribunal.

Étape 2. Traitement des données initiales par le province/territoire

Les données tirées des registres d'audience sont saisies dans les systèmes automatisés opérationnels des provinces et des territoires. Elles sont ensuite chargées dans les systèmes automatisés intégrés des provinces et des territoires.

Erreurs dues à la couverture : Il se peut que les données de certains greffes ne soient pas saisies pour être incluses dans les fichiers automatisés.

Erreurs dues à la non-réponse : Il se peut que les données concernant certaines variables de l'ETJCA ne soient pas saisies pour être incluses dans les systèmes automatisés opérationnels, même si elles existent dans les registres d'audience.

Erreurs de codage et de saisie des données : Les greffiers peuvent commettre des erreurs ou causer des retards lors du codage des données dans le registre d'audience ou lors de la transformation des données du registre sous une forme lisible par machine.

Erreurs de contrôle et d'imputation : Le processus de contrôle et d'imputation utilisé par les systèmes provinciaux/territoriaux peut contenir des erreurs ou peuvent être trop strictes ou relâchées.

Erreurs dues au système : Le traitement des fichiers opérationnels ou des fichiers des systèmes automatisés intégrés de gestion peut occasionner des erreurs.

Étape 3. Transcription des données selon la structure de l'ETJCA

Le logiciel d'interface choisit les enregistrements applicables parmi les systèmes automatisés opérationnels des tribunaux ou les systèmes automatisés intégrés dans les provinces et les territoires. Les enregistrements sont ensuite transcrits selon la structure de l'ETJCA et envoyés au Centre canadien de la statistique juridique (CCJS) aux fins de traitement.

Erreurs dues au système : Il se peut que les spécifications concernant le logicie' d'interface des données de l'ETJCA soient erronées ou mal interprétées ou que le logiciel d'interface soit lui-même erroné.

Erreurs dues à la couverture : Le logiciel d'interface pourrait extraire des enregistrements non pertinents ou omettre des enregistrements qui devraient être pris en compte dans l'enquête.

Étape 4. Traitement par l'ETJCA des données transcrites

Les données provenant des provinces et des territoires sont vérifiées et, au besoin, sont imputées avant d'être versées dans le fichier automatisé principal de l'ETJCA. Les données tirées de ce fichier servent à créer des fichiers supplémentaires pour des unités de dénombrement. Des tableaux automatisés standard sont produits à partir de ces fichiers.

Erreurs dues au système : Il se peut que les spécifications de l'ETJCA relatives au traitement soient erronées ou mal interprétées. Il est également possible que les programmes de traitement soient eux-mêmes erronés.

Erreurs de contrôle et d'imputation : Bien que le système de contrôle et d'imputation serve à détecter et à corriger les erreurs, il peut être aussi une source d'erreur. Il se peut que les spécifications relatives au contrôle contiennent des erreurs attribuables aux changements des procédures judiciaires, aux modifications apportées au Code criminel ou à toute autre loi fédérale en matière criminelle. Les règles de contrôle et d'imputation peuvent être mal interprétées ou peuvent être trop strictes ou relâchées.

Instruments de l'ETJCA pour assurer la qualité des données

Un certain nombre d'instruments ont été conçus pour les responsables de l'ETJCA afin de réduire au minimum ou de corriger les erreurs mentionnées ci-dessus.

A. Méthode d'élaboration du logiciel d'interface

Les erreurs dues au système peuvent se produire durant l'extraction et la transcription des données provinciales ou territoriales selon la structure de l'ETJCA. Les responsables de l'ETJCA ont tenté de réduire au minimum cette source d'erreur en appliquant une méthode standard d'élaboration du logiciel d'interface, laquelle exige que le logiciel soit soumis à un essai complet par l'ETJCA et par la province ou le territoire avant d'être mis en oeuvre. Voici les étapes nécessaires à l'élaboration de l'interface :

- i) On étudie la faisabilité d'élaborer un logiciel d'interface. On définit un cadre d'essai pour le système opérationnel ou le système de gestion de la province ou du territoire afin d'aider à l'étude de faisabilité et à l'élaboration du logiciel d'interface.
- ii) On met en correspondance les éléments d'information de la province ou du territoire et les besoins en données de l'ETJCA.

- iii) On exécute le logiciel d'interface dans le cadre d'essai à l'aide des données d'essai, et les résultats sont vérifiés par l'ETJCA et la province ou le territoire. On indique toute divergence entre les résultats réels et les résultats attendus, et on apporte les corrections qui s'imposent.
- iv) On exécute le logiciel d'interface dans le cadre d'exploitation, et les résultats sont vérifiés par l'ETJCA et la province ou le territoire. On décèle les erreurs, et on apporte les corrections qui s'imposent.
- v) On évalue les résultats afin de déterminer dans quelle mesure les données extraites par l'interface correspondent à celles contenues dans les fichiers initiaux des tribunaux de la province ou du territoire et dans les fichiers du système automatisé opérationnel ou le système de gestion. Les résultats de l'évaluation permettront en outre l'étude des erreurs de réponse ou des divergences entre les données finales publiées et l'enregistrement initial de l'affaire portée devant le tribunal.

B. Mise à l'essai des systèmes de traitement des données de l'ETJCA

Le système de traitement des données de l'ETJCA peut entacher les données d'erreurs dues au système et d'erreurs de contrôle et d'imputation. Pour atténuer les effets de ces erreurs, tous les systèmes élaborés à Statistique Canada, dont le système de traitement des données de l'ETJCA, font l'objet d'une vérification logique faite par le réalisateur du système, d'essais de réception menés par le CCSJ et(ou) la Division de la méthodologie de Statistique Canada et d'essais avec des données réelles effectués par le réalisateur. Il convient de noter, toutefois, que ces essais ne donnent qu'une idée approximative du nombre infini de situations que l'on peut rencontrer dans la réalité. Des révisions devront aussi être apportées périodiquement afin de traduire les changements des procédures judiciaires et les modifications législatives. Par conséquent, le système de traitement des données de l'ETJCA devra constamment passer en revue et être modifié.

C. Système de contrôle et d'imputation de l'ETJCA

Le système de contrôle et d'imputation de l'ETJCA est le principal instrument mis au point pour déceler et corriger les erreurs dans les données et pour guider l'élaboration du logiciel d'interface. Les données erronées traitées par ce système peuvent entraîner l'une des conséquences suivantes :

i) Rejet des données

Trois types d'erreurs occasionnent un rejet des données : les renseignements manquants ou erronés dans les zones-clés d'identification des enregistrements (province ou territoire, greffe, numéro de la dénonciation, identificateur de l'accusé, numéro de séquence de l'accusation et date de l'audience); les accusations n'ayant pas encore fait l'objet d'une décision (c.-à-d. les enregistrements hors de la période de référence ou du champ d'observation de l'enquête); et les enregistrements en double sur les accusations-audiences. Pour la plupart des enregistrements entachés d'erreurs entraînant le rejet, il faut faire appel au répondant pour déterminer la mesure qu'il convient de prendre.

ii) Correction des données

On apporte une correction prédéterminée d'après la combinaison précise des valeurs des éléments d'information. On a recours à cette méthode de correction lorsqu'une valeur relative à un élément d'information est mal codée ou qu'une combinaison d'éléments d'information présente des incohérences logiques dans un enregistrement sur les audiences ou pour une accusation.

iii) Message d'avertissement

Les avertissements servent à relever les incohérences dans les combinaisons d'éléments d'information, les données manquantes dans les zones secondaires facultatives et les codes erronés.

Le système de contrôle et d'imputation peut déceler les erreurs dues à la non-réponse, à la couverture et les erreurs de codage et de saisie des données. Une composante du système permet également un contrôle des déclarations faites par chaque greffe et indique les possibilités d'erreurs de couverture dues à la non-déclaration de données par les greffes.





D. Procédures d'évaluation des données

Des activités d'évaluation des données sont entreprises par les provinces/territoires et l'ETJCA afin de surveiller la qualité des données et d'indiquer les modifications devant être apportées lorsque la qualité des données pose un problème. Les données contrôlées et imputées sont soumises à des comparaisons d'une année à l'autre. Les chiffres sur les caractéristiques des causes de l'ETJCA sont comparés à ceux tirés de la composante du nombre de causes de l'enquête. Des comparaisons sont effectuées entre les données de l'enquête et les chiffres contenus dans les rapports provinciaux/territoriaux des systèmes opérationnels ou de gestion des causes des tribunaux. Les chiffres de la police et des services correctionnels sont également comparés aux chiffres sur les caractéristiques des causes. Les résultats du processus d'évaluation des données permettent de déterminer la plupart des types d'erreurs qui surviennent à toutes les étapes du cheminement des données.

Questions relatives à la qualité des données soulevées par les systèmes provinciaux et territoriaux

La qualité et la disponibilité des données de l'ETJCA comporte certaines limites du fait que les données sont des sous-produits des systèmes automatisés opérationnels ou des systèmes de gestion des provinces et des territoires. Les erreurs relatives à la conception, à l'élaboration ou à la mise en oeuvre des systèmes provinciaux et territoriaux peuvent diminuer la qualité et la disponibilité des données de l'ETJCA.

A d

2

☆

, .